



CANADA

Débats de la Chambre des communes

VOLUME 140 • NUMÉRO 098 • 1^{re} SESSION • 38^e LÉGISLATURE

COMPTE RENDU OFFICIEL
(HANSARD)

Le vendredi 13 mai 2005

—
Présidence de l'honorable Peter Milliken

TABLE DES MATIÈRES

(La table des matières quotidienne des délibérations se trouve à la fin du présent numéro.)

Toutes les publications parlementaires sont disponibles sur le réseau électronique « Parliamentary Internet Parlementaire » à l'adresse suivante :

<http://www.parl.gc.ca>

CHAMBRE DES COMMUNES

Le vendredi 13 mai 2005

La séance est ouverte à 10 heures.

Prière

● (1000)

[Traduction]

MESSAGE DU SÉNAT

Le Président: J'ai l'honneur d'annoncer à la Chambre que le Sénat lui a adressé un message pour l'informer qu'il a adopté certains projets de loi qu'il la prie d'approuver.

SANCTION ROYALE

● (1005)

[Traduction]

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît. J'ai l'honneur d'informer la Chambre que j'ai reçu la lettre suivante:

Résidence de la Gouverneure générale,
Ottawa

Le 12 mai 2005

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous aviser que la très honorable Adrienne Clarkson, Gouverneure générale du Canada, a octroyé la sanction royale par déclaration écrite aux projets de loi mentionnés à l'annexe de la présente lettre le 12 mai 2005, à 16 h 10.

Veuillez agréer, monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

La secrétaire de la Gouverneure générale,
Barbara Uteck

L'annexe précise que la sanction royale a été donnée au projet de loi C-33, Loi n° 2 portant exécution de certaines dispositions du budget déposé au Parlement le 23 mars 2004—chapitre n° 19; projet de loi C-12, Loi visant à prévenir l'introduction et la propagation de maladies transmissibles—chapitre n° 20; projet de loi C-45, Loi prévoyant des services, de l'assistance et des mesures d'indemnisation pour les militaires et vétérans des Forces canadiennes ou à leur égard et modifiant certaines lois—chapitre n° 21.

L'hon. Tony Valeri (leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, j'invoque le Règlement. Après consultation des leaders parlementaires de tous les partis, je demande le consentement unanime pour que la motion suivante soit adoptée à l'unanimité, sans débat ni amendement:

Que, nonobstant tout article du Règlement ou pratique habituelle, toutes les motions nécessaires pour terminer l'étude à l'étape de la deuxième lecture des projets de loi C-43, Loi portant exécution de certaines dispositions du budget, déposé au Parlement le 23 février 2005, et C-48, Loi autorisant le ministre des Finances à faire certains versements, soient mises aux voix de la manière suivante:

1. Que tout vote demandé soit reporté à la fin de la période prévue pour les initiatives ministérielles le jeudi 19 mai 2005;

2. Qu'à la fin de la période prévue pour les initiatives ministérielles le jeudi 19 mai 2005, toutes les motions nécessaires pour terminer l'étude des projets de loi C-43 et C-48 à l'étape de la deuxième lecture soient mises aux voix sur-le-champ sans débat, amendement ni report.

● (1010)

Le Président: Le leader du gouvernement à la Chambre des communes a-t-il le consentement unanime de la Chambre pour proposer la motion?

Des voix: D'accord.

Des voix: Non.

M. Jay Hill (Prince George—Peace River, PCC): Monsieur le Président, j'invoque le Règlement. Je propose un bon vieux compromis à la canadienne. Je demande donc le consentement unanime de la Chambre à l'égard de la motion suivante.

Le gouvernement a perdu cinq votes d'affilée. Cela montre à l'évidence qu'il a perdu la confiance de la Chambre. Puisque nous savons qu'au moins un député doit subir une intervention chirurgicale pour un cancer au moment où le premier ministre a l'intention de permettre la tenue d'un vote de confiance sur ses deux projets de loi relatifs au budget, soit jeudi prochain le 19 mai 2005, comme nous venons de l'entendre, je demande le consentement de la Chambre pour présenter la motion suivante:

Que, lundi le 16 mai 2005, 15 minutes avant la fin de la période consacrée aux initiatives ministérielles, le Président mette aux voix sur-le-champ toutes les questions nécessaires pour terminer l'étude à l'étape de la deuxième lecture du projet de loi C-43, Loi portant exécution de certaines dispositions du budget déposé au Parlement le 23 février 2005, et du projet de loi C-48, Loi autorisant le ministre des Finances à faire certains versements.

Le Président: Le leader parlementaire de l'opposition a-t-il le consentement unanime de la Chambre pour proposer cette motion?

Des voix: D'accord.

Des voix: Non.

L'hon. Stephen Harper (chef de l'opposition, PCC): Monsieur le Président, j'invoque le Règlement pour solliciter le consentement unanime de la Chambre concernant ce qu'ont demandé le gouvernement de Terre-Neuve-et-Labrador et celui de la Nouvelle-Écosse et ce à quoi le NPD a déjà consenti, à ma connaissance, à savoir la motion suivante:

Que le projet de loi C-43, Loi portant exécution de certaines dispositions du budget déposé au Parlement le 23 février 2005, soit scindé en deux projets de loi: le projet de loi C-43A, Loi visant à fournir des paiements à des provinces et territoires et à mettre en oeuvre l'Entente Canada-Terre-Neuve-et-Labrador et l'Entente Canada-Nouvelle-Écosse; et le projet de loi C-43B, Loi visant à mettre en oeuvre certaines dispositions du budget déposé au Parlement le 23 février 2005;

Initiatives ministérielles

que le projet de loi C-43A soit composé des parties 12, l'Entente Canada-Terre-Neuve-et-Labrador et l'Entente Canada-Nouvelle-Écosse, et 24, paiements à certaines provinces et aux territoires;

que le projet de loi C-43B englobe toutes les autres parties du projet de loi C-43. Que la Chambre commande l'impression des projets de loi C-43A et C-43B et que les projets de loi C-43A et C-43B soient inscrits au *Feuilleton* pour être étudiés par la Chambre à l'étape de la deuxième lecture et renvoyés au Comité permanent des finances.

Je crois que trois au moins des partis à la Chambre seraient d'accord. Je demande le consentement unanime.

Le Président: La Chambre accorde-t-elle son consentement unanime à la proposition du chef de l'opposition?

Des voix: D'accord.

Des voix: Non.

L'hon. Tony Valeri: Monsieur le Président, je crois que nous avons tenté de montrer que le député et ses collègues pourront voter pour le budget le jeudi 19 mai et donner aux Canadiens de l'Atlantique l'accord qu'ils méritent. On pourra se prononcer sur ce point le 19 mai.

Le Président: Les députés pourraient peut-être poursuivre ces discussions à l'extérieur de la Chambre. Il semble que nous soyons en train d'amorcer un débat sur des recours au Règlement qui n'en sont pas vraiment. Il est question ici d'obtenir le consentement.

L'hon. Stephen Harper: Monsieur le Président, je souhaite tout simplement être utile à la présidence. Le leader du gouvernement à la Chambre et le Président savent évidemment qu'en agissant comme il l'a fait, celui-ci a garanti qu'aucun vote n'aurait lieu sur l'Accord atlantique pour au moins un an.

L'hon. Tony Valeri: Monsieur le Président, j'aimerais signaler à la présidence que, une fois de plus, le chef de l'opposition a manifesté sa totale incompréhension de la procédure de la Chambre.

INITIATIVES MINISTÉRIELLES

•(1015)

[Traduction]

LOI AUTORISANT LE MINISTRE DES FINANCES À FAIRE CERTAINS VERSEMENTS

La Chambre reprend l'étude, interrompue le 10 mai, de la motion: Que le projet de loi C-48, Loi autorisant le ministre des Finances à faire certains versements, soit lu pour la deuxième fois et renvoyé à un comité.

Le Président: La dernière fois où la Chambre a étudié ce projet de loi, le député d'Edmonton—Leduc en était à la période réservée aux questions et observations. Il lui restait six minutes.

M. Gerry Ritz (Battlefords—Lloydminster, PCC): Monsieur le Président, j'aimerais poser à mon collègue une brève question. Étant donné que le projet de loi de l'année dernière à ce sujet vient tout juste d'être adopté par le Sénat, pourrait-il nous expliquer combien de temps il faudrait pour que les projets de loi C-43 et C-48 soient réellement mis en oeuvre?

M. James Rajotte (Edmonton—Leduc, PCC): Monsieur le Président, les libéraux ont répété partout dans le pays que si ces deux projets de loi budgétaires n'étaient pas adoptés immédiatement, l'Accord atlantique ne serait pas mis en oeuvre. Ils savent pourtant que le Sénat vient tout juste d'adopter le projet de loi concernant le budget précédent. Ce genre d'affirmation insensée ne contribue aucunement au débat politique.

Notre chef vient tout juste d'intervenir pour demander que l'Accord atlantique soit adopté. Il avait promis un tel accord aux habitants de cette région au cours de la dernière campagne électorale. Le premier ministre s'est senti coupable et a été forcé, à son corps défendant, de respecter cette promesse.

En réalité, les libéraux veulent inclure cet accord dans un budget dont divers éléments n'agréent pas à tous les partis. Ils ne veulent pas tenir la promesse qu'ils ont faite aux habitants de Terre-Neuve-et-Labrador et de la Nouvelle-Écosse. S'ils voulaient vraiment mettre en oeuvre certaines parties de ce budget, ils feraient ce qui serait intelligent de faire et ce qui conviendrait à tous les partis. Ils accepteraient la suggestion que nous avons faite dès le départ, soit de scinder le projet de loi budgétaire en différentes parties qui, séparément, pourraient obtenir la faveur des divers partis.

L'Accord atlantique pourrait faire l'objet d'un projet de loi distinct que nous appuierions et que le Nouveau Parti démocratique également appuiera, selon moi. Nous avons réclamé du financement pour les municipalités. Depuis des années, le député de Port Moody le réclame et il a présenté des motions à la Chambre en ce sens. Si les libéraux avaient présenté à nouveau un tel projet de loi immédiatement après les dernières élections, notre parti, le Bloc et, j'en suis presque certain, le Nouveau Parti démocratique l'auraient appuyé. Le gouvernement le sait très bien et il se livre à des manigances politiques avec le budget d'une façon sans précédent, et c'est regrettable.

Je veux donner l'heure juste. Certains ont déclaré que les conservateurs avaient changé leur position sur le budget et que les libéraux ont dû par conséquent s'entendre avec le NPD. Dans les faits, nous avons donné notre consentement. Nous nous sommes même abstenus lors du vote sur la motion principale sur le budget pour que ce dernier puisse aller de l'avant. Nous avons appuyé le premier projet de loi d'exécution du budget pour qu'il puisse être renvoyé au comité, à la condition que les amendements à la LCPE soient retirés. Nous allions agir de façon responsable et voter pour les choses que nous souhaitions et contre les éléments que nous jugions inadéquats. Soudainement, le gouvernement a fait volte-face et a fait un geste sans précédent dans l'histoire canadienne. Le ministre des Finances a été complètement supplanté par le premier ministre, et le premier ministre a déchiré son propre budget.

Si le premier ministre était ministre des Finances, qu'aurait-il fait si Jean Chrétien lui avait fait cela? Le premier ministre allait démissionner parce que des contrats de publicité n'avaient pas été adjugés à Earnscliffe. Imaginez-vous si Jean Chrétien avait déchiré son budget et apposé sa signature au dos d'une serviette de papier avec le chef du NPD.

Selon moi, le gouvernement n'a aucune intention de respecter les promesses qu'il a faites au NPD. J'encourage les députés néo-démocrates à examiner le projet de loi d'exécution du budget. Les baisses d'impôt accordées aux entreprises y figurent toujours et elles continueront d'y figurer. Le projet de loi est assorti de tellement de réserves que les dépenses promises qu'il est censé prévoir ne se concrétiseront pas en réalité.

Je reviendrai à la question de départ du député au sujet des annonces de dépenses dans le projet de loi. Le Sénat pourrait adopter le budget dans un an seulement; tout dépendra de la vitesse à laquelle il procédera. Le gouvernement devrait être honnête avec les Canadiens et leur dire qu'il n'a aucune intention de respecter les engagements qu'il prend actuellement à l'échelle du pays.

Initiatives ministérielles

L'hon. John McKay (secrétaire parlementaire du ministre des Finances, Lib.): Monsieur le Président, je trouve dommage que le député n'ait pas lu le projet de loi C-48. Son commentaire semble porter sur un élément du projet de loi C-43. Si le projet de loi C-43 n'est pas adopté jeudi prochain, le député n'aura pas à chercher bien loin pour en trouver la raison.

J'espère que le député a lu le projet de loi C-48 avant le débat. J'aimerais que le député me dise à quelle partie de ce projet de loi il s'oppose. Est-il contre l'investissement supplémentaire de 1,6 milliard de dollars dans les logements abordables? Est-ce la position que son parti et lui défendent? Sont-ils contre cela? Est-il contre un investissement de 1,5 milliard de dollars pour améliorer l'éducation postsecondaire? Est-ce que ses petits copains séparatistes et lui sont contre cela? Qu'en est-il de l'investissement de 900 millions de dollars dans l'environnement? Est-ce que ses petits copains séparatistes et lui sont contre cela aussi? Et les 500 millions de dollars pour les besoins de base supplémentaires? Est-il contre cela?

Ce sont les éléments centraux du projet de loi C-48. Il semble que le député n'a pas lu le projet de loi. J'aimerais savoir quelle position son parti défend vraiment. Je sais à quoi il s'oppose.

● (1020)

M. James Rajotte: Monsieur le Président, le secrétaire parlementaire dit que je n'ai pas lu le projet de loi. Je l'ai lu en entier en deux minutes, car il ne compte que deux pages. C'est tout un projet de loi. Il porte sur des dépenses de 4,6 milliards de dollars, mais ne compte qu'environ une page et demie. C'est pathétique. Ce n'est pas ainsi que l'on dirige une nation d'une manière responsable sur le plan financier.

Le député a parlé des engagements pris dans ce budget. Pourquoi ces engagements ne se trouvaient-ils pas dans le premier budget? Pourquoi n'en a-t-il pas été question lors des audiences prébudgétaires du Comité des finances?

Il a demandé quelle est la position du Parti conservateur sur l'environnement. Regardons la position des libéraux sur l'accord de Kyoto. Le budget déposé le 23 février prévoyait 5 milliards de dollars pour Kyoto. Un mois plus tard, c'est plutôt de 10 milliards de dollars dont nous avons besoin, même si les émissions ont augmenté pendant le règne des libéraux. Ce n'est pas ce que j'appelle un plan pour Kyoto.

Le député a demandé ce que nous ferions. Nous lancerions des projets, nous investirions dans la technologie et nous collaborerions avec les secteurs tels que l'industrie automobile. Voici quelques idées. Pourquoi...

Le Président: Le temps de parole du député est écoulé.

L'hon. Rob Nicholson (Niagara Falls, PCC): Monsieur le Président, j'invoque le Règlement. Le député de Prince George—Peace River était levé et voudrait prendre la parole.

Je propose:

Que le député de Prince George—Peace River ait maintenant la parole.

Le Président: Plaît-il à la Chambre d'adopter la motion?

Des voix: D'accord.

Des voix: Non.

Le Président: Que tous ceux qui sont en faveur de la motion veuillent bien dire oui.

Des voix: Oui.

Le Président: Que tous ceux qui sont contre veuillent bien dire non.

Des voix: Non.

Le Président: À mon avis, les oui l'emportent.

Et plus de cinq députés s'étant levés

Le Président: Convoquez les députés.

● (1100)

[Français]

(La motion, mise aux voix, est adoptée par le vote suivant:)

(Vote n° 87)

POUR

Députés

Abbott	Ablonczy
Allison	Ambrose
Anders	Anderson (Cypress Hills—Grasslands)
André	Asselin
Bachand	Batters
Bellavance	Benoit
Bergeron	Bezan
Bigras	Blais
Boire	Bonsant
Bouchard	Boulianne
Bourgeois	Breitkreuz
Brown (Leeds—Grenville)	Brunelle
Cardin	Carrie
Carrier	Casey
Casson	Chong
Clavet	Cleary
Côté	Crête
Day	Demers
Deschamps	Desrochers
Devolin	Doyle
Duceppe	Duncan
Epp	Faille
Finley	Fitzpatrick
Fletcher	Gagnon (Québec)
Gagnon (Saint-Maurice—Champlain)	Gagnon (Jonquière—Alma)
Gallant	Gaudet
Gauthier	Goldring
Goodyear	Gouk
Grewal (Newton—North Delta)	Grewal (Fleetwood—Port Kells)
Guay	Guergis
Guimond	Hanger
Harper	Harris
Harrison	Hearn
Hiebert	Hill
Hinton	Jaffer
Jean	Johnston
Kamp (Pitt Meadows—Maple Ridge—Mission)	Keddy (South Shore—St. Margaret's)
Kenney (Calgary Southeast)	Komarnicki
Kotto	Kramp (Prince Edward—Hastings)
Laframboise	Lalonde
Lapierre (Lévis—Bellechasse)	Lauzon
Lavallée	Lemay
Lessard	Lévesque
Loubier	Lukiwski
Lunn	Lunney
MacKay (Central Nova)	MacKenzie
Marceau	Mark
Ménard (Hochelaga)	Ménard (Marc-Aurèle-Fortin)
Menzies	Merrifield
Miller	Mills
Moore (Port Moody—Westwood—Port Coquitlam)	
Moore (Fundy Royal)	
Nicholson	O'Connor
Obhrai	Oda
Pallister	Paquette
Penson	Perron
Picard (Drummond)	Plamondon
Poillievre	Poirier-Rivard
Prentice	Preston
Rajotte	Reid
Reynolds	Richardson
Ritz	Roy
Sauvageau	Scheer
Schellenberger	Schmidt (Kelowna—Lake Country)

Article 31 du Règlement

Simard (Beauport—Limoilou)	Skelton
Smith (Kildonan—St. Paul)	Solberg
Sorenson	St-Hilaire
Stinson	Strahl
Stronach	Thibault (Rimouski-Neigette—Témiscouata—Les
Basques)	
Thompson (New Brunswick Southwest)	Thompson (Wild Rose)
Tilson	Toews
Trost	Tweed
Van Loan	Vellacott
Vincent	Warawa
Watson	White
Williams	Yelich— 150

CONTRE

Députés

Anderson (Victoria)	Bakopanos
Barnes	Bélangier
Bennett	Blondin-Andrew
Boivin	Boshcoff
Boudria	Bradshaw
Broadbent	Cannis
Carr	Carroll
Catterall	Chan
Cotler	Cullen (Etobicoke North)
D'Amours	DeVillers
Easter	Emerson
Eyking	Fontana
Frulla	Godbout
Godfrey	Graham
Guarnieri	Holland
Hubbard	Ianno
Jennings	Karygiannis
Layton	Marleau
Martin (Esquimalt—Juan de Fuca)	Martin (Winnipeg Centre)
Martin (Sault Ste. Marie)	Matthews
McCallum	McGuinty
McGuire	McKay (Scarborough—Guildwood)
Mitchell	Myers
Owen	Paradis
Powers	Proulx
Ratansi	Redman
Regan	Savage
Scarpaleggia	Scott
Simard (Saint Boniface)	Smith (Pontiac)
St. Denis	Thibault (West Nova)
Tonks	Valeri
Volpe	Wilfert
Wrzesneskyj— 65	

PAIRÉS

Aucun

Le Président: Je déclare la motion adoptée.

[Traduction]

Comme il est 11 h 06, la Chambre passe maintenant aux déclarations de députés.

DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

• (1105)

[Traduction]

L'AGRICULTURE

M. Lynn Myers (Kitchener—Conestoga, Lib.): Monsieur le Président, je prends la parole aujourd'hui pour attirer l'attention de la Chambre sur la situation de plus en plus difficile à laquelle les agriculteurs canadiens doivent faire face en raison des subventions agricoles étrangères massives. Il ne fait aucun doute que le gouvernement canadien doit adopter une position plus ferme dans le cadre des négociations de l'OMC sur l'agriculture, particulièrement en ce qui concerne les tarifs.

Selon une nouvelle étude réalisée par le spécialiste en commerce Peter Clark pour les Producteurs laitiers du Canada, le cadre actuel

de l'OMC pour les négociations sur l'agriculture n'aplanira pas les déséquilibres entre les pays participants.

Cette nouvelle étude révèle, par exemple, que les producteurs laitiers des États-Unis ont bénéficié d'un soutien direct et indirect d'une valeur de 13,8 milliards de dollars américains en 2003. Cela signifie qu'ils peuvent tirer environ 40 p. 100 de leur revenu des subventions du gouvernement fédéral, du gouvernement de l'État et de l'administration locale. Ces subventions limitent l'accès au marché des États-Unis. Les États-Unis prônent des réductions tarifaires, parce que cela peut limiter l'accès, mais par ailleurs ils essaient d'accroître leurs exportations vers d'autres marchés.

Je demande instamment au gouvernement de poursuivre la lutte pour obtenir un système équitable pour les agriculteurs canadiens.

* * *

LE GOUVERNEMENT DU CANADA

Mme Diane Ablonczy (Calgary—Nose Hill, PCC): Monsieur le Président, c'est le printemps, une saison synonyme de renouveau. Nous espérons justement voir un renouvellement de la démocratie dans notre grand pays.

Le gouvernement libéral malhonnête et indigne pourrait bientôt être remplacé par un gouvernement conservateur déterminé à rétablir la confiance dans les institutions démocratiques canadiennes.

La Constitution stipule qu'un gouvernement est légitime s'il a la confiance de la majorité des députés. Le gouvernement libéral, qui tente désespérément de s'accrocher au pouvoir, fait fi de la Constitution et refuse de respecter nos traditions démocratiques.

Les libéraux font preuve d'un inquiétant mépris à l'égard des droits démocratiques de la Chambre. Quel autre tort sont-ils prêts à causer pour conserver leur position privilégiée?

Les libéraux savent qu'ils ne jouissent plus du consentement de la Chambre pour représenter notre pays. Je demande au gouvernement d'avoir un minimum d'honneur et de donner immédiatement aux Canadiens le droit de...

Le Président: La députée de Don Valley-Est a la parole.

* * *

LES DÉPUTÉS

Mme Yasmin Ratansi (Don Valley-Est, Lib.): Monsieur le Président, au mois de juin dernier, les Canadiens ont été appelés aux urnes pour élire les députés qui siègent dans cette enceinte.

En notre qualité de représentants élus, nous sommes responsables envers nos électeurs, et ceux-ci s'attendent à ce que nous nous efforcions de travailler ensemble pour le bien du pays.

En tant que législateurs, nous devons nous pencher sur un certain nombre de sujets revêtant une grande importance, comme l'environnement, les garderies, le logement social et l'infrastructure municipale, qui sont tous des priorités nationales.

Il y a moins d'un an que les Canadiens ont été appelés à élire un nouveau gouvernement, mais cela n'empêche pas les conservateurs et les bloquistes de s'allier pour tenter coûte que coûte d'empêcher le Parlement de fonctionner. Et tout cela aux frais de nos électeurs.

Après avoir consulté mes électeurs, je peux conclure qu'une vaste majorité d'entre eux ne veulent pas d'élections pour l'instant. J'espère donc sincèrement que les différents partis pourront mettre leurs intérêts politiques de côté et faire passer les gens avant la politique.

* * *

• (1110)

[Français]

LE GOUVERNEMENT LIBÉRAL

Mme Carole Lavallée (Saint-Bruno—Saint-Hubert, BQ):
Monsieur le Président:

Le navire libéral, tel un paquebot en folie
Tourne en rond, recule et vacille
Pris dans une tempête de motions, corruption, mépris
Il en prend plein les écouteilles

Est-ce le *Titanic* qui a frappé l'iceberg de la démocratie
Ce bateau monstre qui écrasait toutes les flottilles?
Ou est-ce le bateau ivre de Rimbaud, sans la poésie
Ce vaisseau rouge qui capote du patronage à la resquille?

Le capitaine, dont ici, on-ne-doit-pas-dire-le-nom
Ne mérite plus ni le titre, ni la fonction
Cette fois-ci, l'armateur ne pourra se réfugier dans les îles
Même s'il a rendu lui-même les paradis fiscaux si faciles

Mais ce bateau qui manoeuvre pour se renflouer
Et compte sur un vote et des vents pour lui, favorables
Devra se rendre à l'évidence incontournable
Qu'il gagne, qu'il perde, le ballant est perdu
Le bateau libéral définitivement s'est échoué.

* * *

[Traduction]

LE MOIS DE LA SENSIBILISATION À L'ÉGARD DE L'HÉPATITE

L'hon. Robert Thibault (Nova-Ouest, Lib.): Monsieur le Président, mai est le Mois de la sensibilisation à l'égard de l'hépatite.

L'hépatite est une inflammation du foie causée par une infection virale. On compte plusieurs types d'hépatites, dont certains peuvent se transformer en maladies chroniques.

La nouvelle Agence de santé publique du Canada est le chef de file des activités du gouvernement fédéral en matière d'hépatite C. Géré par l'agence, le Programme de prévention, de soutien et de recherche pour l'hépatite C contribue à renforcer le leadership fédéral dans ce domaine.

On estime que 250 000 Canadiens sont actuellement infectés par le virus de l'hépatite C et que quelque 90 000 d'entre eux ne le savent même pas.

Il est impératif de sensibiliser la population à l'hépatite et aux effets qu'elle peut avoir sur la santé et le bien-être des Canadiens. J'exhorte les députés à se joindre à moi pour sensibiliser davantage de Canadiens à cette maladie durant le mois de mai.

* * *

LE GOUVERNEMENT DU CANADA

M. Bradley Trost (Saskatoon—Humboldt, PCC): Monsieur le Président, « selon les conventions constitutionnelles, il est clair qu'un premier ministre doit démissionner ou déclencher des élections lorsqu'il perd la confiance de la Chambre ». C'est ce qu'a affirmé Andrew Heard, professeur et constitutionnaliste bien connu. Les

Article 31 du Règlement

questions constitutionnelles sont des éléments fondamentaux de la primauté du droit.

En termes simples, c'est de cela que nous discutons à la Chambre. Ce sont les principes sur lesquels se fonde notre démocratie. En faisant fi d'un vote de défiance, le gouvernement ne respecte pas la primauté du droit. Il ne tient pas compte des principes fondamentaux d'un gouvernement représentatif et responsable et il fait preuve de mépris à l'égard des choix électoraux exprimés par les Canadiens. Le gouvernement a décidé que le pouvoir est plus important que les principes et peut-être plus important même que le droit. Le gouvernement a perdu le droit constitutionnel de gouverner et, en choisissant de prétendre le contraire, il a également perdu le droit moral de gouverner.

C'est un truisme de dire que le pouvoir corrompt et que le pouvoir absolu corrompt absolument. Quoi de pire à cet égard que de ne pas tenir compte de la primauté du droit et de la voix du peuple? Ce gouvernement est illégitime et il doit démissionner.

* * *

LES SPORTS

M. Gary Carr (Halton, Lib.): Monsieur le Président, je tiens à rendre hommage à un grand athlète de ma circonscription, Halton. Ed Whitlock est un homme vraiment remarquable.

M. Whitlock, un marathonien de Halton âgé de 74 ans, a participé le 10 avril dernier au marathon de Rotterdam, aux Pays-Bas. Non seulement a-t-il terminé le circuit, mais pour la troisième fois depuis son 70^e anniversaire, il a réussi à franchir la barrière psychologique des 3 heures, enregistrant un temps de 2 h 58 min 40 s. Il a été l'un des 9 000 marathoniens à avoir terminé la course. C'est vraiment une réalisation remarquable.

Ed Whitlock s'entraîne avec ardeur et ténacité et il aime faire quelque trois heures de course tous les jours dans les environs de Milton. Il est membre des Milton Runners. J'aimerais féliciter Ed pour le succès qu'il a remporté au marathon et pour le courage et la détermination dont il fait preuve.

* * *

[Français]

LE PREMIER MINISTRE

M. Benoît Sauvageau (Repentigny, BQ): Monsieur le Président, le premier ministre dispose de 3 500 emplois à offrir en cadeau à des amis du régime.

Le premier ministre nomme les sénateurs; il nomme les directeurs du scrutin des 308 circonscriptions électorales; il nomme la Gouverneure générale; il nomme les lieutenants-gouverneurs des provinces; il nomme le juge en chef de la Cour suprême; il nomme les juges de la Cour suprême; il nomme le chef de l'armée du pays; il nommait même, jusqu'à tout récemment, son propre commissaire à l'éthique et il dispose aussi de plus de 1 000 emplois dans le secteur judiciaire.

Il est grand temps d'assainir cette profusion de nominations partisans. Quand va-t-on prioriser la compétence plutôt que l'allégeance?

Article 31 du Règlement

• (1115)

[Traduction]

LA JUSTICE

M. Michael Savage (Dartmouth—Cole Harbour, Lib.): Monsieur le Président, la population de Dartmouth—Cole Harbour, comme tous les Canadiens, s'inquiète de la criminalité, particulièrement après une série d'attaques en bande et d'autres infractions.

Notre gouvernement reconnaît que les Canadiens voient dans la criminalité chez les jeunes, en particulier, une question importante. Les Canadiens ont le droit de se sentir en sécurité à la maison et dans les collectivités. Ils veulent aussi un système de justice pour les jeunes qui soit équitable et qui cherche à apporter des réponses constructives à la criminalité chez les jeunes.

Notre système de justice pour les jeunes doit renforcer les valeurs sociales et, aussi, donner aux jeunes toutes les possibilités de devenir des citoyens productifs et responsables, tout en comprenant leur responsabilité à l'égard de la société.

Nous devons également veiller à ce que le système commande le respect, favorise les valeurs, comme l'obligation de rendre des comptes et la responsabilité, et à ce qu'il indique clairement qu'un comportement criminel débouchera sur des conséquences importantes.

Tout les députés devraient continuer d'écouter les préoccupations de leurs électeurs, de façon à ce que, au fur et à mesure de notre évolution, nous veillions à ce que nos lois soient au diapason de nos valeurs communautaires et qu'elles soient vraiment des mesures de dissuasion et de châtement pour ceux qui choisissent de commettre une infraction.

* * *

LE GOUVERNEMENT DU CANADA

Mme Rona Ambrose (Edmonton—Spruce Grove, PCC): Monsieur le Président, en 1838, lord Durham, agissant sur mandat de la reine Victoria, a écrit qu'afin de maintenir la stabilité dans les colonies canadiennes, le gouvernement devait rendre des comptes aux gens qui l'élisent et conserver la confiance de la Chambre. Ce principe du gouvernement responsable est le fondement démocratique sur lequel notre pays a été édifié.

Le premier ministre ne gouverne plus avec le consentement des gouvernés, ce qui est le critère traditionnel de légitimité, selon notre Constitution. Ses tentatives en vue de retarder une autre motion de confiance bafouent notre démocratie, ont des relents de désespoir et soulignent le manque de légitimité de son gouvernement.

La légitimité politique est déléguée avec le plus grand respect pour la Chambre par les citoyens du pays. Pour conserver toute autorité de gouverner qu'il a peut-être déjà eue, le premier ministre doit déposer une motion de confiance sur laquelle pourront se prononcer tous les représentants du peuple, mais pas seulement au moment où cela lui convient.

* * *

LES RESSOURCES NATURELLES

M. Bill Matthews (Random—Burin—St. George's, Lib.): Monsieur le Président, j'interviens aujourd'hui au sujet d'un enjeu crucial pour Terre-Neuve-et-Labrador, ma province.

Le 28 janvier, le premier ministre a donné suite à sa promesse de faire de Terre-Neuve-et-Labrador le principal bénéficiaire des recettes tirées de nos ressources pétrolières et gazières extracôtières.

L'entente conclue représente plus de 2 milliards de dollars pour notre province.

Les députés de St. John's-Est et de St. John's-Sud—Mount Pearl se sont engagés à appuyer l'Accord atlantique, même si leur décision les obligeait à se dissocier de leur parti. Le député de St. John's-Sud—Mount Pearl a récemment été cité dans le *St. John's Telegram*. Il a dit ceci:

On ne saurait trahir sa province sur une question de cette importance, au risque de se faire reléguer à l'arrière arrière-ban par son parti.

Le nouveau partenariat entre le Parti conservateur et le Bloc québécois, le parti séparatiste, menace aujourd'hui l'Accord atlantique.

Les députés de Terre-Neuve-et-Labrador, en face, qui se sont engagés à appuyer l'accord, reviennent maintenant sur leur parole. Les habitants de notre province n'ont jamais vu pareille volte-face.

* * *

LA RÉFORME DÉMOCRATIQUE

L'hon. Ed Broadbent (Ottawa-Centre, NPD): Monsieur le Président, puisque la majorité des démocraties du monde ont adopté un système de représentation proportionnelle, puisque des chefs de file du Commonwealth, dont l'Écosse, l'Irlande, le pays de Galles, la Nouvelle-Zélande et l'Australie, ont aussi opté pour une forme de représentation proportionnelle et puisque les systèmes électoraux basés sur la représentation proportionnelle représentent beaucoup mieux les femmes, les minorités visibles et les régions, nous devons faire en sorte que le Canada emboîte le pas et entreprenne une réforme démocratique.

Plus particulièrement, le comité de la Chambre des communes qui se penchera sur la réforme électorale la semaine prochaine doit recommander que le processus de réforme soit lancé et terminé d'ici la fin de l'année.

Le comité doit saisir la dernière occasion qui lui est offerte d'honorer son engagement de lancer un processus appelant la participation des citoyens et des parlementaires, processus qui donnera lieu à un système mixte de représentation proportionnelle basé sur les circonscriptions.

* * *

LE GOUVERNEMENT DU CANADA

M. Dave Batters (Palliser, PCC): Monsieur le Président, partout dans le monde, le Canada fait figure de phare de la démocratie. Malheureusement, la lumière de ce phare commence à vaciller. Voici ce que dit le *Globe and Mail* dans son éditorial de mercredi:

Le gouvernement libéral a perdu la confiance de la Chambre des communes. Les libéraux peuvent faire des pieds et des mains pour nier ce fait, [...] mais la réalité incontournable est qu'une majorité de députés ont signifié au gouvernement qu'ils ne lui font pas confiance et qu'ils veulent des élections.

Le gouvernement libéral a perdu l'autorité morale, financière et, maintenant, constitutionnelle de gouverner. Il est impératif de soumettre la question à la population le plus tôt possible, dès lundi. Un gouvernement ne devrait jamais chercher à se défilier devant la population. L'opposition officielle ne peut plus appuyer un gouvernement qui s'est révélé corrompu, financièrement irresponsable et manifestement antidémocratique.

Le Parti conservateur du Canada est prêt à donner aux Canadiens le gouvernement compétent et honnête qu'ils méritent. Les Canadiens en ont assez et veulent que nous défendions les intérêts du Canada.

Questions orales

●(1120)

[Français]

LE PREMIER MINISTRE

M. Pierre Paquette (Joliette, BQ): Monsieur le Président, les événements des derniers jours m'ont rappelé un écrit de Victor Hugo sur le coup d'État de Louis Bonaparte qu'il appelait « Napoléon-le-petit ». Je me permets aujourd'hui de vous en lire un extrait:

Machiavel a fait des petits. Louis Bonaparte en est un. Annoncer une énormité dont le monde se récrie, la désavouer avec indignation, jurer ses grands dieux, se déclarer honnête homme, puis au moment où l'on se rassure et où l'on rit de l'énormité en question, l'exécuter. Ainsi il a fait pour le coup d'État, ainsi pour les décrets... C'est là son procédé; il s'en sert, il le trouve bon, cela le regarde. Il aura à démêler la chose avec l'histoire.

On est de son cercle intime; il laisse entrevoir un projet qui semble, non immoral, on ne regarde pas de si près, mais insensé et dangereux, et dangereux pour lui-même; on élève des objections; il écoute, ne répond pas, cède quelquefois pour deux ou trois jours, puis reprend son dessein, et fait sa volonté.

Imaginez ce que Victor Hugo aurait écrit à propos des agissements inqualifiables du premier ministre!

* * *

[Traduction]

LE GOUVERNEMENT DU CANADA

M. John Reynolds (West Vancouver—Sunshine Coast—Sea to Sky Country, PCC): Monsieur le Président, il est évident pour tous, sauf pour quelques libéraux, que le gouvernement a perdu la confiance de la Chambre, et pas seulement la confiance de cette assemblée. Les lettres à l'éditeur et les interventions du public aux émissions-débats montrent que même les partisans libéraux n'ont plus confiance dans le gouvernement et déchirent leur carte de membre du parti. Quand ce genre de chose se produit, c'est que le parti au pouvoir a perdu la confiance de la population. Il est temps que le gouvernement se plie à la volonté de la Chambre et des Canadiens et prévoie la tenue d'un vote de confiance.

Ce vote devrait avoir lieu lundi, afin de mettre un terme à cette ridicule mascarade. Il doit avoir lieu dès lundi, avant que le premier ministre ne pousse le pays à la faillite. Nous devons tenir ce vote lundi, pour forcer le premier ministre à renoncer à cette politique par laquelle il achète l'amitié des gens. Ce vote doit avoir lieu lundi, pour que tous les députés viennent lui dire à la Chambre, d'une façon ou de l'autre, s'ils lui reconnaissent encore le droit et la capacité de gouverner.

Nous devons voter lundi, pour que la population canadienne puisse décider si des libéraux peuvent encore avoir le privilège de siéger dans cette noble institution. Nous devons tenir ce vote lundi parce que la démocratie et la décence le commandent.

* * *

LA JUSTICE

M. Russ Powers (Ancaster—Dundas—Flamborough—Westdale, Lib.): Monsieur le Président, après avoir étudié pendant plus de six mois le projet de loi sur l'identification par les empreintes génétiques, le Comité permanent de la justice, des droits de la personne, de la sécurité publique et de la protection civile l'a approuvé article par article mardi dernier.

Le même jour, le Parti conservateur et son allié, le Bloc, voulaient que la Chambre soit dissoute, ce qui aurait eu pour effet de faire mourir au *Feuilleton* le projet de loi C-13 avant que le comité ait eu l'occasion de présenter son rapport.

Le Comité de la justice a entendu 48 témoignages sur le projet de loi C-13, de la part de groupes et de personnes du Canada qui ont ainsi aidé les partis représentés au sein du comité à préparer la meilleure législation possible sur l'identification par les empreintes génétiques, dans le but de protéger les Canadiens des criminels.

Pourtant, le chef de l'opposition officielle et son partenaire, le chef du Bloc, étaient prêts à sacrifier le projet de loi sur l'identification par les empreintes génétiques parce qu'ils s'intéressent davantage à leurs propres réussites politiques qu'à la sécurité des Canadiens. Ils nous font honte.

QUESTIONS ORALES

[Traduction]

LE GOUVERNEMENT DU CANADA

M. Peter MacKay (Nova-Centre, PCC): Monsieur le Président, j'ai des petites nouvelles pour le député d'Ancaster: la Chambre vient d'adopter ce projet de loi.

Le gouvernement a maintenant perdu six votes clairement définis, ce qui montre qu'il a perdu la confiance de la Chambre et qu'il ne contrôle plus celle-ci. Le regretté sénateur libéral et constitutionnaliste Eugene Forsey a dit qu'un gouvernement qui perdait constamment des votes sur ses mesures législatives ou sur des questions de contrôle à la Chambre était incapable de voir à l'exécution des affaires de la Reine ou risquait de voir son honneur compromis et devait donc démissionner ou demander la dissolution du Parlement, et que la situation devait être éclaircie rapidement au moyen d'un vote de confiance.

Le premier ministre refuse d'agir honorablement. Acceptera-t-il au moins de voir à ce qu'un vote de confiance clair ait lieu à la Chambre dès lundi?

L'hon. Tony Valeri (leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, l'opposition officielle ne comprend vraiment pas qu'une motion de procédure n'est pas une motion de défiance.

Des constitutionnalistes ont affirmé qu'il n'y avait pas de crise constitutionnelle. Patrick Monahan a dit aujourd'hui qu'il n'y aurait crise que si le gouvernement refusait d'avoir un vote de confiance.

J'ai essayé de prévoir ce vote de confiance pour jeudi prochain. L'opposition officielle et le parti séparatiste qui veulent un vote de confiance à la Chambre ont refusé que ce vote ait lieu jeudi.

M. Peter MacKay (Nova-Centre, PCC): Monsieur le Président, je dirai au leader du gouvernement à la Chambre que la situation de crise, tout comme la corruption, est profondément enracinée dans le Parti libéral du Canada.

[Français]

Les Canadiens, à travers le pays, sont dégoûtés de la corruption du gouvernement. Le premier ministre s'accroche par les ongles aux portes du 24 Sussex.

Est-ce que le premier ministre sera d'accord pour tenir un vote dans cette Chambre, lundi prochain, sur le futur de son gouvernement?

Questions orales

●(1125)

[Traduction]

L'hon. Tony Valeri (leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, nous n'aborderons pas la question des signatures sur papier, soit dit en passant, dans l'intérêt du député.

Nous avons fixé une date raisonnable pour la tenue d'un vote de confiance. Nous avons l'occasion de poursuivre le débat. Le projet de loi C-48 est à l'étude aujourd'hui à la Chambre, et c'est une importante mesure législative.

En tenant le vote jeudi, nous respectons aussi les investissements faits par les habitants et les gouvernements de l'Alberta et de la Saskatchewan en prévision de la visite de la Reine. Je constate que le député ne se préoccupe absolument pas des habitants de ces deux provinces, qui ont fait ces investissements.

* * *

LE BUDGET

M. Peter MacKay (Nova-Centre, PCC): Monsieur le Président, aujourd'hui, le Parti libéral a encore une fois rejeté la demande du Parti conservateur qui, avec l'appui de tous les partis d'opposition, a proposé de scinder le projet de loi sur le budget et d'en extraire l'Accord atlantique. Les provinces visées pourraient ainsi recevoir immédiatement les fonds promis.

Le budget libéral-néo-démocrate a été morcelé. Certains éléments ont été supprimés, et d'autres, ajoutés. Il y a de nombreux exemples de mesures qui ont franchi toutes les étapes à la Chambre, comme le projet de loi sur les empreintes génétiques et celui prévoyant une aide pour les anciens combattants. Le projet de loi d'exécution du budget de 2004 vient d'être adopté aujourd'hui.

Le gouvernement acceptera-t-il d'extraire l'Accord atlantique du projet de loi sur le budget, de le présenter à la Chambre à toutes les étapes et de l'y faire adopter immédiatement?

L'hon. Tony Valeri (leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, je trouve cela difficile à accepter de la part d'un parti qui a déjà reproché au Canada atlantique d'entretenir une culture du défaitisme.

Le chef de l'opposition et son parti savent pertinemment que leurs amis, les séparatistes du Bloc québécois, n'appuient pas ces accords. Si les conservateurs voulaient vraiment aider les Canadiens de l'Atlantique, ils appuieraient le budget. Le premier ministre de Terre-Neuve a déclaré ceci:

J'aimerais voir le budget adopté. Je trouve inacceptables les positions sectaires dans ce dossier. Je dois faire ce qui est dans l'intérêt supérieur de la population de ma province.

Il faut voter en faveur du budget et adopter l'Accord atlantique.

* * *

LE GOUVERNEMENT DU CANADA

M. Jay Hill (Prince George—Peace River, PCC): Monsieur le Président, il est maintenant extrêmement clair que la culture du défaitisme provient du Parti libéral du Canada. Il est également très clair que le gouvernement libéral a perdu la confiance de la Chambre des communes.

Le professeur Andrew Heard, un constitutionnaliste de renom, a déclaré ceci:

Il importe peu dans quel contexte procédural un vote de défiance a lieu. Fondamentalement, dans un vote de défiance, les députés de l'assemblée législative expriment collectivement leur opinion sur le gouvernement.

Nous avons exprimé notre opinion à plusieurs reprises cette semaine. Le gouvernement a perdu la confiance de la Chambre. Si le gouvernement a un peu de respect pour la Constitution, fera-t-il ce qu'il doit faire et...

Le Président: Le leader du gouvernement à la Chambre a la parole.

L'hon. Tony Valeri (leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, il est clair que, en raison du degré de frustration éprouvé par le député et de son incapacité de trouver une règle de procédure qui lui permettrait de présenter une motion de défiance légitime pouvant faire l'objet d'un vote à la Chambre, il reste dans l'erreur quant à l'interprétation à donner aux événements.

Il y aura une question claire et un vote de confiance clair jeudi à la Chambre. J'espère que le parti d'opposition sera ici pour montrer s'il fait confiance au gouvernement et pour faire en sorte que le budget, qui reflète les intérêts des Canadiens, puisse être adopté.

M. Jay Hill (Prince George—Peace River, PCC): Monsieur le Président, le gouvernement a perdu la confiance de la Chambre et il y a encore pire: il a perdu la confiance des Canadiens. En raison de la corruption et de la criminalité qui règnent au sein du Parti libéral, le gouvernement a perdu la confiance de tous les Canadiens.

Si le gouvernement avait le sens de l'honneur, il ne tiendrait un vote que lorsque les députés peuvent être présents pour représenter leur circonscription. Un tel vote devrait être tenu lundi, pas jeudi. Le gouvernement permettra-t-il que le vote soit tenu lundi?

L'hon. Tony Valeri (leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, on ne peut jamais savoir à l'avance si les députés pourront ou ne pourront pas se présenter à la Chambre pour voter. Nous avons fixé la tenue d'un vote de confiance à un moment raisonnable. C'est ce que confirment les règles de procédure et les constitutionnalistes.

Nous pouvons continuer le débat. Le projet de loi C-48 est à l'étude en ce moment. J'espère que les députés n'essaieront pas de faire adopter une motion d'ajournement. Ce serait un autre après-midi de congé que les conservateurs et les bloquistes prendraient aux frais des contribuables.

Le vote de confiance aura lieu jeudi.

●(1130)

[Français]

M. Gilles Ducespe (Laurier—Sainte-Marie, BQ): Monsieur le Président, à voir le peu de libéraux qu'il y a en cette Chambre aujourd'hui, on croirait que l'élection a déjà eu lieu.

Avec tout l'argent sale qui a atterri dans les coffres du Parti libéral, non seulement le gouvernement a-t-il perdu toute autorité morale, mais il est tellement incapable de gouverner — c'est très clair —, que les libéraux font de l'auto-obstruction et s'autoparalysent pour éviter de tenir un vote de confiance sur leur propre budget. C'est le comble du désespoir!

Au lieu de s'accrocher, le premier ministre va-t-il reconnaître l'inévitable et permettre la tenue d'un vote de confiance sur le budget dès lundi?

Questions orales

[Traduction]

L'hon. Tony Valeri (leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, comme je l'ai dit à de multiples reprises, on a établi une date raisonnable pour la tenue d'un vote de confiance. J'ai demandé le consentement unanime pour pouvoir présenter une motion permettant la tenue du vote jeudi. Ce vote de jeudi respecte les investissements effectués par les gouvernements et les habitants de l'Alberta et de la Saskatchewan.

Le premier ministre va se plier au résultat du vote. Si le budget est effectivement rejeté, il y aura des élections. Il s'agit plutôt de savoir si le chef de l'opposition officielle et son bon ami séparatiste vont respecter le résultat du vote.

[Français]

M. Gilles Duceppe (Laurier—Sainte-Marie, BQ): Monsieur le Président, cela nous fera plaisir, après l'avoir gagné, de respecter ce vote. Toutefois, si les libéraux le veulent jeudi, c'est parce qu'ils veulent empêcher des gens de voter. Ils sont sans scrupule de l'autre côté de la Chambre!

La Chambre a exigé sa démission, mais ce gouvernement, qui a perdu toute légitimité, utilise la procédure et les fonds publics pour se maintenir artificiellement au pouvoir. On voit d'ailleurs cela à la Commission Gomery.

La crise politique, dont les libéraux doivent assumer la responsabilité, a assez duré. Tous les députés seront ici lundi. Le premier ministre aura-t-il le courage de tenir le vote lundi, lorsque tout le monde sera ici?

[Traduction]

L'hon. Tony Valeri (leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, je ne peux vraiment comprendre pourquoi le chef du Bloc et, chose certaine, le chef de l'opposition officielle sont incapables d'accepter une réponse affirmative.

Il y aura un vote de confiance à la Chambre. Il permettra de vérifier le niveau de confiance dans le gouvernement. Le vote de jeudi respecte un certain nombre d'investissements effectués par les gouvernements et les habitants de la Saskatchewan et de l'Alberta. Le vote se tiendra jeudi. C'est une date raisonnable. Je pense que les Canadiens croient que c'est le cas. J'espère que les députés seront ici pour se prononcer sur le budget jeudi.

[Français]

M. Michel Gauthier (Roberval—Lac-Saint-Jean, BQ): Monsieur le Président, le premier ministre n'est plus en contrôle de la situation et, avant de soumettre son gouvernement à un vote de confiance, il tente d'organiser une tournée préélectorale. Hier, le premier ministre du Nouveau-Brunswick lui a indiqué qu'il ne souhaitait pas se prêter au jeu partisan du premier ministre.

Le premier ministre ne peut-il pas lire les signaux qui s'offrent à lui, qui lui viennent de toutes parts et qui indiquent clairement que la confiance n'y est plus? Elle n'est plus dans cette Chambre, elle n'est plus dans les médias et elle n'est plus dans la population!

[Traduction]

L'hon. Tony Valeri (leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, le véritable problème, en l'occurrence, c'est que les conservateurs et les bloquistes continuent d'interpréter le Règlement et les procédures de la Chambre d'une façon pouvant servir leurs propres objectifs politiques.

Ce qui est nécessaire, c'est la tenue d'un vote de confiance à la Chambre. Un vote sur un budget constitue un vote de confiance légitime. Je ne peux comprendre pourquoi les députés d'en face ne peuvent accepter une réponse affirmative. Mardi, lorsqu'on a présenté une motion de procédure, ils ont continué de prétendre à tort qu'il s'agissait d'une motion de défiance. Or, ils auront maintenant l'occasion de se prononcer sur une véritable motion de confiance dès jeudi.

[Français]

M. Michel Gauthier (Roberval—Lac-Saint-Jean, BQ): Monsieur le Président, soyons plus précis. L'image entière du Canada est affectée au plan international et même le dollar a perdu un sou depuis trois jours, parce que le premier ministre est antidémocratique. Il s'accroche au pouvoir et refuse de regarder les faits. Ils sont les seuls à ne pas voir la réalité.

Ma question s'adresse au gouvernement. Le premier ministre va-t-il enfin retrouver la raison, affirmer qu'il respecte la démocratie et confirmer le vote de non-confiance à son endroit dès lundi, quand tous les députés...

Le Président: L'honorable leader du gouvernement à la Chambre a la parole.

● (1135)

[Traduction]

L'hon. Tony Valeri (leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, les constitutionnalistes, les experts en procédure, y compris Patrick Monahan, ont affirmé que jeudi constituait une date raisonnable.

Il était également très clair que la situation aboutirait à une crise ou serait très difficile si le gouvernement refusait de tenir un vote de confiance.

Je ne peux comprendre pourquoi nos collègues de l'opposition ne peuvent accepter un oui comme réponse. L'opposition officielle en particulier cherchait à saisir la Chambre d'une motion de défiance. Or, elle pourra maintenant se prononcer sur une motion de confiance légitime en adoptant ou rejetant le budget.

* * *

LES FAILLITES COMMERCIALES

L'hon. Jack Layton (Toronto—Danforth, NPD): Monsieur le Président, parmi les gens qui nous regardent, il y a des pensionnés. Je suis certain que ceux-ci sont passablement découragés, à l'heure actuelle, par les pratiques du Parti libéral dont ils entendent parler et par les jeux politiques qui ont cours ici. Ces pensionnés apprennent aussi, par les médias, que leurs pensions sont menacées, parce que de grandes entreprises font faillite et que les pensions des travailleurs se volatilisent.

Le NPD a déposé à la Chambre un projet de loi visant à protéger les pensions des travailleurs. Il s'agit d'une mesure pratique que nous pourrions prendre dès maintenant. Le gouvernement est-il prêt à ne pas empêcher la Chambre de donner son consentement unanime pour que ce projet de loi soit adopté?

L'hon. David Emerson (ministre de l'Industrie, Lib.): Monsieur le Président, le député fait allusion à un projet de loi qui, en fait, ferait disparaître un plus grand nombre d'emplois et de régimes de pension à prestations déterminées que toute autre mesure à laquelle je peux penser.

Questions orales

Le gouvernement va bientôt présenter un projet de loi sur la faillite et l'insolvabilité, et celui-ci comportera des mesures de protection des salariés qui seront pratiques, qui ne causeront pas de préjudice aux entreprises, qui ne feront pas disparaître d'emplois, qui ne feront pas disparaître de régimes de pension et qui protégeront les travailleurs.

* * *

L'ENVIRONNEMENT

L'hon. Jack Layton (Toronto—Danforth, NDP): Monsieur le Président, certains de ces retraités ont remarqué que le parti qui vient d'essayer de se défendre dans ce dossier a en fait voté en faveur du projet de loi néo-démocrate. Les libéraux disent une chose et son contraire aux travailleurs canadiens. C'est précisément le genre de comportement du Parti libéral qui fâche tant les gens en ce moment.

Passons maintenant à la question du smog. Il y a des gens que la qualité de l'air préoccupe beaucoup en ce moment. Bon sens, ils ne peuvent pas respirer. Ils se retrouvent à l'urgence avec leurs enfants. Pourtant, le gouvernement prétend agir, alors que la pollution a augmenté considérablement durant les 12 années qu'il a passées au pouvoir.

Quand le gouvernement va-t-il prendre des mesures pour prévenir le smog?

L'hon. Bryon Wilfert (secrétaire parlementaire du ministre de l'Environnement, Lib.): Monsieur le Président, comme le député le sait, le Canada est le pays du G7 dont le plan d'action sur les changements climatiques est le plus énergique.

Le député devrait savoir que notre gouvernement a créé un Fonds du partenariat afin d'oeuvrer de concert avec les provinces. Notre gouvernement a également créé un fonds pour la technologie.

Malheureusement, ce parti-là pense encore que l'ère glaciaire n'a pas eu lieu. Cet autre ne réclame des choses que pour le Québec. Et le dernier, qui devrait pourtant appuyer le budget, ne l'appuie pas vraiment.

S'ils souhaitent s'occuper des changements climatiques, les députés devraient appuyer le budget, pour que nous puissions faire des progrès en ce qui concerne cette importante politique.

* * *

LE BUDGET

L'hon. Rob Nicholson (Niagara Falls, PCC): Monsieur le Président, plus tôt, le leader à la Chambre des communes s'est dit préoccupé des investissements faits par la Saskatchewan et l'Alberta en prévision d'une visite importante la semaine prochaine.

Je peux dire en toute certitude que ces deux provinces se réjouiraient de voir le gouvernement défait par un vote de confiance lundi soir.

S'il se préoccupe de ces provinces, s'il se préoccupe des Canadiens, pourquoi ne pas faire ce qui s'impose et tenir le vote lundi?

L'hon. Tony Valeri (leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, le député parle-t-il maintenant au nom de la Saskatchewan et de l'Alberta?

Je me répète, mais le fait qu'une réponse affirmative ne soit pas acceptable est quelque peu ironique. L'Alberta et la Saskatchewan comptent de nombreux groupes qui mènent diverses activités. Ce qu'il faut retenir, c'est qu'il est raisonnable de tenir un vote jeudi.

La question est claire. C'est un vote de confiance. Je ne suis pas certain de comprendre pourquoi les députés n'acceptent pas le fait que le vote sur le budget est prévu jeudi.

L'hon. Rob Nicholson (Niagara Falls, PCC): Monsieur le Président, si les libéraux trouvent que c'est une date raisonnable, c'est tout simplement parce que le premier ministre a décidé qu'il serait en ville à cette date.

Nous sommes ici tous les jours. Si le député veut vraiment montrer au pays qu'il est raisonnable, pourquoi ne pas tenir le vote lundi, quand tout le monde sera en mesure d'être présent?

L'hon. Tony Valeri (leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, je ne suis pas d'accord avec le député pour dire que les députés de son parti sont toujours présents. Hier, ils ont pris un après-midi de congé aux frais des contribuables. Je m'attends à ce qu'ils fassent de même aujourd'hui. S'ils ont réellement une date...

Des voix: Oh, oh!

● (1140)

Le Président: À l'ordre. Le leader du gouvernement a la parole. Nous devons pouvoir entendre sa réponse.

L'hon. Tony Valeri: Monsieur le Président, il est évident que j'ai touché une corde sensible.

Une fois de plus, les constitutionnalistes sont d'accord, il est tout à fait raisonnable de tenir le vote jeudi.

M. Bill Casey (Cumberland—Colchester—Musquodoboit Valley, PCC): Monsieur le Président, parlons-en d'hier, puisque, en effet, nous sommes tous venus à la Chambre pour parler de ce qui figurait à l'ordre du jour. Selon l'ordre du jour, nous devons parler du budget, des deux budgets, celui des libéraux et celui des néo-démocrates. Nous sommes venus ici préparés à discuter du budget. Or, qu'ont fait les libéraux? Ils ont retiré le budget et proposé une motion d'adoption.

Pourquoi les libéraux ne cessent-ils pas de jouer leurs petits jeux et ne tiennent-ils pas un vote lundi?

L'hon. Tony Valeri (leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, j'ai enfin pu me permettre, comme le font souvent bon nombre de députés, je le sais bien, de regarder la chaîne CPAC. Il ressortait clairement de l'émission, il me semble, que si les députés avaient voulu débattre du budget, ils auraient fait ajourner le débat et non pas la Chambre en se donnant ainsi congé pour l'après-midi aux frais des contribuables.

M. Bill Casey (Cumberland—Colchester—Musquodoboit Valley, PCC): Monsieur le Président, si les libéraux voulaient vraiment débattre du budget, ils ne se présenteraient pas ici aujourd'hui avec moins que la moitié de leurs députés.

Si les Canadiens veulent savoir à quel point les libéraux sont peu enclins à débattre du budget, ils n'ont qu'à étudier le calendrier législatif de ce mois-ci et celui du mois précédent pour constater la priorité reçue par le budget dans l'ordre des débats des projets de loi. Le budget vient après les services frontaliers, après les statistiques, après les brevets et après la mise en quarantaine.

Les libéraux ne veulent pas parler du budget. Ils ne veulent pas voter sur le budget. Tenons un vote de confiance lundi.

Questions orales

L'hon. Tony Valeri (leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, voyons un peu certaines des réalisations de la Chambre, ne serait-ce qu' au cours des derniers jours. Nous avons adopté le projet de loi sur l'identification génétique et celui concernant les anciens combattants. Nous avons entériné la décision de l'OMC concernant sur l'agriculture. Nous avons aussi adopté le projet de loi sur l'aide à l'Afrique.

Je me permets de signaler au député que le projet de loi C-48 est à l'étude à la Chambre aujourd'hui. Il s'agit d'un débat sur le budget. Je suis impatient de savoir combien de députés d'en face vont y participer.

Soit dit en passant, monsieur le Président, je souhaite cordialement la bienvenue à tous les députés d'en face qui sont ici un vendredi. Je n'en avais jamais vu tant un vendredi. C'est assurément une première pour bon nombre d'entre eux.

* * *

[Français]

LE PROGRAMME DE COMMANDITES

M. Michel Guimond (Montmorency—Charlevoix—Haute-Côte-Nord, BQ): Monsieur le Président, les gens n'ont plus confiance dans ce gouvernement corrompu qui n'a plus aucune crédibilité. Chaque jour, la Commission Gomery en rajoute sur l'implication de tout le Parti libéral dans les combines du scandale des commandites.

Comment le premier ministre explique-t-il que l'an passé, avant le début de la Commission Gomery, il justifiait la tenue d'élections par le fait que les Canadiens en savaient assez sur le scandale des commandites, et maintenant que nous connaissons jusqu'où va la corruption au Parti libéral, il prétend qu'ils n'en savent plus assez?

[Traduction]

L'hon. Joe Fontana (ministre du Travail et du Logement, Lib.): Monsieur le Président, le premier ministre a eu le courage et la conviction de créer la Commission Gomery et de la charger d'aller au fond des choses.

Nous avons vu, aujourd'hui et au cours des derniers jours, des témoins sortir de leur réticence. Le juge Gomery fait de l'excellent travail au nom de tous les Canadiens pour faire sortir la vérité.

Nous n'avons pas peur de la vérité. Vous avez peut-être peur de la vérité, mais nous n'en avons certainement pas peur.

Le Président: Je rappelle aux députés de bien vouloir s'adresser à la présidence, au lieu de parler directement à leurs vis-à-vis.

[Français]

M. Michel Guimond (Montmorency—Charlevoix—Haute-Côte-Nord, BQ): Monsieur le Président, le gouvernement libéral a fait trois élections avec de l'argent sale. Cela a été confirmé par Marc-Yvan Côté, ancien organisateur en chef pour l'est du Québec. Pendant ce temps, les témoignages de Daniel Dezainde, ancien directeur général du Parti libéral nous apprenait que Jacques Corriveau avait mis en place un système de ristournes sur les contrats au profit du Parti libéral et Dezainde, au lieu d'agir, a mis le couvercle sur la marmite.

Le premier ministre confirmera-t-il que s'il s'accroche désespérément et qu'il refuse de confirmer un vote de confiance pour lundi, c'est qu'il considère que la population, maintenant, en sait assez?

● (1145)

[Traduction]

L'hon. Joe Fontana (ministre du Travail et du Logement, Lib.): Monsieur le Président, la population n'est pas encore suffisamment au courant. Le juge Gomery a reçu le vaste mandat d'entendre la totalité de la preuve et les témoignages de toutes les parties pour s'assurer que la population obtient toute l'information nécessaire. Les Canadiens ont dit qu'ils voulaient attendre le rapport du juge Gomery avant que des élections soient déclenchées. Laissons le juge Gomery faire son travail.

* * *

[Français]

LE GOUVERNEMENT DU CANADA

Mme Monique Guay (Rivière-du-Nord, BQ): Monsieur le Président, Marc-Yvan Côté l'a confirmé: l'argent sale circulait dans de grosses enveloppes bien remplies qui étaient remises aux candidats libéraux. L'argent des commandites est allé partout, dans toutes les régions du Québec.

Le premier ministre, dont le gouvernement est profondément entaché par ce scandale d'une gravité extrême, va-t-il se rendre à l'évidence qu'il doit proposer un vote de confiance le plus tôt possible, soit lundi?

[Traduction]

L'hon. Tony Valeri (leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, nous avons déterminé une date raisonnable pour la tenue d'un vote de confiance. D'ici là, nous avons le temps de procéder au débat sur le budget. La Chambre est saisie du projet de loi C-48.

Le point crucial, la vraie question, c'est que le premier ministre a dit qu'il respecterait le résultat du vote de confiance qui sera tenu jeudi prochain. J'aimerais savoir si le chef de l'opposition officielle et ses amis séparatistes en feront autant.

Si nous perdons jeudi, le premier ministre rendra visite à la Gouverneure générale et il y aura des élections. Dans le cas contraire, les députés d'en face permettront-ils à cette législature de continuer à fonctionner, dans l'intérêt des Canadiens?

[Français]

Mme Monique Guay (Rivière-du-Nord, BQ): Monsieur le Président, le premier ministre sait que, mercredi, un de nos collègues conservateurs doit subir une chirurgie.

Comment le premier ministre peut-il humainement reporter à jeudi la confirmation du vote de confiance à l'endroit de son gouvernement, puisque cela fait déjà trois jours que le premier vote a eu lieu et qu'il doit soumettre cette question à la Chambre au plus tôt? Pourquoi jeudi?

[Traduction]

L'hon. Tony Valeri (leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, depuis 48 heures, ce n'est plus seulement l'opposition officielle qui essaie de profiter de l'état de santé de certains députés. C'est une situation malheureuse. Il va de soi que les pensées et les prières des députés accompagnent tous leurs collègues qui sont malades. Je souhaite la meilleure des chances au député.

Jeudi est une date raisonnable et il est déplorable qu'il soit fait usage de discussions et de démarches de ce genre à la Chambre. Les députés doivent y faire preuve d'un plus grand respect mutuel.

Questions orales

M. Jason Kenney (Calgary-Sud-Est, PCC): Monsieur le Président, ce qui est triste, c'est que, en proie au désespoir, le gouvernement a prévu un vote lorsque tous les députés ne pourront pas être présents. S'il avait un peu de respect pour les députés et pour les traditions de la Chambre, il tiendrait un vote lorsque tous les députés peuvent y être, c'est-à-dire lundi.

Pourquoi le gouvernement a-t-il si peur du peuple canadien? Pourquoi cherche-t-il tellement à se cramponner au pouvoir qu'il ne veut pas tenir un vote de confiance lorsque tous les députés peuvent être présents pour représenter leurs électeurs?

L'hon. Tony Valeri (leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, premièrement, il est malheureux que le chef de l'opposition ait mal informé les députés qui ne se portent pas bien en leur demandant de se présenter mardi pour un vote sur une question de procédure. Voilà le premier point.

Je me demande pourquoi, alors que le député d'en face considérait que le vote de jeudi était un vote de confiance et alors qu'il savait que le ministre de la Justice devait assister aux funérailles d'un membre de sa famille et que le ministre des Ressources naturelles était absent pour des raisons personnelles, je me demande pourquoi donc le député n'a pas dit: « De grâce, permettons à tous les députés d'être présents et remettons le vote à mardi. » Cette hypocrisie est insupportable.

M. Jason Kenney (Calgary-Sud-Est, PCC): Monsieur le Président, voici ce que dit le *Winnipeg Free Press*: « Aux yeux des Canadiens, le premier ministre est de plus en plus prévisible dans son habitude de faire passer le pouvoir avant les principes. »

L'Ottawa Citizen écrit:

Ce sont les tactiques dilatoires [du premier ministre], et non les manoeuvres de l'opposition, qui sèment les germes d'une crise constitutionnelle. Il devrait laisser les députés voter maintenant.

Le *Globe and Mail* ajoute:

Avec chaque jour qui passe, leurs efforts pour s'accrocher au pouvoir paraissent de plus en plus désespérés, à un point tel qu'ils crachent en pleine face de la Chambre des communes en prétendant la respecter.

Pourquoi font-ils passer le pouvoir avant les principes? Pourquoi violent-ils la Constitution du Canada? Pourquoi ne veulent-ils pas qu'il y ait un vote lundi...

Le Président: Le leader du gouvernement a la parole.

L'hon. Tony Valeri (leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, on lit dans *L'Ottawa Citizen* que, selon les constitutionnalistes, même si les événements récents au Parlement attirent l'attention, et du reste je suis d'avis que le député ne fait rien d'autre qu'essayer d'attirer l'attention encore davantage, rien n'indique que nous nous dirigeons vers une crise constitutionnelle. Nous sommes dans une impasse, et non à la guerre. L'économie est en plein essor. Nous serions en présence d'une crise si le gouvernement refusait de tenir un vote de confiance. Or, le vote aura lieu jeudi. La question soumise à la Chambre sera claire, et celle-ci se prononcera clairement. J'aimerais bien savoir si les députés d'en face vont respecter les résultats.

• (1150)

M. Andrew Scheer (Regina—Qu'Appelle, PCC): Monsieur le Président, le gouvernement ne respecte pas la Chambre. L'institution du Parlement est fondée sur le principe de la démocratie, qui vise à garantir la représentation des opinions des Canadiens par la Chambre.

Il est devenu évident, au cours des derniers jours, que le gouvernement n'a plus la confiance de la Chambre. Pourtant, comme l'a dit John Ibbitson, « le gouvernement tente toujours de tester les

limites de sa légitimité en refusant d'affronter la Chambre et de régler la question ».

Le gouvernement remplira-t-il son mandat démocratique en s'engageant à tenir un vote de confiance, non pas jeudi mais lundi, sans attendre?

L'hon. Tony Valeri (leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, répéter la question n'en augmente pas la validité. En fait, je dois dire qu'il est tout à fait raisonnable de tenir le vote jeudi. Je ne comprends pas pourquoi certains députés refusent d'accepter une réponse affirmative.

La question sera claire. Le vote portera sur un projet de loi financier, sur le budget. Ce budget respecte les investissements des citoyens et des gouvernements de la Saskatchewan et de l'Alberta.

La vraie question est de savoir si les députés d'en face respecteront le résultat de ce vote. Le premier ministre a déjà dit qu'il le ferait. En feront-ils autant?

M. Gary Goodyear (Cambridge, PCC): Monsieur le Président, le gouvernement ne s'accroche désespérément au pouvoir que parce qu'il fait fi des traditions constitutionnelles démocratiques.

Un nouveau sondage révèle que près de 70 p. 100 des Canadiens croient que le premier ministre était personnellement au courant de la mauvaise utilisation de l'argent des commandites. Les Canadiens nous disent haut et fort qu'ils n'ont plus confiance dans le gouvernement.

Le premier ministre acceptera-t-il notre compromis et s'engagera-t-il à tenir lundi un autre vote de confiance?

L'hon. Joe Fontana (ministre du Travail et du Logement, Lib.): Monsieur le Président, ce que nous savons, de ce côté-ci de la Chambre, du moins, c'est que les Canadiens croient en des procédures équitables. Notre premier ministre a mis sur pied la Commission Gomery pour qu'elle découvre la vérité, toute la vérité, et produise un rapport. Laissons le juge Gomery faire son travail.

Nous avons l'occasion de tenir un vote de confiance. Ce vote portera sur le budget. Il aura lieu jeudi.

* * *

LE BUDGET

M. Michael Savage (Dartmouth—Cole Harbour, Lib.): Monsieur le Président, selon ce qu'ont rapporté les journaux d'aujourd'hui, le premier ministre Williams de Terre-Neuve-et-Labrador aurait dit qu'un vote contre le budget équivaldrait à un vote contre Terre-Neuve-et-Labrador.

Je crois comprendre que les députés conservateurs de Terre-Neuve-et-Labrador et peut-être de la Nouvelle-Écosse comptent se prononcer contre le budget. J'aimerais donc savoir ce que cela pourrait signifier dans le contexte de l'Accord atlantique.

L'hon. John McKay (secrétaire parlementaire du ministre des Finances, Lib.): Monsieur le Président, les accords atlantiques font partie du projet de loi budgétaire C-43. Ils confirment l'entente conclue et la situation particulière de ces deux provinces.

Il semble que nous pourrions être témoins jeudi prochain d'un spectacle désolant, alors que les conservateurs voteront contre les gens de la région de l'Atlantique, tout comme leurs amis bloquistes d'ailleurs. Il ne faut probablement pas s'en étonner parce que ces gens se préoccupent très peu, ou même pas du tout, de qui que ce soit dans le reste du Canada.

Si ce projet de loi n'est pas adopté, nos vis-à-vis ne pourront s'en prendre qu'à eux-mêmes.

* * *

LE LOGEMENT

M. Pat Martin (Winnipeg-Centre, NPD): Monsieur le Président, le ministre du Travail et du Logement devrait se sortir la tête du sable et regarder dans son grenier, car il s'apercevrait qu'il est plein d'amiante mortelle...

Des voix: Oh, oh!

Le Président: Le député de Winnipeg-Centre pourrait peut-être employer un langage un peu plus judicieux. Il aurait avantage à consulter le député d'Ottawa-Centre.

M. Pat Martin: Monsieur le Président, je dis simplement que, si le ministre du Travail et du Logement regardait dans son propre grenier, il s'apercevrait peut-être, comme des centaines de milliers d'autres propriétaires de maison, qu'il est plein de Zonolite, un isolant mortel qui contient de l'amiante.

Lorsque la MIUF a causé un problème, le gouvernement a mis sur pied un programme complet pour aider les propriétaires à le retirer de leurs habitations. Il les a également obligés à dévoiler la présence de cet isolant aux futurs acheteurs. La MIUF ne causait que de l'irritation, mais la Zonolite est mortelle.

Pourquoi le ministre du Travail et du Logement refuse-t-il de mettre sur pied un programme d'enlèvement de la Zonolite pour aider les propriétaires d'habitations à se débarrasser de ce produit mortel?

• (1155)

L'hon. Joe Fontana (ministre du Travail et du Logement, Lib.): Monsieur le Président, je sais que le député fait confiance aux spécialistes. Ce sont eux qui, à la demande des propriétaires, devraient vérifier l'isolant et s'enquérir auprès d'eux pour savoir s'ils veulent le faire retirer. Les propriétaires devraient s'adresser aux spécialistes.

De ce côté-ci, nous appuyons ces travailleurs, et j'espère que le député en fait autant.

Tous les isolants ne sont pas nécessairement de la Zonolite et la Zonolite n'est pas toute contaminée par de l'amiante. Nous donnons de l'information. Cet isolant ne présente aucun danger si on n'y touche pas. Les propriétaires devraient s'adresser aux spécialistes avant de modifier leurs habitations.

* * *

L'EMPLOI

M. Tony Martin (Sault Ste. Marie, NPD): Monsieur le Président, ma question s'adresse à la ministre des Ressources humaines et du Développement des compétences.

Le nouveau budget libéral—néo-démocrate devrait générer un excédent et, comme l'a dit le leader parlementaire, l'économie est en plein essor. De plus, nous avons promis aux étudiants postsecondaires de les aider à assumer le coût de leurs études et, dans les régions du pays, y compris le Nord de l'Ontario, nous assistons à l'exode des jeunes. Compte tenu de ce contexte, pourquoi la ministre a-t-elle sabré dans le financement des emplois d'été cette année?

L'hon. Stephen Owen (ministre de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien et ministre d'État (Sport), Lib.): Monsieur le Président, les budgets des circonscriptions ont changé cette année à l'échelle du pays pour deux raisons. Tout d'abord, le nombre de circonscriptions est passé de 301 à 308.

Questions orales

Deuxièmement, nous avons adapté les données du recensement de 2001 de manière à tenir compte des nouvelles circonscriptions. Par ailleurs, la population étudiante et le taux de chômage ont changé. Par conséquent, certaines circonscriptions ont vu leur budget augmenter, tandis que d'autres l'ont vu diminuer.

* * *

LA CHAMBRE DES COMMUNES

M. Daryl Kramp (Prince Edward—Hastings, PCC): Monsieur le Président, l'essence même de cette institution réside dans le respect de la volonté démocratique des députés. Malheureusement, pour demeurer au pouvoir à tout prix, le gouvernement fait un pied de nez à nos traditions démocratiques.

En évitant de procéder à un vote de confiance le plus tôt possible, le gouvernement porte atteinte à l'institution que nous représentons.

Je demande respectueusement au premier ministre de faire preuve de leadership et de prévoir un vote de confiance lundi prochain.

L'hon. John Godfrey (ministre d'État (Infrastructure et Collectivités), Lib.): Monsieur le Président, il y aura un vote de confiance sur le budget jeudi. À ce moment-là, nous demanderons aux conservateurs s'ils appuient le nouveau pacte pour les villes et les collectivités, qui représente pour elles 5 milliards de dollars provenant de la taxe sur l'essence.

Les maires du pays veulent que le pacte entre en vigueur. Ils veulent que les députés d'en face votent en faveur du budget. Nous les mettrons à l'épreuve jeudi prochain.

* * *

LE PREMIER MINISTRE

M. Dean Allison (Niagara-Ouest—Glanbrook, PCC): Monsieur le Président, pourquoi le premier ministre continue-t-il de ternir l'excellente réputation de démocratie dont jouit le Canada dans le monde entier? Quand le premier ministre va-t-il se rendre compte que ce n'est pas lui qui décide si son gouvernement inspire confiance? C'est le devoir démocratique de la Chambre de décider si le gouvernement inspire confiance. C'est le devoir démocratique du premier ministre de respecter la volonté de la Chambre.

Le premier ministre fait fi non seulement de la Chambre, mais aussi de la volonté des Canadiens.

Si le premier ministre est tellement certain de son autorité morale pour gouverner, pourquoi ne tient-il pas un vote de confiance lundi?

L'hon. Aileen Carroll (ministre de la Coopération internationale, Lib.): Monsieur le Président, l'autorité morale du premier ministre apparaît clairement dans le leadership incroyable dont il fait preuve dans notre budget.

Si je peux m'exprimer en qualité de ministre de la Coopération internationale, lorsque je vois l'augmentation de 3,4 milliards de dollars de notre budget d'aide, qui vise à réduire la pauvreté, lorsque je vois le leadership que le premier ministre manifeste en affectant 100 millions de dollars à la lutte contre le sida, lorsque je lis les lettres d'approbation envoyées par les Canadiens de toutes les régions du pays, en particulier du Québec, permettez-moi de donner à la Chambre l'assurance que la population du Canada connaît le contenu du budget et donne au premier ministre...

Le Président: Le député d'Oshawa a la parole.

*Questions orales***LE GOUVERNEMENT DU CANADA**

M. Colin Carrie (Oshawa, PCC): Monsieur le Président, le gouvernement s'est officiellement engagé en territoire constitutionnel inconnu. Les Canadiens l'accusent de gouverner grâce à une technicalité et sans aucun autre consentement que le sien propre.

Il est clair que le gouvernement est contesté non seulement par l'opposition, mais également par l'ensemble du pays.

Les libéraux réagissent en alléguant que les technicalités l'emportent sur la volonté de la Chambre.

Les Canadiens mettent le premier ministre au défi de cesser de s'en tirer grâce à des tactiques procédurières. Pourquoi ne s'engage-t-il pas à tenir un vote de confiance lundi? Est-ce parce qu'il craint de se présenter devant la population canadienne?

L'hon. Eleni Bakopanos (secrétaire parlementaire du ministre du Développement social (économie sociale), Lib.): Monsieur le Président, personne n'a peur de se présenter devant la population canadienne. Nous l'avons fait il y a un an et nous sommes prêts à recommencer. Le premier ministre a dit qu'il y aurait un vote de confiance jeudi.

Pourquoi les députés de l'opposition ne parlent-ils pas de l'entente que nous avons signée aujourd'hui avec Terre-Neuve sur le programme national d'éducation préscolaire et de garde d'enfants? Pourquoi ne parlent-ils pas des trois autres ententes? Pourquoi ne parlent-ils pas des 5 milliards de dollars que nous investissons dans ce programme? Parce qu'ils s'en fichent. Tout ce qu'ils veulent, c'est accorder un allègement fiscal de 200 \$ aux parents.

• (1200)

M. Gerald Keddy (South Shore—St. Margaret's, PCC): Monsieur le Président, le gouvernement libéral, de façon honteuse, a délibérément reporté l'adoption de l'Accord atlantique. Une fois de plus, il a repoussé la décontamination des étangs bitumineux de Sydney pour consacrer l'argent à d'autres promesses électorales libérales.

À présent, il retarde un vote de confiance. Le premier ministre va-t-il mettre fin à ces tactiques dilatoires, se présenter devant les Canadiens et tenir un vote de confiance lundi?

L'hon. Bryon Wilford (secrétaire parlementaire du ministre de l'Environnement, Lib.): Monsieur le Président, en ce qui concerne la confiance, laissez-moi dire que les Canadiens font confiance au gouvernement en raison du travail qu'il fait en matière d'environnement. Ils ont confiance dans notre plan relatif aux changements climatiques.

La question qui se pose est la suivante: pourquoi le député ne fait-il pas confiance aux Canadiens et n'appuie-t-il pas le budget, qui est le plus vert de l'histoire du Canada, et qui sera utile à la décontamination des étangs bitumineux de Sydney, à la lutte contre la pollution et à la santé des Canadiens? La véritable question, c'est: de quoi ont-ils peur? Nous ne redoutons rien. Nous ne craignons pas de nous présenter devant les Canadiens. Nous n'avons pas peur de la vérité.

Il est regrettable que ces députés prennent clairement une position contraire à celle de la majorité de la population lorsqu'il s'agit du budget et d'investir dans les Canadiens.

[Français]

Mme Francine Lalonde (La Pointe-de-l'Île, BQ): Monsieur le président, la non-confiance à l'endroit du gouvernement affecte aussi gravement l'image du Canada à l'étranger. Les journalistes, partout, s'interrogent en effet sur la dégradation des moeurs politiques au

Canada. Ils parlent de plus en plus de la perte de l'autorité morale du gouvernement dans la conduite des affaires de l'État.

Est-ce que le premier ministre comprend qu'en s'accrochant comme il le fait, au mépris des décisions de la Chambre, il discrédite non seulement chaque jour son gouvernement, mais aussi l'image internationale du Canada?

C'est pourquoi un vote, dès lundi, est important et impératif...

Le Président: L'honorable ministre de la Défense nationale a la parole.

L'hon. Bill Graham (ministre de la Défense nationale, Lib.): Monsieur le président, les actions de ce gouvernement ont été les plus respectées de tous les gouvernements des pays de l'Ouest et dans le monde entier, pour ce que nous faisons aujourd'hui au Soudan, pour nos initiatives concernant l'aide au développement et pour nos initiatives militaires en Afghanistan.

Ce n'est pas ce qui se passe ici à la Chambre qui définit notre image dans le monde, ce sont les actions positives que prend ce gouvernement pour donner une meilleure vie à des milliers de personnes autour de ce globe. Ces personnes sont redevables au Canada. C'est cela que détestent les séparatistes, mais c'est nous qui le faisons, pas eux.

Mme Francine Lalonde (La Pointe-de-l'Île, BQ): Monsieur le Président, la presse internationale a aussi de l'influence sur le leadership d'un pays. Pour un premier ministre qui pilotait le G20 sur la scène internationale, son comportement est pour le moins paradoxal, puisqu'il contribue à détruire la réputation démocratique et l'image du Canada à l'étranger.

En s'accrochant comme il le fait, il piétine la démocratie et accentue le déficit démocratique qu'il a dénoncé dans le passé.

Convendra-t-il que le plus sûr moyen qui s'offre à lui pour mettre fin au déficit démocratique, c'est de tenir un vote dès lundi? Cela presse.

[Traduction]

L'hon. Aileen Carroll (ministre de la Coopération internationale, Lib.): Monsieur le Président, je conteste cette intervention de la députée, de son introduction à ses conclusions, pour la bonne raison que le premier ministre contribue énormément à la bonne réputation de notre pays. C'est pourquoi, où que j'aie en ma qualité de ministre de la Coopération internationale, on sollicite la contribution du Barreau canadien, connu pour son excellence en renforcement des capacités, pour aider les pays à élaborer leur législation relative aux droits humains et à édifier le genre de démocratie qui fait la réputation du Canada, et parce que nous avons...

Le Président: Le député de Bruce—Grey—Owen Sound a la parole.

M. Larry Miller (Bruce—Grey—Owen Sound, PCC): Monsieur le Président, cette semaine, jusqu'à maintenant, la Chambre a adopté deux motions qui ont été considérées comme des motions de défiance. Ces deux motions ont été adoptées, mais le gouvernement a refusé de les reconnaître comme telles, allant même jusqu'à voter en faveur de l'une d'elles.

Le gouvernement ignore les votes tenus à la Chambre, prive l'opposition de ses jours désignés et parcourt le pays pour annoncer des dépenses d'un milliard de dollars par jour, plus que ce que coûteraient quatre élections générales tous les jours, sans qu'un seul de ces crédits ait été approuvé par le Parlement.

*Affaires courantes***AFFAIRES COURANTES**

[Traduction]

LES TRAVAUX DE LA CHAMBRE

L'hon. Tony Valeri (leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, conformément à l'article 56.1 du Règlement, je propose:

Que, nonobstant tout article du Règlement ou pratique habituelle, toutes les motions nécessaires pour terminer l'étude à l'étape de la deuxième lecture des projets de loi C-43, Loi portant exécution de certaines dispositions du budget, déposé au Parlement le 23 février 2005, et C-48, Loi autorisant le ministre des Finances à faire certains versements, soient mises aux voix de la manière suivante:

1. Que tout vote demandé soit reporté à la fin de la période prévue pour les initiatives ministérielles le jeudi 19 mai 2005;

2. Qu'à la fin de la période prévue pour les initiatives ministérielles le jeudi 19 mai 2005, toutes les motions nécessaires pour terminer l'étude des projets de loi C-43 et C-48 à l'étape de la deuxième lecture soient mises aux voix sur-le-champ sans débat, amendement ni report.

Le Président: Y a-t-il consentement unanime pour permettre au ministre de présenter sa motion maintenant?

Des voix: D'accord.

Des voix: Non.

Le Président: Selon la pratique, le ministre devrait présenter sa motion lorsque nous serons arrivés à la rubrique « Motions » des Affaires courantes, à moins d'avoir le consentement unanime des députés.

J'attire l'attention du ministre sur une décision rendue par la présidence le 24 octobre 2002: « Notre pratique est bien claire » a alors déclaré le Président,

les motions fondées sur l'article 56.1 du Règlement doivent être présentées sous la rubrique «Motions», sauf s'il y a consentement unanime pour procéder autrement.

Le ministre pourra présenter sa motion dans quelques minutes.

• (1210)

L'hon. Mauril Bélanger (leader adjoint du gouvernement à la Chambre des communes, ministre responsable des langues officielles, ministre responsable de la réforme démocratique et ministre associé de la Défense nationale, Lib.): Monsieur le Président, j'aimerais avoir des précisions. Conformément à l'alinéa 56.1(1)a) du Règlement:

Dans le cas de toute motion pour affaire courante dont la présentation requiert le consentement unanime de la Chambre, un ministre de la Couronne peut, si ce consentement est refusé, demander au cours de l'étude des affaires courantes ordinaires que le Président saisisse la Chambre de la question.

Le Règlement ne précise pas l'article des affaires courantes en question et j'avais l'impression que nous en étions à l'étude des affaires courantes. Le président pourrait-il clarifier cette possible contradiction?

Le Président: Le Règlement indique « au cours de l'étude des affaires courantes », et les motions sont habituellement proposées lors de la période réservée aux affaires courantes, à la rubrique « Motions ».

J'ai cité la décision rendue en 2002 sur cette question. Je ne crois pas que la pratique était nouvelle à l'époque. La décision était fondée sur des décisions préalables, que je ne peux citer étant donné que je ne les ai pas en mains actuellement. J'avais celle dont j'ai parlé, voilà pourquoi j'ai demandé le consentement de la Chambre. Comme je l'ai dit, le ministre aura l'occasion d'intervenir dans quelques minutes quand nous en serons aux motions.

Le gouvernement s'engagera-t-il à présenter une motion de confiance lundi?

L'hon. Tony Ianno (ministre d'État (Famille et Aidants naturels), Lib.): Monsieur le Président, comme le député le sait, son parti fait de la politique de bas étage. Comme il le sait, il aura l'occasion, jeudi prochain, d'exprimer le point de vue des Canadiens. Comme il le sait, le budget revêt une importance capitale pour les aînés à faible revenu, qui ne touchent que 12 439 \$ par année. Une fois que le budget aura été pleinement mis en oeuvre, ces aînés toucheront 433 \$ de plus, ce dont ils ont désespérément besoin. Je demande à l'opposition de soutenir les aînés à faible revenu.

• (1205)

Mme Nina Grewal (Fleetwood—Port Kells, PCC): Monsieur le Président, plus nous en apprenons sur la façon dont le gouvernement, le Cabinet et le Parti libéral fonctionnent, plus les Canadiens perdent confiance. La confiance est ce qui maintient en vie une législature. Une fois que la confiance s'est éteinte, le gouvernement meurt et tombe.

Patrick Monahan a dit que la priorité maintenant à la Chambre des communes, c'est de sonder dès que possible le degré de confiance dont jouit le gouvernement. Le gouvernement suivra-t-il les conseils de M. Monahan et s'engagera-t-il à tenir un vote de confiance dès lundi?

L'hon. Joe Fontana (ministre du Travail et du Logement, Lib.): Monsieur le Président, nous avons prévu un vote de confiance sur le budget jeudi prochain.

Je tiens à dire que 1,7 million de ménages dans l'ensemble du pays, dans toutes les provinces et dans tous les territoires, veulent des logements à prix abordable.

Nous avons l'intention de collaborer avec les communautés autochtones, le secteur du logement sans but lucratif, le secteur du logement coopératif, les provinces et le secteur privé pour investir 1,6 milliard de dollars dans le logement. Nous demandons instamment à tous les députés de l'opposition d'appuyer cette initiative. Nous remercions le NPD de son appui au budget. Pourquoi donc ne l'appuyez-vous pas?

Le Président: Le député sait que la présidence doit rester neutre sur ces questions.

Le député de Brome—Missisquoi a la parole.

* * *

[Français]

L'INDUSTRIE AÉROSPATIALE

L'hon. Denis Paradis (Brome—Missisquoi, Lib.): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Industrie. Peut-il nous dire quelle action le gouvernement a prise, aujourd'hui, pour assurer l'avenir de l'industrie aérospatiale, un secteur clé de notre économie?

[Traduction]

L'hon. David Emerson (ministre de l'Industrie, Lib.): Monsieur le Président, depuis plusieurs mois j'observe les mesquineries des députés d'en face et les chicanes politiques. Je trouve ironique, mais pas étonnant, que ce soit un député ministériel qui doive poser une question aussi importante pour les Canadiens.

Aujourd'hui, le gouvernement a annoncé une autre initiative qui appuie l'industrie aérospatiale canadienne. Notre partenariat avec le gouvernement du Québec et Bombardier permettra d'assurer que Bombardier fera assembler ses avions de la série C au Canada, ce qui bénéficiera à des fournisseurs aux quatre coins du Canada.

*Affaires courantes***RÉPONSE DU GOUVERNEMENT À DES PÉTITIONS**

L'hon. Raymond Simard (secrétaire parlementaire du leader adjoint du gouvernement à la Chambre des communes, ministre responsable des langues officielles et ministre responsable de la réforme démocratique, Lib.): Monsieur le Président, conformément au paragraphe 36(8) du Règlement, j'ai l'honneur de déposer, dans les deux langues officielles, la réponse du gouvernement à deux pétitions.

* * *

LES COMITÉS DE LA CHAMBRE

COMPTES PUBLICS

M. John Williams (Edmonton—St. Albert, PCC): Monsieur le Président, j'ai l'honneur de présenter, dans les deux langues officielles, le 11^e rapport du Comité permanent des comptes publics, concernant le chapitre 4, « La gestion des programmes fédéraux de prestations pharmaceutiques », du rapport de novembre 2004 de la vérificatrice générale du Canada. Conformément à l'article 109 du Règlement, le comité demande au gouvernement de déposer une réponse globale à ce rapport dans les 120 jours qui suivent.

* * *

LA LOI SUR L'ASSURANCE-EMPLOI

M. Inky Mark (Dauphin—Swan River—Marquette, PCC) demande à présenter le projet de loi C-390, Loi modifiant la Loi sur l'assurance-emploi (augmentation des prestations).

—Monsieur le Président, je suis heureux de présenter ce projet de loi. Comme la Chambre le sait, le gouvernement a volé des milliards de dollars aux Canadiens qui travaillent d'arrache-pied. Une bonne partie de ces fonds a essentiellement abouti dans une caisse occulte.

Le Président: Je rappelle au député qu'il n'est pas acceptable de laisser entendre que le gouvernement vole de l'argent. Le député présente un projet de loi. Il devra faire preuve de retenue et peser son choix de mots.

M. Inky Mark: Monsieur le Président, je me rétracte. Le gouvernement n'a pas volé l'argent, il l'a probablement mis dans la mauvaise poche.

Malheureusement, le régime d'assurance-emploi est censé être une assurance. Ce qui s'est produit, c'est que le Canada a fini par surimposer les Canadiens qui travaillent très fort.

Le projet de loi rectifiera cette situation et donnera plus d'argent à ces Canadiens.

(Les motions sont réputées adoptées, le projet de loi est lu pour la première fois et imprimé.)

* * *

• (1215)

LOI SUR LA PROTECTION DE LA CHASSE ET LA PÊCHE PATRIMONIALES

M. Inky Mark (Dauphin—Swan River—Marquette, PCC) demande à présenter le projet de loi C-391, Loi reconnaissant et protégeant le patrimoine canadien en matière de chasse et de pêche.

—Monsieur le Président, ce projet de loi aurait probablement dû être présenté à la Chambre il y a 20 ans.

Il faut reconnaître que la chasse et la pêche sont des traditions de longue date pour tous les Canadiens, notamment pour ceux qui sont venus ici avant les Européens. Si nous continuons à suivre la voie

dans laquelle le gouvernement nous a engagés, il n'y aura plus de chasse ni de pêche.

C'est un grand honneur pour moi de présenter ce projet de loi et j'ai hâte qu'il soit adopté à la Chambre.

(Les motions sont réputées adoptées, le projet de loi est lu pour la première fois et imprimé.)

* * *

LES TRAVAUX DE LA CHAMBRE

L'hon. Tony Valeri (leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, conformément à l'article 56.1 du Règlement, je propose:

Que, nonobstant tout article du Règlement ou pratique habituelle, toutes les motions nécessaires pour terminer l'étude à l'étape de la deuxième lecture des projets de loi C-43, Loi portant exécution de certaines dispositions du budget, déposé au Parlement le 23 février 2005, et C-48, Loi autorisant le ministre des Finances à faire certains versements, soient mises aux voix de la manière suivante:

1. Que tout vote demandé soit reporté à la fin de la période prévue pour les initiatives ministérielles le jeudi 19 mai 2005;

2. Qu'à la fin de la période prévue pour les initiatives ministérielles le jeudi 19 mai 2005, toutes les motions nécessaires pour terminer l'étude des projets de loi C-43 et C-48 à l'étape de la deuxième lecture soient mises aux voix sur-le-champ sans débat, amendement ni report.

M. Jay Hill (Prince George—Peace River, PCC): Monsieur le Président, j'invoque le Règlement. Avant que vous ne rendiez votre décision sur la recevabilité de la motion du ministre, je voudrais que vous tranchiez deux points.

Premièrement, il y a une considération d'ordre constitutionnel liée à l'article du Règlement qui, sauf erreur, n'a jamais été soulevée à la Chambre. Deuxièmement, je demande à la présidence de rendre une décision sur l'admissibilité de la motion présentée en vertu de l'article 56.1 du Règlement.

Monsieur le Président, comme vous le savez, l'article 49 de la Constitution précise la façon dont les décisions doivent être rendues. L'article dit:

Les questions soulevées dans la Chambre des Communes seront décidées à la majorité des voix, sauf celle de l'orateur, mais lorsque les voix seront également partagées,—et en ce cas seulement,—l'orateur pourra voter.

L'article 56.1 du Règlement permet l'adoption d'une motion lorsque moins de 25 députés s'y opposent. Ce nombre ne constitue pas une majorité des voix. Par conséquent, l'article 56.1 du Règlement est inconstitutionnel.

Si l'on continuait d'accepter que des motions soient proposées en vertu de l'article 56.1 du Règlement, on perpétuerait un problème grave en permettant à la Chambre d'aller au delà des pouvoirs qui lui sont conférés en vertu de la Constitution. Monsieur le Président, il y a des précédents semblables au sujet des comités que vous devriez examiner.

Le 20 juin 1994 et le 7 novembre 1996, le Président a rendu la décision suivante:

Bien que selon la tradition de cette Chambre les comités soient maîtres de leurs délibérations, ils ne peuvent instituer de procédure qui dépasse les pouvoirs que la Chambre leur a conférés.

Si nous voulons être conséquents, il faut reconnaître que même si la Chambre est maîtresse de ses délibérations, elle ne peut instituer de procédure qui dépasse les pouvoirs que la Constitution lui a conférés.

Affaires courantes

En 1985, la Cour suprême du Canada a statué que l'article 133 de la Loi constitutionnelle de 1867 et l'article 23 de la Loi de 1870 sur le Manitoba concernant l'utilisation de l'anglais et du français dans les comptes rendus et dans les journaux des Chambres du Parlement ont un caractère obligatoire et doivent être respectés. Par conséquent, la Chambre ne peut plus déroger à son propre code de procédure lorsqu'elle examine une pratique protégée par la Constitution.

À la page 308 de la deuxième édition de l'ouvrage de Joseph Maingot intitulé *Le privilège parlementaire au Canada*, l'auteur énumère, relativement à la décision de 1985, les dispositions constitutionnelles relatives à la procédure parlementaire qui doivent être respectées, et il inclut dans cette liste l'article 49 de la Loi constitutionnelle, qui a trait au vote à la Chambre des communes.

Bien qu'on dise que le Président ne statue normalement pas sur les questions constitutionnelles, il le fait pourtant dans le cas de certaines, notamment celles des votes, qui sont évidemment une pratique courante de la Chambre, et des privilèges financiers de la Chambre. Le Président statue sur ces questions, car elles font partie à la fois de notre pratique et de la Constitution.

Le deuxième point que je désire soulever a trait à la portée limitée de l'article 56.1 du Règlement. Le Marleau-Montpetit, à la page 571, donne des exemples de motions présentées sous son régime. Selon les auteurs de cet ouvrage, même s'il paraît à première vue avoir une portée limitée, cet article est en fait invoqué assez fréquemment. À mon avis, c'est une manière subtile et diplomate de dire que la portée de l'article 56.1 du Règlement dépasse de beaucoup ce qui était prévu à l'origine.

Votre décision du 12 juin 2001 le confirme, monsieur le Président. Vous vous êtes prononcé sur l'élargissement de la portée de l'article 56.1 et avez suggéré que l'application de l'article se limite au déroulement des travaux de la Chambre. Vous avez déclaré dans votre décision que le Règlement ne devrait jamais se substituer aux décisions que la Chambre elle-même doit prendre sur des questions importantes.

Monsieur le Président, il s'agit en fait d'une question très importante. Je vous demande de vous prononcer sur les deux points que j'ai soulevés: la question constitutionnelle et la question de la motion pouvant être présentée en vertu de l'article 56.1 du Règlement.

• (1220)

L'hon. Mauril Bélanger (leader adjoint du gouvernement à la Chambre des communes, ministre responsable des langues officielles, ministre responsable de la réforme démocratique et ministre associé de la Défense nationale, Lib.): Monsieur le Président, les droits, privilèges et responsabilités propres au pouvoir judiciaire, au pouvoir exécutif et au pouvoir législatif sont bien définis dans notre Constitution. Le pouvoir législatif peut établir ses propres règles de procédure, ce qu'il fait depuis le début de la Confédération et continuera de faire, car notre mode de gouvernement a fait ses preuves. Les règles que la Chambre des communes se donne dans le cadre de ses travaux relèvent, par conséquent, de sa compétence. Il n'y a donc pas d'excès de compétence, rien d'ultra vires.

Pour ce qui est de la recevabilité de la motion présentée ce matin, l'objet de cette motion est d'établir le calendrier des travaux du gouvernement. Cette motion, si elle est adoptée, prévoit la mise au voix, le jeudi 19 mai, du projet de loi C-43 portant exécution du budget et du projet de loi C-48 donnant effet à l'entente intervenue entre le gouvernement et le Nouveau Parti démocratique, ce qui est parfaitement admissible. Par conséquent, monsieur le Président, on

s'attendrait à ce que vous jugiez la motion du leader parlementaire recevable, et c'est ce que nous espérons.

Le Président: J'ai examiné le recours au Règlement du député de Prince George—Peace River relativement à la motion présentée par le leader du gouvernement à la Chambre en conformité de l'article 56.1 du Règlement.

Je rappelle aux députés la teneur de l'article 56.1 du Règlement:

Dans le cas de toute motion pour affaire courante dont la présentation requiert le consentement unanime de la Chambre, un ministre de la Couronne peut, si ce consentement est refusé, demander au cours de l'étude des affaires courantes ordinaires que le Président saisisse la Chambre de la question.

Pour l'application du présent article du Règlement, « motion pour affaire courante » s'entend de toute motion présentée dans le cadre de l'étude des affaires courantes ordinaires qui peut être requise pour l'observation du décorum de la Chambre, pour le maintien de son autorité, pour l'administration de ses affaires, pour l'agencement de ses travaux, pour la détermination des pouvoirs de ses comités, pour l'exactitude de ses archives ou pour la fixation des jours où elle tient ses séances, ainsi que des heures où elle les ouvre ou les ajourne.

Dans ce contexte assez général, je signale que la motion présentée par le leader du gouvernement à la Chambre propose que le débat sur les deux projets de loi prenne fin jeudi prochain.

Comme l'a fait remarquer le député de Prince George—Peace River, j'ai déjà rendu une décision dans laquelle j'exprimais certaines réserves au sujet de l'utilisation de cet article du Règlement dans le but d'éviter l'attribution de temps, la clôture ou toute autre limitation de la durée d'un débat, et j'avais invité le comité compétent à faire connaître son point de vue. Je n'ai reçu aucune réponse depuis cette décision rendue en 2001, à laquelle le député faisait référence.

Aussi, dans les circonstances, ayant exprimé des réserves et n'ayant obtenu aucune réponse du comité de la Chambre sur cette question, sur laquelle la Chambre aurait pu se prononcer si elle avait partagé mon point de vue, je ne pense pas qu'il y ait lieu, de ma part, de déclarer irrecevable une motion qui semble conforme au Règlement, comme dans le cas précité où je n'avais pas déclaré la motion irrecevable. J'avais exprimé des réserves, mais j'avais néanmoins jugé la motion recevable. Je crois que, en l'absence de toute rétroaction, je ne puis que permettre que la motion à l'étude aille de l'avant, surtout que le temps attribué dans ce cas-ci est beaucoup plus généreux que ce ne serait le cas si on avait recours à la clôture ou à l'attribution de temps, compte tenu des durées minimales autorisées. Par conséquent, la motion semble recevable.

Bien sûr, il faut que je me penche sur l'autre argument portant sur l'article 49 de la Constitution. Ce Règlement est en vigueur depuis un certain temps. Il est appliqué à la Chambre depuis de nombreuses années. Bien que ce ne soit pas mon rôle d'interpréter la Constitution, je fais remarquer qu'elle dit que les questions soulevées à la Chambre des communes seront décidées à la majorité des voix, sauf celles de l'orateur, etc.

Affaires courantes

J'estime qu'il s'agit de questions de substance. Il est très clair que l'application de l'article 56.1 du Règlement, qui permet à la Chambre de déterminer comment mener ses travaux quand il ne s'agit pas de questions de substance, comme l'adoption de lois, peut être faite de cette façon. L'adoption de projets de loi à la Chambre des communes, l'adoption de motions relatives à des projets de loi sont, il va sans dire, des questions qui exigent la majorité des voix. Rien dans cette disposition et aucun article de notre Règlement ne permet à un projet de loi d'être adopté à la Chambre des communes sans avoir reçu l'appui d'une majorité des voix, conformément à l'article 49 de la Loi constitutionnelle.

Bien qu'on pourrait présenter d'autres arguments à d'autres endroits, j'estime que la Chambre est maître de ses propres procédures. Elle a choisi d'adopter ce Règlement et de l'appliquer à ses travaux et le Règlement en question précise bien les limites de son application. J'estime que la motion répond à ces spécifications. Bien que la formulation de la Constitution semble aller à l'encontre de ceci, d'après moi, elle s'applique aux questions de substance tranchées à la Chambre et non à des questions de procédure interne, que la Chambre peut traiter comme elle l'entend. Elle l'a d'ailleurs déjà fait en adoptant ce Règlement à la majorité; c'est ainsi qu'il a été établi à l'origine.

Si une majorité des députés a choisi de déléguer des pouvoirs, à certaines fins, à un groupe de 25 députés ou plus, j'estime qu'elle en avait le droit. C'est pourquoi j'ai l'intention de saisir la Chambre de la motion.

● (1225)

M. Jay Hill: Je demande votre indulgence, monsieur le Président, car on ne nous a pas fourni de version écrite de la motion, et je n'ai pas eu la chance de l'examiner. D'après ce que je viens de vous entendre dire, à votre avis, si nous adoptons cette motion, les projets de loi C-43 et C-48 pourront tous deux faire l'objet de débats tous les jours, à compter de la prochaine séance de la Chambre, c'est-à-dire lundi, mardi, mercredi et jeudi, sans attribution de temps ni clôture. Est-ce exact?

Le Président: Non, je ne l'interprète pas ainsi. Je vais donner lecture de la motion à la Chambre, et le député pourra se former lui aussi une opinion. Il a été proposé par le député de Hamilton-Est—Stoney Creek, avec l'appui du député d'Ottawa-Vanier, conformément à l'alinéa 56.1(1)a) du Règlement:

Que, nonobstant tout article du Règlement ou pratique habituelle, toutes les motions nécessaires pour terminer l'étude à l'étape de la deuxième lecture des projets de loi C-43, Loi portant exécution de certaines dispositions du budget, déposé au Parlement le 23 février 2005, et C-48, Loi autorisant le ministre des Finances à faire certains versements, soient mises aux voix de la manière suivante:

1. Que tout vote demandé soit reporté à la fin de la période prévue pour les initiatives ministérielles le jeudi 19 mai 2005;

2. Qu'à la fin de la période prévue pour les initiatives ministérielles le jeudi 19 mai 2005, toutes les motions nécessaires pour terminer l'étude des projets de loi C-43 et C-48 à l'étape de la deuxième lecture soient mises aux voix sur-le-champ sans débat, amendement ni report.

Que les députés qui s'opposent à la motion veuillent bien se lever.

Et plus de 25 députés s'étant levés:

Le Président: Plus de 25 députés s'étant levés, la motion est retirée d'office.

(La motion est retirée.)

● (1230)

PÉTITIONS

L'ÂGE DU CONSENTEMENT

L'hon. Stephen Harper (Calgary-Sud-Ouest, PCC): Monsieur le Président, conformément à l'article 36 du Règlement, je présente deux pétitions au nom de mes électeurs et de tous les Canadiens.

La première pétition provient de l'organisme connu sous le nom de Canadiens opposés à l'exploitation sexuelle, ou COES, et elle comprend 300 signatures de Canadiens qui demandent au Parlement de protéger les enfants contre les prédateurs sexuels d'âge adulte en faisant passer l'âge du consentement de 14 à 18 ans.

LA PORNOGRAPHIE JUVÉNILE

L'hon. Stephen Harper (Calgary-Sud-Ouest, PCC): Monsieur le Président, la deuxième pétition vise à protéger nos enfants contre la pornographie juvénile. Cent soixante-huit Canadiens inquiets ont signé cette pétition demandant au Parlement de protéger nos enfants en prenant toutes les mesures nécessaires pour que les oeuvres favorisant ou légitimant la pornographie juvénile soient considérées illégales.

LES BUREAUX DE POSTE RURAUX

Mme Carol Skelton (Saskatoon—Rosetown—Biggar, PCC): Monsieur le Président, je suis très heureuse de déposer à la Chambre deux pétitions dont l'une provient de mon propre village, Harris, en Saskatchewan. Les pétitionnaires demandent que le gouvernement cesse de fermer les bureaux de poste dans les régions rurales et qu'il tienne compte de l'importance des régions rurales pour la viabilité de notre pays.

LE COMMERCE DES DROGUES

Mme Carol Skelton (Saskatoon—Rosetown—Biggar, PCC): Monsieur le Président, la deuxième pétition provient d'un groupe de gens de Vanscoy, en Saskatchewan, qui demandent au gouvernement du Canada d'adopter de nouvelles lois en vue de pénaliser les gens qui font le commerce des drogues.

LES DROITS DE PROPRIÉTÉ

Mme Cheryl Gallant (Renfrew—Nipissing—Pembroke, PCC): Monsieur le Président, j'ai trois pétitions.

La première demande au Parlement de corriger une erreur commise en 1982 et de modifier la Loi constitutionnelle de 1867 afin d'y inclure le droit de posséder et d'utiliser une propriété privée, et de gagner sa vie grâce à elle.

L'AGENCE DE LOGEMENT DES FORCES CANADIENNES

Mme Cheryl Gallant (Renfrew—Nipissing—Pembroke, PCC): Monsieur le Président, la deuxième pétition demande au Parlement de suspendre immédiatement toute augmentation future de loyer relative aux logements fournis par l'Agence de logement des Forces armées jusqu'à ce que le gouvernement du Canada apporte des améliorations de fond à ces logements.

LE MARIAGE

Mme Cheryl Gallant (Renfrew—Nipissing—Pembroke, PCC): Monsieur le Président, la troisième pétition demande que le Parlement maintienne la définition actuelle du mariage, à savoir l'union d'un homme et d'une femme.

Affaires courantes

L'AVORTEMENT

M. Garry Breitkreuz (Yorkton—Melville, PCC): Monsieur le Président, j'ai un grand nombre de pétitions que je vais présenter rapidement. Elles viennent de la Nouvelle-Écosse, du Nouveau-Brunswick, de l'Ontario, de la Colombie-Britannique, de l'Alberta et de la Saskatchewan.

Elles demandent à la Chambre de présenter et d'appuyer une motion affirmant que, de l'avis de la Chambre, le gouvernement présente un projet de loi intitulé « Le droit d'une femme de savoir », qui garantirait que toutes les femmes envisageant un avortement reçoivent de leur médecin des informations complètes sur les risques de cette intervention avant d'être envoyées subir un avortement et qui prévoirait des pénalités pour les médecins qui pratiquent un avortement sans le consentement éclairé de la mère, ou qui pratiquent un avortement qui n'est pas médicalement nécessaire pour maintenir la santé, prévenir une maladie ou établir un diagnostic.

LE MARIAGE

M. Art Hanger (Calgary-Nord-Est, PCC): Monsieur le Président, je présente 13 pétitions, signées par 1 266 personnes au total, au sujet du mariage.

Les pétitionnaires sont d'avis que seul le Parlement a le pouvoir de définir le mariage. Ils prient le Parlement de définir le mariage dans le droit fédéral comme étant exclusivement l'union permanente d'un homme et d'une femme.

M. David Tilson (Dufferin—Caledon, PCC): Monsieur le Président, j'ai une pétition signée par des gens de ma circonscription, qui demandent au Parlement de reconnaître l'institution du mariage dans le droit fédéral comme étant exclusivement l'union d'un homme et d'une femme.

M. Kevin Sorenson (Crowfoot, PCC): Monsieur le Président, j'ai l'honneur de présenter trois pétitions au nom d'électeurs de Three Hills, de Drumheller et de Trochu. Des centaines de pétitionnaires demandent au Parlement d'adopter une mesure législative pour reconnaître l'institution du mariage dans le droit fédéral comme étant exclusivement l'union permanente d'un homme et d'une femme.

•(1235)

LES BUREAUX DE POSTES RURAUX

M. Brian Fitzpatrick (Prince Albert, PCC): Monsieur le Président, j'ai trois pétitions à présenter au nom de résidents de petites localités en Saskatchewan: Kinistino, Aylsham et Meath Park.

Les pétitionnaires demandent au gouvernement de cesser de fermer les bureaux de poste ruraux, surtout ceux de leurs localités; ils souhaitent que le gouvernement rétablisse le moratoire sur la fermeture des bureaux de poste et cesse de menacer le mode de vie des régions rurales du Canada.

LE MARIAGE

M. David Anderson (Cypress Hills—Grasslands, PCC): Monsieur le Président, j'ai plusieurs pétitions à présenter.

La première porte sur le mariage. Les pétitionnaires demandent au Parlement de définir le mariage dans les lois fédérales comme étant exclusivement l'union à vie d'un homme et d'une femme.

LA SOCIÉTÉ CANADIENNE DES POSTES

M. David Anderson (Cypress Hills—Grasslands, PCC): Monsieur le Président, j'ai plusieurs pétitions portant sur la question des bureaux de poste; les signataires demandent au Parlement de

prendre leur part et d'empêcher la fermeture des bureaux de poste ruraux.

LES PRODUITS DE SANTÉ NATURELS

M. David Anderson (Cypress Hills—Grasslands, PCC): Monsieur le Président, j'ai une pétition concernant les produits de santé naturels. Les pétitionnaires pressent le gouvernement de faciliter l'accès aux produits de santé naturels.

L'IMPÔT SUR LE REVENU

M. David Anderson (Cypress Hills—Grasslands, PCC): Monsieur le Président, j'ai une dernière pétition à présenter; les signataires pressent le Parlement d'adopter une loi prévoyant une déduction pour les dépenses associées à l'adoption d'un enfant.

LE MARIAGE

M. Mark Warawa (Langley, PCC): Monsieur le Président, je prends la parole pour présenter une autre pétition ayant aussi trait au mariage.

La pétition porte que le mariage est la meilleure assise sur laquelle fonder une famille et élever des enfants, et que cette institution relève de la compétence exclusive du Parlement. Les pétitionnaires demandent au Parlement d'adopter une loi pour reconnaître, dans le droit fédéral, l'institution du mariage comme étant exclusivement l'union d'un homme et d'une femme.

M. Leon Benoit (Vegreville—Wainwright, PCC): Monsieur le Président, je prends la parole aujourd'hui pour présenter plusieurs pétitions ayant trait au mariage.

Les pétitionnaires demandent au Parlement de préserver la définition du mariage comme étant exclusivement l'union d'un homme et d'une femme, et ils lui demandent de faire tout ce qu'il peut pour inclure cette définition dans la loi et pour la protéger.

* * *

QUESTIONS AU FEUILLETON

L'hon. Raymond Simard (secrétaire parlementaire du leader adjoint du gouvernement à la Chambre des communes, ministre responsable des langues officielles et ministre responsable de la réforme démocratique, Lib.): Monsieur le Président, on répondra aujourd'hui à la question n° 130.

[Texte]

Question n° 130—Mme Carol Skelton:

En ce qui concerne les traitements phages, bactériophages et antibiotiques, quels sont, s'il y a lieu, les recherches menées, les programmes mis en œuvre ou le financement fourni par le gouvernement?

L'hon. Ujjal Dosanjh (ministre de la Santé, Lib.): Monsieur le Président, les Instituts de recherche en santé du Canada, IRSC, sont l'organisme du gouvernement du Canada chargé de financer la recherche en santé. À l'heure actuelle, ils ne financent pas de travaux sur les traitements phages ou bactériophages et l'antibiothérapie. Cependant, l'Institut des maladies infectieuses et immunitaires des IRSC a tenu, en mars 2005, un atelier où des experts des quatre coins du Canada ont discuté de solutions de rechange, face à l'augmentation de la résistance aux antibiotiques.

L'Agence de la santé publique effectue une recherche sur l'utilisation potentielle de la thérapie aux bactériophages pour contrôler les bactéries *E. coli* 0157:H7 et *Salmonella* dans le bétail, un réservoir animal naturel de ces micro-organismes pathogènes importants communiqués des animaux aux humains. L'ASPC a contribué pour 8 000\$ de fonds à cette recherche.

Initiatives ministérielles

La recherche et la surveillance de l'ASPC sont axées sur l'apparition et la propagation de la résistance aux antimicrobiens liée à leur utilisation chez les animaux et les humains. L'Agence collabore avec d'autres partenaires fédéraux et provinciaux pour coordonner, le Programme intégré canadien de surveillance de la résistance aux antimicrobiens, PICRA. L'ASPC contribue pour environ 1,27 million de dollars par année au fonctionnement de cette initiative. De plus amples informations sur le PICRA sont disponibles sur le site électronique de l'ASPC au http://www.phac-aspc.gc.ca/cipars-picra/index_f.html

L'Agence n'effectue pas de recherche sur le développement de thérapies aux antibiotiques. Cependant, l'Agence collabore avec ses partenaires fédéraux et certains organismes non gouvernementaux pour répondre à l'apparition de la résistance aux antibiotiques dans le milieu des soins de santé. L'Agence contribue à cette initiative pour une somme d'environ 450 000\$ par année, dont 300 000\$ vont au soutien d'un contrat de service avec le Comité canadien sur la résistance aux antibiotiques, CCRA.

L'Agence de la santé publique n'effectue pas de recherche sur le développement de thérapies aux antibiotiques. Le laboratoire de microbiologie de l'ASPC fournit son appui aux programmes existants de surveillance de la résistance aux antimicrobiens chez les infections nosocomiales, les agents entéro-pathogènes des humains et *Neisseria gonorrhoea*. Le laboratoire microbiologie de l'ASPC fournit également des services de référence pour les hôpitaux et les laboratoires provinciaux afin d'aider à l'enquête sur les éclosions de maladies. L'ASPC contribue environ pour 225 000\$ en fonds pour le fonctionnement annuel de ces initiatives.

Le gouvernement du Canada reconnaît également les nouvelles répercussions sur la santé liées à la surutilisation d'antimicrobiens en médecine et en médecine vétérinaire, et prend un certain nombre de mesures pour résoudre cet important problème de santé.

Des renseignements détaillés sur les activités de Santé Canada sur la résistance aux antimicrobiens sont disponibles sur le site web de la Direction des médicaments vétérinaires, DMV, à la Direction générale des produits de santé et des aliments, DGPSA, au: http://www.hc-sc.gc.ca/vetdrugs-medsvet/amr_policy_dev_f.html

* * *

[Traduction]

QUESTIONS TRANSFORMÉES EN ORDRES DE DÉPÔT DE DOCUMENTS

L'hon. Raymond Simard (secrétaire parlementaire du leader adjoint du gouvernement à la Chambre des communes, ministre responsable des langues officielles et ministre responsable de la réforme démocratique, Lib.): Monsieur le Président, si la question n° 128 pouvait être transformée en ordre de dépôt de document, ce document serait déposé immédiatement.

Le Président: Est-ce d'accord?

Des voix: D'accord.

[Texte]

Question n° 128—**M. Bill Casey:**

En ce qui concerne le transfert par le gouvernement du Canada à celui de la Nouvelle-Écosse de fonds destinés aux établissements d'enseignement postsecondaire, à combien s'élèvent exactement les sommes — réelles et prévues — transférées ou à transférer au gouvernement de la Nouvelle-Écosse pour chacun des exercices 2002-2003, 2003-2004, 2004-2005, 2005-2006 et 2006-2007 en vertu de chacune des formules suivantes: a) la formule de financement actuelle, selon laquelle les fonds sont répartis entre les provinces en fonction du pourcentage de la population canadienne (par habitant) que la population de chacune représente; b) une

formule de financement selon laquelle les fonds sont répartis entre les provinces en fonction du pourcentage du nombre d'étudiants inscrits dans les établissements d'enseignement postsecondaire du Canada (par étudiant) que représente le nombre d'étudiants inscrits dans les établissements d'enseignement postsecondaire de chacune; c) une formule de financement selon laquelle les fonds sont répartis entre les provinces en fonction du pourcentage du nombre d'étudiants équivalent plein temps inscrits dans les établissements d'enseignement postsecondaire du Canada (par étudiant équivalent plein temps) que représente le nombre d'étudiants équivalent plein temps inscrits dans les établissements d'enseignement postsecondaire de chacune?

(Le document est déposé)

[Traduction]

L'hon. Raymond Simard: Monsieur le Président, je demande que les autres questions demeurent au *Feuilleton*.

Le Président: Est-ce d'accord?

Des voix: D'accord.

INITIATIVES MINISTÉRIELLES

[Traduction]

LOI AUTORISANT LE MINISTRE DES FINANCES À FAIRE CERTAINS VERSEMENTS

La Chambre reprend l'étude de la motion: Que le projet de loi C-48, Loi autorisant le ministre des Finances à faire certains versements, soit lu pour la deuxième fois et renvoyé à un comité.

M. Jay Hill (Prince George—Peace River, PCC): Monsieur le Président, je voudrais remercier tous les députés qui ont voté pour m'entendre cet après-midi. Je les remercie vivement.

Les libéraux, du moins ceux qui ont daigné se présenter au travail aujourd'hui, ont rejeté ce matin ma motion qui appelait au respect des droits de tous les députés et de leurs électeurs par la tenue d'un vote, lundi, sur les deux projets de loi budgétaires, les projets de loi C-43 et C-48, dont nous sommes maintenant saisis, afin que tous les députés puissent voter au nom de leurs électeurs. De ce côté-ci, nous croyons que la motion est conforme à l'esprit de compromis des Canadiens.

De toute évidence, nous estimons, et l'avons dit sans équivoque, que le gouvernement est illégitime depuis mardi soir où, à notre avis, il a été défait sur une motion de défiance après avoir perdu un vote à la Chambre.

Comme nous l'avons vu aujourd'hui, de façon répétée, le leader du gouvernement à la Chambre voudrait mettre aux voix les projets de loi C-43 et C-48 quand cela fera l'affaire du premier ministre, quand il sera en ville et quand il pourra être présent. Nous disons que cela est inacceptable pour deux raisons.

Par conséquent nous souhaitons vivement, comme nous l'avons répété toute la journée, que ces votes se tiennent lundi, non jeudi de la semaine prochaine.

Les libéraux ont aussi rejeté la motion du chef de l'opposition officielle, le Parti conservateur du Canada, visant à diviser le projet de loi C-43 pour que nous puissions adopter le plus rapidement possible les parties du projet de loi C-43 qui concernent l'Accord atlantique afin de fournir aux habitants de Terre-Neuve-et-Labrador l'aide dont ils ont besoin.

Pour ces deux raisons, et probablement bien d'autres si je prenais le temps d'y penser, je propose:

Que la Chambre s'ajourne maintenant.

• (1240)

Le vice-président: Le vote porte sur la motion. Plaît-il à la Chambre de l'adopter?

Des voix: D'accord.

Des voix: Non.

Le vice-président: Que tous ceux qui sont pour la motion veuillent bien dire oui.

Des voix: Oui.

Le vice-président: Que tous ceux qui s'y opposent veuillent bien dire non.

Des voix: Non.

Le vice-président: À mon avis, les oui l'emportent.

Et plus de cinq députés s'étant levés:

Le vice-président: Convoquez les députés.

• (1320)

(La motion, mise aux voix, est adoptée par le vote suivant:)

(Vote n° 88)

POUR

Députés

Abbott	Ablonczy
Allison	Ambrose
Anders	Anderson (Cypress Hills—Grasslands)
André	Asselin
Bachand	Bellavance
Benoit	Bergeron
Bezan	Bigras
Blais	Boire
Bonsant	Bouchard
Boulianne	Bourgeois
Breitkreuz	Brown (Leeds—Grenville)
Brunelle	Cardin
Carrie	Carrier
Casey	Casson
Chong	Clavet
Cleary	Côté
Crête	Day
Demers	Deschamps
Desrochers	Devolin
Doyle	Duncan
Epp	Faille
Finley	Fitzpatrick
Fletcher	Gagnon (Québec)
Gagnon (Saint-Maurice—Champlain)	Gallant
Gaudet	Gauthier
Goldring	Goodyear
Gouk	Grewal (Newton—North Delta)
Grewal (Fleetwood—Port Kells)	Guay
Guergis	Guimond
Hanger	Harper
Harris	Harrison
Hearn	Hiebert
Hill	Hinton
Jaffër	Jean
Johnston	Kamp (Pitt Meadows—Maple Ridge—Mission)
Keddy (South Shore—St. Margaret's)	Kenney (Calgary Southeast)
Komarnicki	Kotto
Kramp (Prince Edward—Hastings)	Laframboise
Lalonde	Lapierre (Lévis—Bellechasse)
Lauzon	Lemay
Lessard	Lévesque

Loubier	Lukiwski
Lunn	Lunney
MacKay (Central Nova)	MacKenzie
Marceau	Mark
Ménard (Hochelega)	Ménard (Marc-Aurèle-Fortin)
Menzies	Merrifield
Miller	Mills
Moore (Port Moody—Westwood—Port Coquitlam)	
Moore (Fundy Royal)	
Nicholson	O'Connor
Obhrai	Oda
Paquette	Penson
Picard (Drummond)	Plamondon
Poilevie	Poirier-Rivard
Prentice	Preston
Rajotte	Reid
Reynolds	Richardson
Ritz	Roy
Sauvageau	Schellenberger
Schmidt (Kelowna—Lake Country)	Simard (Beauport—Limoilou)
Skelton	Smith (Kildonan—St. Paul)
Solberg	Sorenson
Stronach	Thibault (Rimouski-Neigette—Témiscouata—Les
Basques)	
Thompson (New Brunswick Southwest)	Thompson (Wild Rose)
Tilson	Trost
Tweed	Van Loan
Vellacott	Vincent
Warawa	Watson
Williams	Yelich — 138

Initiatives ministérielles

CONTRE

Députés

Anderson (Victoria)	Bakopanos
Barnes	Bélangier
Blondin-Andrew	Boivin
Boshcoff	Boudria
Bradshaw	Broadbent
Cannis	Carr
Carroll	Catterall
Chan	Cotler
Cullen (Etobicoke North)	D'Amours
DeVillers	Easter
Eyking	Fontana
Frulla	Godbout
Godfrey	Guarnieri
Holland	Ianno
Jennings	Marleau
Martin (Esquimalt—Juan de Fuca)	Martin (Winnipeg Centre)
Martin (Sault Ste. Marie)	McGuinity
McGuire	McKay (Scarborough—Guildwood)
Mitchell	Myers
Owen	Paradis
Powers	Proulx
Ratansi	Redman
Regan	Savage
Scarpaleggia	Scott
Simard (Saint Boniface)	Smith (Pontiac)
St. Denis	Thibault (West Nova)
Tonks	Valeri
Volpe	Wilfert
Wrzesnewskyj- — 57	

PAIRÉS

Aucun

Le vice-président: Je déclare la motion adoptée.

La Chambre s'ajourne donc jusqu'à lundi prochain, à 11 heures, conformément au paragraphe 24(1) du Règlement.

(La séance est levée à 13 h 21.)

ANNEXE

**LISTE ALPHABÉTIQUE DES MEMBRES AVEC LEUR
CIRCONSCRIPTION, PROVINCE DE LA CIRCONSCRIPTION
ET L’AFFILIATION POLITIQUE;
COMITÉS DE LA CHAMBRE,
LE COMITÉ DES PRÉSIDENTS,
MEMBRES DU MINISTÈRE ET LES SECRÉTAIRES PARLEMENTAIRES**

OCCUPANTS DU FAUTEUIL

Le Président

L'HON. PETER MILLIKEN

Le vice-président et président des comités pléniers

M. CHUCK STRAHL

Le vice-président des comités pléniers

M. MARCEL PROULX

La vice-présidente adjointe des comités pléniers

L'HON. JEAN AUGUSTINE

BUREAU DE RÉGIE INTERNE

L'HON. PETER MILLIKEN

L'HON. MAURIL BÉLANGER

MME LIBBY DAVIES

M. MICHEL GUIMOND

M. JAY HILL

L'HON. WALT LASTEWKA

L'HON. ROB NICHOLSON

L'HON. KAREN REDMAN

L'HON. TONY VALERI

LISTE ALPHABÉTIQUE DES DÉPUTÉS DE LA CHAMBRE DES COMMUNES

Première session, Trente-huitième Législature

Nom	Circonscription	Province de la circonscription	Affiliation politique
Abbott, Jim	Kootenay—Columbia	Colombie-Britannique	PCC
Ablonczy, Diane	Calgary—Nose Hill	Alberta	PCC
Adams, L'hon. Peter, secrétaire parlementaire de la ministre des Ressources humaines et du Développement des compétences	Peterborough	Ontario	Lib.
Alcock, L'hon. Reg, président du Conseil du Trésor et ministre responsable de la Commission canadienne du blé	Winnipeg-Sud	Manitoba	Lib.
Allison, Dean	Niagara-Ouest—Glanbrook	Ontario	PCC
Ambrose, Rona	Edmonton—Spruce Grove	Alberta	PCC
Anders, Rob	Calgary-Ouest	Alberta	PCC
Anderson, David	Cypress Hills—Grasslands	Saskatchewan	PCC
Anderson, L'hon. David	Victoria	Colombie-Britannique	Lib.
André, Guy	Berthier—Maskinongé	Québec	BQ
Angus, Charlie	Timmins—Baie James	Ontario	NPD
Asselin, Gérard	Manicouagan	Québec	BQ
Augustine, L'hon. Jean, vice-présidente adjointe des comités pléniers	Etobicoke—Lakeshore	Ontario	Lib.
Bachand, Claude	Saint-Jean	Québec	BQ
Bagnell, L'hon. Larry, secrétaire parlementaire du ministre des Ressources naturelles	Yukon	Yukon	Lib.
Bains, Navdeep	Mississauga—Brampton-Sud	Ontario	Lib.
Bakopanos, L'hon. Eleni, secrétaire parlementaire du ministre du Développement social (économie sociale)	Ahuntsic	Québec	Lib.
Barnes, L'hon. Sue, secrétaire parlementaire du ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien et interlocuteur fédéral auprès des Métis et des Indiens non inscrits	London-Ouest	Ontario	Lib.
Batters, Dave	Palliser	Saskatchewan	PCC
Beaumier, Colleen	Brampton-Ouest	Ontario	Lib.
Bélanger, L'hon. Mauril, leader adjoint du gouvernement à la Chambre des communes, ministre responsable des langues officielles, ministre responsable de la réforme démocratique et ministre associé de la Défense nationale	Ottawa—Vanier	Ontario	Lib.
Bell, Don	North Vancouver	Colombie-Britannique	Lib.
Bellavance, André	Richmond—Arthabaska	Québec	BQ
Bennett, L'hon. Carolyn, ministre d'État (Santé publique)	St. Paul's	Ontario	Lib.
Benoit, Leon	Vegreville—Wainwright	Alberta	PCC
Bergeron, Stéphane	Verchères—Les Patriotes	Québec	BQ
Bevilacqua, L'hon. Maurizio	Vaughan	Ontario	Lib.
Bezan, James	Selkirk—Interlake	Manitoba	PCC
Bigras, Bernard	Rosemont—La Petite-Patrie	Québec	BQ
Blaikie, L'hon. Bill	Elmwood—Transcona	Manitoba	NPD
Blais, Reynald	Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	Québec	BQ
Blondin-Andrew, L'hon. Ethel, ministre d'État (Nord canadien)	Western Arctic	Territoires du Nord-Ouest	Lib.
Boire, Alain	Beauharnois—Salaberry	Québec	BQ
Boivin, Françoise	Gatineau	Québec	Lib.
Bonin, Raymond	Nickel Belt	Ontario	Lib.
Bonsant, France	Compton—Stanstead	Québec	BQ
Boshcoff, Ken	Thunder Bay—Rainy River	Ontario	Lib.
Bouchard, Robert	Chicoutimi—Le Fjord	Québec	BQ
Boudria, L'hon. Don	Glengarry—Prescott—Russell	Ontario	Lib.

Nom	Circonscription	Province de la circonscription	Affiliation politique
Boulianne, Marc	Mégantic—L'Érable	Québec	BQ
Bourgeois, Diane	Terrebonne—Blainville	Québec	BQ
Bradshaw, L'hon. Claudette, ministre d'État (Développement des ressources humaines)	Moncton—Riverview—Dieppe	Nouveau-Brunswick	Lib.
Breitkreuz, Garry	Yorkton—Melville	Saskatchewan	PCC
Brison, L'hon. Scott, ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux	Kings—Hants	Nouvelle-Écosse	Lib.
Broadbent, L'hon. Ed	Ottawa-Centre	Ontario	NPD
Brown, Bonnie	Oakville	Ontario	Lib.
Brown, Gord	Leeds—Grenville	Ontario	PCC
Brunelle, Paule	Trois-Rivières	Québec	BQ
Bulte, L'hon. Sarmite, secrétaire parlementaire de la ministre du Patrimoine canadien	Parkdale—High Park	Ontario	Lib.
Byrne, L'hon. Gerry, secrétaire parlementaire de la ministre des Affaires intergouvernementales	Humber—St. Barbe—Baie Verte	Terre-Neuve-et-Labrador	Lib.
Cadman, Chuck	Surrey-Nord	Colombie-Britannique	Ind.
Cannis, John	Scarborough-Centre	Ontario	Lib.
Cardin, Serge	Sherbrooke	Québec	BQ
Carr, Gary	Halton	Ontario	Lib.
Carrie, Colin	Oshawa	Ontario	PCC
Carrier, Robert	Alfred-Pellan	Québec	BQ
Carroll, L'hon. Aileen, ministre de la Coopération internationale	Barrie	Ontario	Lib.
Casey, Bill	Cumberland—Colchester—Musquodoboit Valley	Nouvelle-Écosse	PCC
Casson, Rick	Lethbridge	Alberta	PCC
Catterall, Marlene	Ottawa-Ouest—Nepean	Ontario	Lib.
Chamberlain, L'hon. Brenda	Guelph	Ontario	Lib.
Chan, L'hon. Raymond, ministre d'État (Multiculturalisme)	Richmond	Colombie-Britannique	Lib.
Chatters, David	Westlock—St. Paul	Alberta	PCC
Chong, Michael	Wellington—Halton Hills	Ontario	PCC
Christopherson, David	Hamilton-Centre	Ontario	NPD
Clavet, Roger	Louis-Hébert	Québec	BQ
Cleary, Bernard	Louis-Saint-Laurent	Québec	BQ
Coderre, L'hon. Denis	Bourassa	Québec	Lib.
Comartin, Joe	Windsor—Tecumseh	Ontario	NPD
Comuzzi, L'hon. Joe, ministre d'État (Initiative fédérale du développement économique dans le Nord de l'Ontario)	Thunder Bay—Superior-Nord	Ontario	Lib.
Côté, Guy	Portneuf—Jacques-Cartier	Québec	BQ
Cotler, L'hon. Irwin, ministre de la Justice et procureur général du Canada	Mont-Royal	Québec	Lib.
Crête, Paul	Montmagny—L'Islet—Kamouraska—Rivière-du-Loup	Québec	BQ
Crowder, Jean	Nanaimo—Cowichan	Colombie-Britannique	NPD
Cullen, Nathan	Skeena—Bulkley Valley	Colombie-Britannique	NPD
Cullen, L'hon. Roy, secrétaire parlementaire de la ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile	Etobicoke-Nord	Ontario	Lib.
Cummins, John	Delta—Richmond-Est	Colombie-Britannique	PCC
Cuzner, Rodger	Cape Breton—Canso	Nouvelle-Écosse	Lib.
D'Amours, Jean-Claude	Madawaska—Restigouche	Nouveau-Brunswick	Lib.
Davies, Libby	Vancouver-Est	Colombie-Britannique	NPD
Day, Stockwell	Okanagan—Coquihalla	Colombie-Britannique	PCC
Demers, Nicole	Laval	Québec	BQ

Nom	Circonscription	Province de la circonscription	Affiliation politique
Deschamps, Johanne	Laurentides—Labelle	Québec	BQ
Desjarlais, Bev	Churchill	Manitoba	NPD
Desrochers, Odina	Lotbinière—Chutes-de-la-Chaudière	Québec	BQ
DeVillers, L'hon. Paul, secrétaire parlementaire du premier ministre	Simcoe-Nord	Ontario	Lib.
Devolin, Barry	Haliburton—Kawartha Lakes—Brock	Ontario	PCC
Dhalla, Ruby	Brampton—Springdale	Ontario	Lib.
Dion, L'hon. Stéphane, ministre de l'Environnement	Saint-Laurent—Cartierville	Québec	Lib.
Dosanjh, L'hon. Ujjal, ministre de la Santé	Vancouver-Sud	Colombie-Britannique	Lib.
Doyle, Norman	St. John's-Est	Terre-Neuve-et-Labrador	PCC
Drouin, L'hon. Claude, secrétaire parlementaire du premier ministre (collectivités rurales)	Beauce	Québec	Lib.
Dryden, L'hon. Ken, ministre du Développement social	York-Centre	Ontario	Lib.
Duceppe, Gilles	Laurier—Sainte-Marie	Québec	BQ
Duncan, John	Île de Vancouver-Nord	Colombie-Britannique	PCC
Easter, L'hon. Wayne, secrétaire parlementaire du ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire (développement rural)	Malpeque	Île-du-Prince-Édouard	Lib.
Efford, L'hon. R. John, ministre des Ressources naturelles	Avalon	Terre-Neuve-et-Labrador	Lib.
Emerson, L'hon. David, ministre de l'Industrie	Vancouver Kingsway	Colombie-Britannique	Lib.
Epp, Ken	Edmonton—Sherwood Park	Alberta	PCC
Eyking, L'hon. Mark, secrétaire parlementaire du ministre du Commerce international (marchés émergents)	Sydney—Victoria	Nouvelle-Écosse	Lib.
Faille, Meili	Vaudreuil-Soulanges	Québec	BQ
Finley, Diane	Haldimand—Norfolk	Ontario	PCC
Fitzpatrick, Brian	Prince Albert	Saskatchewan	PCC
Fletcher, Steven	Charleswood—St. James—Assiniboia	Manitoba	PCC
Folco, Raymonde	Laval—Les Îles	Québec	Lib.
Fontana, L'hon. Joe, ministre du Travail et du Logement	London-Centre-Nord	Ontario	Lib.
Forseth, Paul	New Westminster—Coquitlam	Colombie-Britannique	PCC
Frulla, L'hon. Liza, ministre du Patrimoine canadien et ministre responsable de la Condition féminine	Jeanne-Le Ber	Québec	Lib.
Fry, L'hon. Hedy, secrétaire parlementaire du ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration	Vancouver-Centre	Colombie-Britannique	Lib.
Gagnon, Christiane	Québec	Québec	BQ
Gagnon, Marcel	Saint-Maurice—Champlain	Québec	BQ
Gagnon, Sébastien	Jonquière—Alma	Québec	BQ
Gallant, Cheryl	Renfrew—Nipissing—Pembroke	Ontario	PCC
Galloway, L'hon. Roger	Sarnia—Lambton	Ontario	Lib.
Gaudet, Roger	Montcalm	Québec	BQ
Gauthier, Michel	Roberval—Lac-Saint-Jean	Québec	BQ
Godbout, Marc	Ottawa—Orléans	Ontario	Lib.
Godfrey, L'hon. John, ministre d'État (Infrastructure et Collectivités)	Don Valley-Ouest	Ontario	Lib.
Godin, Yvon	Acadie—Bathurst	Nouveau-Brunswick	NPD
Goldring, Peter	Edmonton-Est	Alberta	PCC
Goodale, L'hon. Ralph, ministre des Finances	Wascana	Saskatchewan	Lib.
Goodyear, Gary	Cambridge	Ontario	PCC
Gouk, Jim	Colombie-Britannique-Southern Interior	Colombie-Britannique	PCC
Graham, L'hon. Bill, ministre de la Défense nationale	Toronto-Centre	Ontario	Lib.
Grewal, Gurmant	Newton—Delta-Nord	Colombie-Britannique	PCC

Nom	Circonscription	Province de la circonscription	Affiliation politique
Grewal, Nina	Fleetwood—Port Kells	Colombie-Britannique	PCC
Guarnieri, L'hon. Albina, ministre des Anciens Combattants	Mississauga-Est—Cooksville	Ontario	Lib.
Guay, Monique	Rivière-du-Nord	Québec	BQ
Guergis, Helena	Simcoe—Grey	Ontario	PCC
Guimond, Michel	Montmorency—Charlevoix— Haute-Côte-Nord	Québec	BQ
Hanger, Art	Calgary-Nord-Est	Alberta	PCC
Harper, L'hon. Stephen	Calgary-Sud-Ouest	Alberta	PCC
Harris, Richard	Cariboo—Prince George	Colombie-Britannique	PCC
Harrison, Jeremy	Desnethé—Missinippi—Rivière Churchill	Saskatchewan	PCC
Hearn, Loyola	St. John's-Sud—Mount Pearl	Terre-Neuve-et-Labrador	PCC
Hiebert, Russ	Surrey-Sud—White Rock— Cloverdale	Colombie-Britannique	PCC
Hill, Jay	Prince George—Peace River	Colombie-Britannique	PCC
Hinton, Betty	Kamloops—Thompson— Cariboo	Colombie-Britannique	PCC
Holland, Mark	Ajax—Pickering	Ontario	Lib.
Hubbard, Charles	Miramichi	Nouveau-Brunswick	Lib.
Ianno, L'hon. Tony, ministre d'État (Famille et Aidants naturels)	Trinity—Spadina	Ontario	Lib.
Jaffer, Rahim	Edmonton—Strathcona	Alberta	PCC
Jean, Brian	Fort McMurray—Athabasca	Alberta	PCC
Jennings, L'hon. Marlene, secrétaire parlementaire du premier ministre (Canada—États-Unis)	Notre-Dame-de-Grâce— Lachine	Québec	Lib.
Johnston, Dale	Wetaskiwin	Alberta	PCC
Julian, Peter	Burnaby—New Westminster	Colombie-Britannique	NPD
Kadis, Susan	Thornhill	Ontario	Lib.
Kamp, Randy	Pitt Meadows—Maple Ridge— Mission	Colombie-Britannique	PCC
Karetak-Lindell, Nancy	Nunavut	Nunavut	Lib.
Karygiannis, L'hon. Jim, secrétaire parlementaire du ministre des Transports	Scarborough—Agincourt	Ontario	Lib.
Keddy, Gerald	South Shore—St. Margaret's	Nouvelle-Écosse	PCC
Kenney, Jason	Calgary-Sud-Est	Alberta	PCC
Khan, Wajid	Mississauga—Streetsville	Ontario	Lib.
Kilgour, L'hon. David	Edmonton—Mill Woods— Beaumont	Alberta	Ind.
Komarnicki, Ed	Souris—Moose Mountain	Saskatchewan	PCC
Kotto, Maka	Saint-Lambert	Québec	BQ
Kramp, Daryl	Prince Edward—Hastings	Ontario	PCC
Laframboise, Mario	Argenteuil—Papineau— Mirabel	Québec	BQ
Lalonde, Francine	La Pointe-de-l'Île	Québec	BQ
Lapierre, L'hon. Jean, ministre des Transports	Outremont	Québec	Lib.
Lapierre, Réal	Lévis—Bellechasse	Québec	BQ
Lastewka, L'hon. Walt, secrétaire parlementaire du ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux	St. Catharines	Ontario	Lib.
Lauzon, Guy	Stormont—Dundas—South Glengarry	Ontario	PCC
Lavallée, Carole	Saint-Bruno—Saint-Hubert	Québec	BQ
Layton, L'hon. Jack	Toronto—Danforth	Ontario	NPD
LeBlanc, L'hon. Dominic, secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes	Beauséjour	Nouveau-Brunswick	Lib.

Nom	Circonscription	Province de la circonscription	Affiliation politique
Lee, Derek	Scarborough—Rouge River	Ontario	Lib.
Lemay, Marc	Abitibi—Témiscamingue	Québec	BQ
Lessard, Yves	Chambly—Borduas	Québec	BQ
Lévesque, Yvon	Abitibi—Baie-James—Nunavik—Eeyou	Québec	BQ
Longfield, L'hon. Judi, secrétaire parlementaire du ministre du Travail et du Logement	Whitby—Oshawa	Ontario	Lib.
Loubier, Yvan	Saint-Hyacinthe—Bagot	Québec	BQ
Lukiwski, Tom	Regina—Lumsden—Lake Centre	Saskatchewan	PCC
Lunn, Gary	Saanich—Gulf Islands	Colombie-Britannique	PCC
Lunney, James	Nanaimo—Alberni	Colombie-Britannique	PCC
MacAulay, L'hon. Lawrence	Cardigan	Île-du-Prince-Édouard	Lib.
MacKay, Peter	Nova-Centre	Nouvelle-Écosse	PCC
MacKenzie, Dave	Oxford	Ontario	PCC
Macklin, L'hon. Paul Harold	Northumberland—Quinte West	Ontario	Lib.
Malhi, L'hon. Gurbax, secrétaire parlementaire de la ministre des Ressources humaines et du Développement des compétences	Bramalea—Gore—Malton	Ontario	Lib.
Maloney, John	Welland	Ontario	Lib.
Marceau, Richard	Charlesbourg—Haute-Saint-Charles	Québec	BQ
Mark, Inky	Dauphin—Swan River—Marquette	Manitoba	PCC
Marleau, L'hon. Diane, secrétaire parlementaire du président du Conseil du Trésor et ministre responsable de la Commission canadienne du blé	Sudbury	Ontario	Lib.
Martin, L'hon. Keith, secrétaire parlementaire du ministre de la Défense nationale	Esquimalt—Juan de Fuca	Colombie-Britannique	Lib.
Martin, Pat	Winnipeg—Centre	Manitoba	NPD
Martin, Le très hon. Paul, premier ministre	LaSalle—Émard	Québec	Lib.
Martin, Tony	Sault Ste. Marie	Ontario	NPD
Masse, Brian	Windsor-Ouest	Ontario	NPD
Matthews, Bill	Random—Burin—St. George's	Terre-Neuve-et-Labrador	Lib.
McCallum, L'hon. John, ministre du Revenu national	Markham—Unionville	Ontario	Lib.
McDonough, Alexa	Halifax	Nouvelle-Écosse	NPD
McGuinty, David	Ottawa-Sud	Ontario	Lib.
McGuire, L'hon. Joe, ministre de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique	Egmont	Île-du-Prince-Édouard	Lib.
McKay, L'hon. John, secrétaire parlementaire du ministre des Finances	Scarborough—Guildwood	Ontario	Lib.
McLellan, L'hon. Anne, vice-première ministre et ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile	Edmonton-Centre	Alberta	Lib.
McTeague, L'hon. Dan, secrétaire parlementaire du ministre des Affaires étrangères	Pickering—Scarborough-Est	Ontario	Lib.
Ménard, Réal	Hochelaga	Québec	BQ
Ménard, Serge	Marc-Aurèle-Fortin	Québec	BQ
Menzies, Ted	Macleod	Alberta	PCC
Merrifield, Rob	Yellowhead	Alberta	PCC
Miller, Larry	Bruce—Grey—Owen Sound	Ontario	PCC
Milliken, L'hon. Peter, Président	Kingston et les Îles	Ontario	Lib.
Mills, Bob	Red Deer	Alberta	PCC
Minna, L'hon. Maria	Beaches—East York	Ontario	Lib.

Nom	Circonscription	Province de la circonscription	Affiliation politique
Mitchell, L'hon. Andy, ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire	Parry Sound—Muskoka	Ontario	Lib.
Moore, James	Port Moody—Westwood—Port Coquitlam	Colombie-Britannique	PCC
Moore, Rob	Fundy Royal	Nouveau-Brunswick	PCC
Murphy, L'hon. Shawn	Charlottetown	Île-du-Prince-Édouard	Lib.
Myers, Lynn	Kitchener—Conestoga	Ontario	Lib.
Neville, Anita	Winnipeg-Centre-Sud	Manitoba	Lib.
Nicholson, L'hon. Rob	Niagara Falls	Ontario	PCC
O'Brien, Pat	London—Fanshawe	Ontario	Lib.
O'Connor, Gordon	Carleton—Mississippi Mills	Ontario	PCC
Obhrai, Deepak	Calgary-Est	Alberta	PCC
Oda, Bev	Durham	Ontario	PCC
Owen, L'hon. Stephen, ministre de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien et ministre d'État (Sport)	Vancouver Quadra	Colombie-Britannique	Lib.
Pacetti, Massimo	Saint-Léonard—Saint-Michel	Québec	Lib.
Pallister, Brian	Portage—Lisgar	Manitoba	PCC
Paquette, Pierre	Joliette	Québec	BQ
Paradis, L'hon. Denis	Brome—Missisquoi	Québec	Lib.
Parrish, Carolyn	Mississauga—Erindale	Ontario	Ind.
Patry, Bernard	Pierrefonds—Dollard	Québec	Lib.
Penson, Charlie	Peace River	Alberta	PCC
Perron, Gilles-A.	Rivière-des-Mille-Îles	Québec	BQ
Peterson, L'hon. Jim, ministre du Commerce international	Willowdale	Ontario	Lib.
Pettigrew, L'hon. Pierre, ministre des Affaires étrangères	Papineau	Québec	Lib.
Phinney, Beth	Hamilton Mountain	Ontario	Lib.
Picard, Pauline	Drummond	Québec	BQ
Pickard, L'hon. Jerry, secrétaire parlementaire du ministre de l'Industrie	Chatham-Kent—Essex	Ontario	Lib.
Plamondon, Louis	Bas-Richelieu—Nicolet—Bécancour	Québec	BQ
Poilievre, Pierre	Nepean—Carleton	Ontario	PCC
Poirier-Rivard, Denise	Châteauguay—Saint-Constant	Québec	BQ
Powers, Russ	Ancaster—Dundas—Flamborough—Westdale	Ontario	Lib.
Prentice, Jim	Calgary-Centre-Nord	Alberta	PCC
Preston, Joe	Elgin—Middlesex—London	Ontario	PCC
Proulx, Marcel, vice-président des comités pléniers	Hull—Aylmer	Québec	Lib.
Rajotte, James	Edmonton—Leduc	Alberta	PCC
Ratansi, Yasmin	Don Valley-Est	Ontario	Lib.
Redman, L'hon. Karen	Kitchener-Centre	Ontario	Lib.
Regan, L'hon. Geoff, ministre des Pêches et des Océans	Halifax-Ouest	Nouvelle-Écosse	Lib.
Reid, Scott	Lanark—Frontenac—Lennox and Addington	Ontario	PCC
Reynolds, John	West Vancouver—Sunshine Coast—Sea to Sky Country	Colombie-Britannique	PCC
Richardson, Lee	Calgary-Centre	Alberta	PCC
Ritz, Gerry	Battlefords—Lloydminster	Saskatchewan	PCC
Robillard, L'hon. Lucienne, présidente du Conseil privé de la Reine pour le Canada, ministre des Affaires intergouvernementales et ministre des Ressources humaines et du Développement des compétences	Westmount—Ville-Marie	Québec	Lib.
Rodriguez, Pablo	Honoré-Mercier	Québec	Lib.

Nom	Circonscription	Province de la circonscription	Affiliation politique
Rota, Anthony	Nipissing—Timiskaming	Ontario	Lib.
Roy, Jean-Yves	Haute-Gaspésie—La Mitis— Matane—Matapédia	Québec	BQ
Saada, L'hon. Jacques, ministre de l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec et ministre responsable de la Francophonie	Brossard—La Prairie	Québec	Lib.
Sauvageau, Benoît	Repentigny	Québec	BQ
Savage, Michael	Dartmouth—Cole Harbour	Nouvelle-Écosse	Lib.
Savoy, Andy	Tobique—Mactaquac	Nouveau-Brunswick	Lib.
Scarpaleggia, Francis	Lac-Saint-Louis	Québec	Lib.
Scheer, Andrew	Regina—Qu'Appelle	Saskatchewan	PCC
Schellenberger, Gary	Perth—Wellington	Ontario	PCC
Schmidt, Werner	Kelowna—Lake Country	Colombie-Britannique	PCC
Scott, L'hon. Andy, ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien et interlocuteur fédéral auprès des Métis et des Indiens non inscrits	Fredericton	Nouveau-Brunswick	Lib.
Sgro, L'hon. Judy	York-Ouest	Ontario	Lib.
Siksay, Bill	Burnaby—Douglas	Colombie-Britannique	NPD
Silva, Mario	Davenport	Ontario	Lib.
Simard, Christian	Beauport—Limoilou	Québec	BQ
Simard, L'hon. Raymond, secrétaire parlementaire du leader adjoint du gouvernement à la Chambre des communes, ministre responsable des langues officielles et ministre responsable de la réforme démocratique	Saint Boniface	Manitoba	Lib.
Simms, Scott	Bonavista—Gander—Grand Falls—Windsor	Terre-Neuve-et-Labrador	Lib.
Skelton, Carol	Saskatoon—Rosetown—Biggar	Saskatchewan	PCC
Smith, David	Pontiac	Québec	Lib.
Smith, Joy	Kildonan—St. Paul	Manitoba	PCC
Solberg, Monte	Medicine Hat	Alberta	PCC
Sorenson, Kevin	Crowfoot	Alberta	PCC
St-Hilaire, Caroline	Longueuil—Pierre-Boucher	Québec	BQ
St. Amand, Lloyd	Brant	Ontario	Lib.
St. Denis, Brent	Algoma—Manitoulin— Kapusking	Ontario	Lib.
Steckle, Paul	Huron—Bruce	Ontario	Lib.
Stinson, Darrel	Okanagan—Shuswap	Colombie-Britannique	PCC
Stoffer, Peter	Sackville—Eastern Shore	Nouvelle-Écosse	NPD
Strahl, Chuck, Vice-président et président des comités pléniers	Chilliwack—Fraser Canyon	Colombie-Britannique	PCC
Stronach, Belinda	Newmarket—Aurora	Ontario	PCC
Szabo, Paul	Mississauga-Sud	Ontario	Lib.
Telegdi, L'hon. Andrew	Kitchener—Waterloo	Ontario	Lib.
Temelkovski, Lui	Oak Ridges—Markham	Ontario	Lib.
Thibault, Louise	Rimouski-Neigette— Témiscouata—Les Basques	Québec	BQ
Thibault, L'hon. Robert, secrétaire parlementaire du ministre de la Santé	Nova-Ouest	Nouvelle-Écosse	Lib.
Thompson, Greg	Nouveau-Brunswick-Sud-Ouest	Nouveau-Brunswick	PCC
Thompson, Myron	Wild Rose	Alberta	PCC
Tilson, David	Dufferin—Caledon	Ontario	PCC
Toews, Vic	Provencher	Manitoba	PCC
Tonks, Alan	York-Sud—Weston	Ontario	Lib.

Nom	Circonscription	Province de la circonscription	Affiliation politique
Torsney, L'hon. Paddy, secrétaire parlementaire de la Coopération internationale	Burlington	Ontario	Lib.
Trost, Bradley	Saskatoon—Humboldt	Saskatchewan	PCC
Tweed, Merv	Brandon—Souris	Manitoba	PCC
Ur, Rose-Marie	Lambton—Kent—Middlesex	Ontario	Lib.
Valeri, L'hon. Tony, leader du gouvernement à la Chambre des communes	Hamilton-Est—Stoney Creek	Ontario	Lib.
Valley, Roger	Kenora	Ontario	Lib.
Van Loan, Peter	York—Simcoe	Ontario	PCC
Vellacott, Maurice	Saskatoon—Wanuskewin	Saskatchewan	PCC
Vincent, Robert	Shefford	Québec	BQ
Volpe, L'hon. Joseph, ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration	Eglinton—Lawrence	Ontario	Lib.
Wappel, Tom	Scarborough-Sud-Ouest	Ontario	Lib.
Warawa, Mark	Langley	Colombie-Britannique	PCC
Wasylycia-Leis, Judy	Winnipeg-Nord	Manitoba	NPD
Watson, Jeff	Essex	Ontario	PCC
White, Randy	Abbotsford	Colombie-Britannique	PCC
Wilfert, L'hon. Bryon, secrétaire parlementaire du ministre de l'Environnement	Richmond Hill	Ontario	Lib.
Williams, John	Edmonton—St. Albert	Alberta	PCC
Wrzesnewskyj, Borys	Etobicoke-Centre	Ontario	Lib.
Yelich, Lynne	Blackstrap	Saskatchewan	PCC
Zed, Paul	Saint John	Nouveau-Brunswick	Lib.

LISTE ALPHABÉTIQUE DES DÉPUTÉS DE LA CHAMBRE DES COMMUNES PAR PROVINCE

Première session, Trente-huitième Législature

Nom	Circonscription	Affiliation politique
ALBERTA (28)		
Ablonczy, Diane	Calgary—Nose Hill	PCC
Ambrose, Rona	Edmonton—Spruce Grove	PCC
Anders, Rob	Calgary-Ouest	PCC
Benoit, Leon	Vegreville—Wainwright	PCC
Casson, Rick	Lethbridge	PCC
Chatters, David	Westlock—St. Paul	PCC
Epp, Ken	Edmonton—Sherwood Park	PCC
Goldring, Peter	Edmonton-Est	PCC
Hanger, Art	Calgary-Nord-Est	PCC
Harper, L'hon. Stephen	Calgary-Sud-Ouest	PCC
Jaffer, Rahim	Edmonton—Strathcona	PCC
Jean, Brian	Fort McMurray—Athabasca	PCC
Johnston, Dale	Wetaskiwin	PCC
Kenney, Jason	Calgary-Sud-Est	PCC
Kilgour, L'hon. David	Edmonton—Mill Woods—Beaumont	Ind.
McLellan, L'hon. Anne, vice-première ministre et ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile	Edmonton-Centre	Lib.
Menzies, Ted	Macleod	PCC
Merrifield, Rob	Yellowhead	PCC
Mills, Bob	Red Deer	PCC
Obhrai, Deepak	Calgary-Est	PCC
Penson, Charlie	Peace River	PCC
Prentice, Jim	Calgary-Centre-Nord	PCC
Rajotte, James	Edmonton—Leduc	PCC
Richardson, Lee	Calgary-Centre	PCC
Solberg, Monte	Medicine Hat	PCC
Sorenson, Kevin	Crowfoot	PCC
Thompson, Myron	Wild Rose	PCC
Williams, John	Edmonton—St. Albert	PCC
COLOMBIE-BRITANNIQUE (36)		
Abbott, Jim	Kootenay—Columbia	PCC
Anderson, L'hon. David	Victoria	Lib.
Bell, Don	North Vancouver	Lib.
Cadman, Chuck	Surrey-Nord	Ind.
Chan, L'hon. Raymond, ministre d'État (Multiculturalisme)	Richmond	Lib.
Crowder, Jean	Nanaimo—Cowichan	NPD
Cullen, Nathan	Skeena—Bulkley Valley	NPD
Cummins, John	Delta—Richmond-Est	PCC
Davies, Libby	Vancouver-Est	NPD
Day, Stockwell	Okanagan—Coquihalla	PCC
Dosanjh, L'hon. Ujjal, ministre de la Santé	Vancouver-Sud	Lib.
Duncan, John	Île de Vancouver-Nord	PCC
Emerson, L'hon. David, ministre de l'Industrie	Vancouver Kingsway	Lib.
Forseth, Paul	New Westminster—Coquitlam	PCC

Nom	Circonscription	Affiliation politique
Fry, L'hon. Hedy, secrétaire parlementaire du ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration	Vancouver-Centre	Lib.
Gouk, Jim	Colombie-Britannique-Southern Interior	PCC
Grewal, Gurmant	Newton—Delta-Nord	PCC
Grewal, Nina	Fleetwood—Port Kells	PCC
Harris, Richard	Cariboo—Prince George	PCC
Hiebert, Russ	Surrey-Sud—White Rock—Cloverdale	PCC
Hill, Jay	Prince George—Peace River	PCC
Hinton, Betty	Kamloops—Thompson—Cariboo	PCC
Julian, Peter	Burnaby—New Westminster	NPD
Kamp, Randy	Pitt Meadows—Maple Ridge—Mission	PCC
Lunn, Gary	Saanich—Gulf Islands	PCC
Lunney, James	Nanaimo—Alberni	PCC
Martin, L'hon. Keith, secrétaire parlementaire du ministre de la Défense nationale ..	Esquimalt—Juan de Fuca	Lib.
Moore, James	Port Moody—Westwood—Port Coquitlam	PCC
Owen, L'hon. Stephen, ministre de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien et ministre d'État (Sport)	Vancouver Quadra	Lib.
Reynolds, John	West Vancouver—Sunshine Coast—Sea to Sky Country	PCC
Schmidt, Werner	Kelowna—Lake Country	PCC
Siksay, Bill	Burnaby—Douglas	NPD
Stinson, Darrel	Okanagan—Shuswap	PCC
Strahl, Chuck, Vice-président et président des comités pléniers	Chilliwack—Fraser Canyon	PCC
Warawa, Mark	Langley	PCC
White, Randy	Abbotsford	PCC
ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD (4)		
Easter, L'hon. Wayne, secrétaire parlementaire du ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire (développement rural)	Malpeque	Lib.
MacAulay, L'hon. Lawrence	Cardigan	Lib.
McGuire, L'hon. Joe, ministre de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique	Egmont	Lib.
Murphy, L'hon. Shawn	Charlottetown	Lib.
MANITOBA (14)		
Alcock, L'hon. Reg, président du Conseil du Trésor et ministre responsable de la Commission canadienne du blé	Winnipeg-Sud	Lib.
Bezan, James	Selkirk—Interlake	PCC
Blaikie, L'hon. Bill	Elmwood—Transcona	NPD
Desjarlais, Bev	Churchill	NPD
Fletcher, Steven	Charleswood—St. James—Assiniboia	PCC
Mark, Inky	Dauphin—Swan River—Marquette	PCC
Martin, Pat	Winnipeg-Centre	NPD
Neville, Anita	Winnipeg-Centre-Sud	Lib.
Pallister, Brian	Portage—Lisgar	PCC
Simard, L'hon. Raymond, secrétaire parlementaire du leader adjoint du gouvernement à la Chambre des communes, ministre responsable des langues officielles et ministre responsable de la réforme démocratique	Saint Boniface	Lib.
Smith, Joy	Kildonan—St. Paul	PCC
Toews, Vic	Provencher	PCC
Tweed, Merv	Brandon—Souris	PCC

Nom	Circonscription	Affiliation politique
Wasylycia-Leis, Judy	Winnipeg-Nord	NPD
NOUVEAU-BRUNSWICK (10)		
Bradshaw, L'hon. Claudette, ministre d'État (Développement des ressources humaines)	Moncton—Riverview—Dieppe	Lib.
D'Amours, Jean-Claude	Madawaska—Restigouche	Lib.
Godin, Yvon	Acadie—Bathurst	NPD
Hubbard, Charles	Miramichi	Lib.
LeBlanc, L'hon. Dominic, secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes	Beauséjour	Lib.
Moore, Rob	Fundy Royal	PCC
Savoy, Andy	Tobique—Mactaquac	Lib.
Scott, L'hon. Andy, ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien et interlocuteur fédéral auprès des Métis et des Indiens non inscrits	Fredericton	Lib.
Thompson, Greg	Nouveau-Brunswick-Sud-Ouest	PCC
Zed, Paul	Saint John	Lib.
NOUVELLE-ÉCOSSE (11)		
Brison, L'hon. Scott, ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux	Kings—Hants	Lib.
Casey, Bill	Cumberland—Colchester— Musquodoboit Valley	PCC
Cuzner, Rodger	Cape Breton—Canso	Lib.
Eyking, L'hon. Mark, secrétaire parlementaire du ministre du Commerce international (marchés émergents)	Sydney—Victoria	Lib.
Keddy, Gerald	South Shore—St. Margaret's	PCC
MacKay, Peter	Nova-Centre	PCC
McDonough, Alexa	Halifax	NPD
Regan, L'hon. Geoff, ministre des Pêches et des Océans	Halifax-Ouest	Lib.
Savage, Michael	Dartmouth—Cole Harbour	Lib.
Stoffer, Peter	Sackville—Eastern Shore	NPD
Thibault, L'hon. Robert, secrétaire parlementaire du ministre de la Santé	Nova-Ouest	Lib.
NUNAVUT (1)		
Karetak-Lindell, Nancy	Nunavut	Lib.
ONTARIO (106)		
Adams, L'hon. Peter, secrétaire parlementaire de la ministre des Ressources humaines et du Développement des compétences	Peterborough	Lib.
Allison, Dean	Niagara-Ouest—Glanbrook	PCC
Angus, Charlie	Timmins—Baie James	NPD
Augustine, L'hon. Jean, vice-présidente adjointe des comités pléniers	Etobicoke—Lakeshore	Lib.
Bains, Navdeep	Mississauga—Brampton-Sud	Lib.
Barnes, L'hon. Sue, secrétaire parlementaire du ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien et interlocuteur fédéral auprès des Métis et des Indiens non inscrits	London-Ouest	Lib.
Beaumier, Colleen	Brampton-Ouest	Lib.
Bélanger, L'hon. Mauril, leader adjoint du gouvernement à la Chambre des communes, ministre responsable des langues officielles, ministre responsable de la réforme démocratique et ministre associé de la Défense nationale	Ottawa—Vanier	Lib.
Bennett, L'hon. Carolyn, ministre d'État (Santé publique)	St. Paul's	Lib.
Bevilacqua, L'hon. Maurizio	Vaughan	Lib.
Bonin, Raymond	Nickel Belt	Lib.
Boshcoff, Ken	Thunder Bay—Rainy River	Lib.

Nom	Circonscription	Affiliation politique
Boudria, L'hon. Don	Glengarry—Prescott—Russell	Lib.
Broadbent, L'hon. Ed	Ottawa-Centre	NPD
Brown, Bonnie	Oakville	Lib.
Brown, Gord	Leeds—Grenville	PCC
Bulte, L'hon. Sarmite, secrétaire parlementaire de la ministre du Patrimoine canadien	Parkdale—High Park	Lib.
Cannis, John	Scarborough-Centre	Lib.
Carr, Gary	Halton	Lib.
Carrie, Colin	Oshawa	PCC
Carroll, L'hon. Aileen, ministre de la Coopération internationale	Barrie	Lib.
Catterall, Marlene	Ottawa-Ouest—Nepean	Lib.
Chamberlain, L'hon. Brenda	Guelph	Lib.
Chong, Michael	Wellington—Halton Hills	PCC
Christopherson, David	Hamilton-Centre	NPD
Comartin, Joe	Windsor—Tecumseh	NPD
Comuzzi, L'hon. Joe, ministre d'État (Initiative fédérale du développement économique dans le Nord de l'Ontario)	Thunder Bay—Superior-Nord	Lib.
Cullen, L'hon. Roy, secrétaire parlementaire de la ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile	Etobicoke-Nord	Lib.
DeVillers, L'hon. Paul, secrétaire parlementaire du premier ministre	Simcoe-Nord	Lib.
Devolin, Barry	Haliburton—Kawartha Lakes—Brock	PCC
Dhalla, Ruby	Brampton—Springdale	Lib.
Dryden, L'hon. Ken, ministre du Développement social	York-Centre	Lib.
Finley, Diane	Haldimand—Norfolk	PCC
Fontana, L'hon. Joe, ministre du Travail et du Logement	London-Centre-Nord	Lib.
Gallant, Cheryl	Renfrew—Nipissing—Pembroke	PCC
Galloway, L'hon. Roger	Sarnia—Lambton	Lib.
Godbout, Marc	Ottawa—Orléans	Lib.
Godfrey, L'hon. John, ministre d'État (Infrastructure et Collectivités)	Don Valley-Ouest	Lib.
Goodyear, Gary	Cambridge	PCC
Graham, L'hon. Bill, ministre de la Défense nationale	Toronto-Centre	Lib.
Guarnieri, L'hon. Albina, ministre des Anciens Combattants	Mississauga-Est—Cooksville	Lib.
Guergis, Helena	Simcoe—Grey	PCC
Holland, Mark	Ajax—Pickering	Lib.
Ianno, L'hon. Tony, ministre d'État (Famille et Aidants naturels)	Trinity—Spadina	Lib.
Kadis, Susan	Thornhill	Lib.
Karygiannis, L'hon. Jim, secrétaire parlementaire du ministre des Transports	Scarborough—Agincourt	Lib.
Khan, Wajid	Mississauga—Streetsville	Lib.
Kramp, Daryl	Prince Edward—Hastings	PCC
Lastewka, L'hon. Walt, secrétaire parlementaire du ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux	St. Catharines	Lib.
Lauzon, Guy	Stormont—Dundas—South Glengarry	PCC
Layton, L'hon. Jack	Toronto—Danforth	NPD
Lee, Derek	Scarborough—Rouge River	Lib.
Longfield, L'hon. Judi, secrétaire parlementaire du ministre du Travail et du Logement	Whitby—Oshawa	Lib.
MacKenzie, Dave	Oxford	PCC
Macklin, L'hon. Paul Harold	Northumberland—Quinte West	Lib.
Malhi, L'hon. Gurbax, secrétaire parlementaire de la ministre des Ressources humaines et du Développement des compétences	Bramalea—Gore—Malton	Lib.
Maloney, John	Welland	Lib.
Marleau, L'hon. Diane, secrétaire parlementaire du président du Conseil du Trésor et ministre responsable de la Commission canadienne du blé	Sudbury	Lib.
Martin, Tony	Sault Ste. Marie	NPD

Nom	Circonscription	Affiliation politique
Masse, Brian	Windsor-Ouest	NPD
McCallum, L'hon. John, ministre du Revenu national	Markham—Unionville	Lib.
McGuinty, David	Ottawa-Sud	Lib.
McKay, L'hon. John, secrétaire parlementaire du ministre des Finances	Scarborough—Guildwood	Lib.
McTeague, L'hon. Dan, secrétaire parlementaire du ministre des Affaires étrangères	Pickering—Scarborough-Est	Lib.
Miller, Larry	Bruce—Grey—Owen Sound	PCC
Milliken, L'hon. Peter, Président	Kingston et les Îles	Lib.
Minna, L'hon. Maria	Beaches—East York	Lib.
Mitchell, L'hon. Andy, ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire	Parry Sound—Muskoka	Lib.
Myers, Lynn	Kitchener—Conestoga	Lib.
Nicholson, L'hon. Rob	Niagara Falls	PCC
O'Brien, Pat	London—Fanshawe	Lib.
O'Connor, Gordon	Carleton—Mississippi Mills	PCC
Oda, Bev	Durham	PCC
Parrish, Carolyn	Mississauga—Erindale	Ind.
Peterson, L'hon. Jim, ministre du Commerce international	Willowdale	Lib.
Phinney, Beth	Hamilton Mountain	Lib.
Pickard, L'hon. Jerry, secrétaire parlementaire du ministre de l'Industrie	Chatham-Kent—Essex	Lib.
Poillievre, Pierre	Nepean—Carleton	PCC
Powers, Russ	Ancaster—Dundas—Flamborough— Westdale	Lib.
Preston, Joe	Elgin—Middlesex—London	PCC
Ratansi, Yasmin	Don Valley-Est	Lib.
Redman, L'hon. Karen	Kitchener-Centre	Lib.
Reid, Scott	Lanark—Frontenac—Lennox and Addington	PCC
Rota, Anthony	Nipissing—Timiskaming	Lib.
Schellenberger, Gary	Perth—Wellington	PCC
Sgro, L'hon. Judy	York-Ouest	Lib.
Silva, Mario	Davenport	Lib.
St. Amand, Lloyd	Brant	Lib.
St. Denis, Brent	Algoma—Manitoulin—Kapuskasing	Lib.
Steckle, Paul	Huron—Bruce	Lib.
Stronach, Belinda	Newmarket—Aurora	PCC
Szabo, Paul	Mississauga-Sud	Lib.
Telegdi, L'hon. Andrew	Kitchener—Waterloo	Lib.
Temelkovski, Lui	Oak Ridges—Markham	Lib.
Tilson, David	Dufferin—Caledon	PCC
Tonks, Alan	York-Sud—Weston	Lib.
Torsney, L'hon. Paddy, secrétaire parlementaire de la ministre de la Coopération internationale	Burlington	Lib.
Ur, Rose-Marie	Lambton—Kent—Middlesex	Lib.
Valeri, L'hon. Tony, leader du gouvernement à la Chambre des communes	Hamilton-Est—Stoney Creek	Lib.
Valley, Roger	Kenora	Lib.
Van Loan, Peter	York—Simcoe	PCC
Volpe, L'hon. Joseph, ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration	Eglinton—Lawrence	Lib.
Wappel, Tom	Scarborough-Sud-Ouest	Lib.
Watson, Jeff	Essex	PCC
Wilfert, L'hon. Bryon, secrétaire parlementaire du ministre de l'Environnement	Richmond Hill	Lib.
Wrzesnewskyj, Borys	Etobicoke-Centre	Lib.

Nom	Circonscription	Affiliation politique
QUÉBEC (75)		
André, Guy.....	Berthier—Maskinongé.....	BQ
Asselin, Gérard.....	Manicouagan.....	BQ
Bachand, Claude.....	Saint-Jean.....	BQ
Bakopanos, L'hon. Eleni, secrétaire parlementaire du ministre du Développement social (économie sociale).....	Ahuntsic.....	Lib.
Bellavance, André.....	Richmond—Arthabaska.....	BQ
Bergeron, Stéphane.....	Verchères—Les Patriotes.....	BQ
Bigras, Bernard.....	Rosemont—La Petite-Patrie.....	BQ
Blais, Raynald.....	Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine.....	BQ
Boire, Alain.....	Beauharnois—Salaberry.....	BQ
Boivin, Françoise.....	Gatineau.....	Lib.
Bonsant, France.....	Compton—Stanstead.....	BQ
Bouchard, Robert.....	Chicoutimi—Le Fjord.....	BQ
Boulianne, Marc.....	Mégantic—L'Érable.....	BQ
Bourgeois, Diane.....	Terrebonne—Blainville.....	BQ
Brunelle, Paule.....	Trois-Rivières.....	BQ
Cardin, Serge.....	Sherbrooke.....	BQ
Carrier, Robert.....	Alfred-Pellan.....	BQ
Clavet, Roger.....	Louis-Hébert.....	BQ
Cleary, Bernard.....	Louis-Saint-Laurent.....	BQ
Coderre, L'hon. Denis.....	Bourassa.....	Lib.
Côté, Guy.....	Portneuf—Jacques-Cartier.....	BQ
Cotler, L'hon. Irwin, ministre de la Justice et procureur général du Canada.....	Mont-Royal.....	Lib.
Crête, Paul.....	Montmagny—L'Islet—Kamouraska— Rivière-du-Loup.....	BQ
Demers, Nicole.....	Laval.....	BQ
Deschamps, Johanne.....	Laurentides—Labelle.....	BQ
Desrochers, Odina.....	Lotbinière—Chutes-de-la-Chaudière.....	BQ
Dion, L'hon. Stéphane, ministre de l'Environnement.....	Saint-Laurent—Cartierville.....	Lib.
Drouin, L'hon. Claude, secrétaire parlementaire du premier ministre (collectivités rurales).....	Beauce.....	Lib.
Duceppe, Gilles.....	Laurier—Sainte-Marie.....	BQ
Faille, Meili.....	Vaudreuil-Soulanges.....	BQ
Folco, Raymonde.....	Laval—Les Îles.....	Lib.
Frulla, L'hon. Liza, ministre du Patrimoine canadien et ministre responsable de la Condition féminine.....	Jeanne-Le Ber.....	Lib.
Gagnon, Christiane.....	Québec.....	BQ
Gagnon, Marcel.....	Saint-Maurice—Champlain.....	BQ
Gagnon, Sébastien.....	Jonquière—Alma.....	BQ
Gaudet, Roger.....	Montcalm.....	BQ
Gauthier, Michel.....	Roberval—Lac-Saint-Jean.....	BQ
Guay, Monique.....	Rivière-du-Nord.....	BQ
Guimond, Michel.....	Montmorency—Charlevoix—Haute- Côte-Nord.....	BQ
Jennings, L'hon. Marlene, secrétaire parlementaire du premier ministre (Canada—États-Unis).....	Notre-Dame-de-Grâce—Lachine.....	Lib.
Kotto, Maka.....	Saint-Lambert.....	BQ
Laframboise, Mario.....	Argenteuil—Papineau—Mirabel.....	BQ
Lalonde, Francine.....	La Pointe-de-l'Île.....	BQ
Lapierre, L'hon. Jean, ministre des Transports.....	Outremont.....	Lib.

Nom	Circonscription	Affiliation politique
Lapierre, Réal	Lévis—Bellechasse	BQ
Lavallée, Carole	Saint-Bruno—Saint-Hubert	BQ
Lemay, Marc	Abitibi—Témiscamingue	BQ
Lessard, Yves	Chambly—Borduas	BQ
Lévesque, Yvon	Abitibi—Baie-James—Nunavik—Eeyou	BQ
Loubier, Yvan	Saint-Hyacinthe—Bagot	BQ
Marceau, Richard	Charlesbourg—Haute-Saint-Charles	BQ
Martin, Le très hon. Paul, premier ministre	LaSalle—Émard	Lib.
Ménard, Réal	Hochelaga	BQ
Ménard, Serge	Marc-Aurèle-Fortin	BQ
Pacetti, Massimo	Saint-Léonard—Saint-Michel	Lib.
Paquette, Pierre	Joliette	BQ
Paradis, L'hon. Denis	Brome—Missisquoi	Lib.
Patry, Bernard	Pierrefonds—Dollard	Lib.
Perron, Gilles-A.	Rivière-des-Mille-Îles	BQ
Pettigrew, L'hon. Pierre, ministre des Affaires étrangères	Papineau	Lib.
Picard, Pauline	Drummond	BQ
Plamondon, Louis	Bas-Richelieu—Nicolet—Bécancour	BQ
Poirier-Rivard, Denise	Châteauguay—Saint-Constant	BQ
Proulx, Marcel, vice-président des comités pléniers	Hull—Aylmer	Lib.
Robillard, L'hon. Lucienne, présidente du Conseil privé de la Reine pour le Canada, ministre des Affaires intergouvernementales et ministre des Ressources humaines et du Développement des compétences	Westmount—Ville-Marie	Lib.
Rodriguez, Pablo	Honoré-Mercier	Lib.
Roy, Jean-Yves	Haute-Gaspésie—La Mitis—Matane—Matapédia	BQ
Saada, L'hon. Jacques, ministre de l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec et ministre responsable de la Francophonie...	Brossard—La Prairie	Lib.
Sauvageau, Benoît	Repentigny	BQ
Scarpaleggia, Francis	Lac-Saint-Louis	Lib.
Simard, Christian	Beauport—Limoilou	BQ
Smith, David	Pontiac	Lib.
St-Hilaire, Caroline	Longueuil—Pierre-Boucher	BQ
Thibault, Louise	Rimouski-Neigette—Témiscouata—Les Basques	BQ
Vincent, Robert	Shefford	BQ

SASKATCHEWAN (14)

Anderson, David	Cypress Hills—Grasslands	PCC
Batters, Dave	Palliser	PCC
Breitkreuz, Garry	Yorkton—Melville	PCC
Fitzpatrick, Brian	Prince Albert	PCC
Goodale, L'hon. Ralph, ministre des Finances	Wascana	Lib.
Harrison, Jeremy	Desnethé—Missinippi—Rivière Churchill	PCC
Komarnicki, Ed	Souris—Moose Mountain	PCC
Lukiwski, Tom	Regina—Lumsden—Lake Centre	PCC
Ritz, Gerry	Battlefords—Lloydminster	PCC
Scheer, Andrew	Regina—Qu'Appelle	PCC
Skelton, Carol	Saskatoon—Rosetown—Biggar	PCC
Trost, Bradley	Saskatoon—Humboldt	PCC
Vellacott, Maurice	Saskatoon—Wanuskewin	PCC

Nom	Circonscription	Affiliation politique
Yelich, Lynne	Blackstrap	PCC
TERRE-NEUVE-ET-LABRADOR (6)		
Byrne, L'hon. Gerry, secrétaire parlementaire de la ministre des Affaires intergouvernementales	Humber—St. Barbe—Baie Verte	Lib.
Doyle, Norman	St. John's-Est	PCC
Efford, L'hon. R. John, ministre des Ressources naturelles	Avalon	Lib.
Hearn, Loyola.....	St. John's-Sud—Mount Pearl.....	PCC
Matthews, Bill	Random—Burin—St. George's	Lib.
Simms, Scott	Bonavista—Gander—Grand Falls—Windsor	Lib.
TERRITOIRES DU NORD-OUEST (1)		
Blondin-Andrew, L'hon. Ethel, ministre d'État (Nord canadien)	Western Arctic	Lib.
YUKON (1)		
Bagnell, L'hon. Larry, secrétaire parlementaire du ministre des Ressources naturelles Yukon		Lib.

LISTE DES COMITÉS PERMANENTS ET DES SOUS-COMITÉS

(Au 13 mai 2005 — 1^{re} Session, 38^e Législature)

ACCÈS À L'INFORMATION, PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS ET ÉTHIQUE

Président: David Chatters

Vice-présidents: Ed Broadbent
Derek Lee

Navdeep Bains
Marc Boulianne
Ken Epp

Russ Hiebert
Marlene Jennings

Mario Laframboise
Russ Powers

David Tilson
Paul Zed

(12)

Membres associés

Jim Abbott
Diane Ablonczy
Dean Allison
Rona Ambrose
Rob Anders
David Anderson
Dave Batters
Leon Benoit
James Bezan
Garry Breitkreuz
Gord Brown
Colin Carrie
Bill Casey
Rick Casson
Michael Chong
Joe Comartin
Paul Crête
John Cummins
Stockwell Day
Barry Devolin
Norman Doyle
John Duncan
Diane Finley
Brian Fitzpatrick
Steven Fletcher
Paul Forseth

Cheryl Gallant
Michel Gauthier
Yvon Godin
Peter Goldring
Gary Goodyear
Jim Gouk
Gurmant Grewal
Nina Grewal
Helena Guergis
Michel Guimond
Art Hanger
Stephen Harper
Richard Harris
Jeremy Harrison
Loyola Hearn
Jay Hill
Betty Hinton
Rahim Jaffer
Brian Jean
Dale Johnston
Randy Kamp
Gerald Keddy
Jason Kenney
Ed Komarnicki
Daryl Kramp
Guy Lauzon

Jack Layton
Tom Lukiwski
Gary Lunn
James Lunney
Peter MacKay
Dave MacKenzie
Inky Mark
Pat Martin
Ted Menzies
Rob Merrifield
Larry Miller
Bob Mills
James Moore
Rob Moore
Anita Neville
Rob Nicholson
Gordon O'Connor
Deepak Obhrai
Bev Oda
Brian Pallister
Charlie Penson
Pauline Picard
Pierre Poilievre
Jim Prentice
Joe Preston
James Rajotte

Scott Reid
John Reynolds
Lee Richardson
Gerry Ritz
Andrew Scheer
Gary Schellenberger
Werner Schmidt
Carol Skelton
Joy Smith
Monte Solberg
Kevin Sorenson
Darrel Stinson
Belinda Stronach
Greg Thompson
Myron Thompson
Vic Toews
Bradley Trost
Merv Tweed
Peter Van Loan
Maurice Vellacott
Tom Wappel
Mark Warawa
Jeff Watson
Randy White
John Williams
Lynne Yelich

AFFAIRES AUTOCHTONES ET DU DÉVELOPPEMENT DU GRAND NORD

Président: Nancy Karetak-Lindell

Vice-présidents: Bernard Cleary
Jeremy Harrison

Sue Barnes
André Bellavance
Gary Lunn

Pat Martin
Jim Prentice

Carol Skelton
David Smith

Lloyd St. Amand
Roger Valley

(12)

Membres associés

Jim Abbott
Diane Ablonczy
Dean Allison
Rona Ambrose
Rob Anders
David Anderson
Charlie Angus
Gérard Asselin
Larry Bagnell
Dave Batters
Leon Benoit
James Bezan
Garry Breitzkreuz
Gord Brown
Colin Carrie
Bill Casey
Rick Casson
David Chatters
Michael Chong
Jean Crowder
Nathan Cullen
John Cummins
Rodger Cuzner
Stockwell Day
Bev Desjarlais
Paul DeVillers
Barry Devolin

Norman Doyle
John Duncan
Ken Epp
Diane Finley
Brian Fitzpatrick
Steven Fletcher
Paul Forseth
Hedy Fry
Cheryl Gallant
Peter Goldring
Gary Goodyear
Jim Gouk
Gurmant Grewal
Nina Grewal
Helena Guergis
Art Hanger
Stephen Harper
Richard Harris
Loyola Hearn
Russ Hiebert
Jay Hill
Betty Hinton
Charles Hubbard
Rahim Jaffer
Brian Jean
Dale Johnston
Randy Kamp

Gerald Keddy
Jason Kenney
Ed Komarnicki
Daryl Kramp
Guy Lauzon
Marc Lemay
Yvon Lévesque
Tom Lukiwski
James Lunney
Peter MacKay
Dave MacKenzie
Inky Mark
Tony Martin
Ted Menzies
Rob Merrifield
Larry Miller
Bob Mills
James Moore
Rob Moore
Rob Nicholson
Gordon O'Connor
Deepak Obhrai
Bev Oda
Brian Pallister
Charlie Penson
Pierre Poilievre
Joe Preston

James Rajotte
Scott Reid
John Reynolds
Lee Richardson
Gerry Ritz
Andrew Scheer
Gary Schellenberger
Werner Schmidt
Joy Smith
Monte Solberg
Kevin Sorenson
Darrel Stinson
Belinda Stronach
Greg Thompson
Myron Thompson
David Tilson
Vic Toews
Bradley Trost
Merv Tweed
Peter Van Loan
Maurice Vellacott
Mark Warawa
Jeff Watson
Randy White
John Williams
Lynne Yelich

SOUS-COMITÉ DES DROITS DE LA PERSONNE ET DU DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL

Président:	Navdeep Bains	Vice-président:	Stockwell Day	
Diane Bourgeois Ed Broadbent	Peter Goldring	Wajid Khan	Paddy Torsney	(7)

Membres associés

AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE

Président:	Paul Steckle	Vice-présidents:	Denise Poirier-Rivard Gerry Ritz	
David Anderson Charlie Angus James Bezan	Claude Drouin Wayne Easter	Mark Eyking Roger Gaudet	Larry Miller Rose-Marie Ur	(12)

Membres associés

Jim Abbott Diane Ablonczy Peter Adams Dean Allison Rona Ambrose Rob Anders Dave Batters André Bellavance Leon Benoit Garry Breitkreuz Gord Brown Colin Carrie Bill Casey Rick Casson David Chatters Michael Chong Joe Comartin John Cummins Stockwell Day Johanne Deschamps Bev Desjarlais Barry Devolin Norman Doyle John Duncan Ken Epp Diane Finley Brian Fitzpatrick	Steven Fletcher Paul Forseth Cheryl Gallant Yvon Godin Peter Goldring Gary Goodyear Jim Gouk Gurmant Grewal Nina Grewal Helena Guergis Art Hanger Stephen Harper Richard Harris Jeremy Harrison Loyola Hearn Russ Hiebert Jay Hill Betty Hinton Charles Hubbard Rahim Jaffer Brian Jean Dale Johnston Randy Kamp Gerald Keddy Jason Kenney Ed Komarnicki	Daryl Kramp Guy Lauzon Tom Lukiwski Gary Lunn James Lunney Peter MacKay Dave MacKenzie John Maloney Inky Mark Ted Menzies Rob Merrifield Bob Mills James Moore Rob Moore Rob Nicholson Gordon O'Connor Deepak Obhrai Bev Oda Brian Pallister Pierre Paquette Charlie Penson Pierre Poilievre Jim Prentice Joe Preston James Rajotte Scott Reid	John Reynolds Lee Richardson Andy Savoy Andrew Scheer Gary Schellenberger Werner Schmidt Carol Skelton Joy Smith Monte Solberg Kevin Sorenson Darrel Stinson Peter Stoffer Belinda Stronach Greg Thompson Myron Thompson David Tilson Vic Toews Bradley Trost Merv Tweed Peter Van Loan Maurice Vellacott Mark Warawa Jeff Watson Randy White John Williams Lynne Yelich
--	---	---	---

CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION

Président: Andrew Telegdi

Vice-présidents: Meili Faille
Inky Mark

Diane Ablonczy
David Anderson
Colleen Beaumier

Roger Clavet
Hedy Fry

Helena Guergis
Rahim Jaffer

Bill Siksay
Lui Temelkovski

(12)

Membres associés

Jim Abbott
Dean Allison
Rona Ambrose
Rob Anders
David Anderson
Guy André
Jean Augustine
Eleni Bakopanos
Dave Batters
Don Bell
Leon Benoit
James Bezan
Diane Bourgeois
Garry Breitkreuz
Gord Brown
Gary Carr
Colin Carrie
Bill Casey
Rick Casson
David Chatters
Michael Chong
David Christopherson
Joe Comartin
John Cummins
Libby Davies
Stockwell Day
Odina Desrochers
Barry Devolin
Norman Doyle
Claude Drouin

John Duncan
Ken Epp
Diane Finley
Brian Fitzpatrick
Steven Fletcher
Raymonde Folco
Paul Forseth
Cheryl Gallant
Peter Goldring
Gary Goodyear
Jim Gouk
Gurmant Grewal
Nina Grewal
Art Hanger
Stephen Harper
Richard Harris
Jeremy Harrison
Loyola Hearn
Russ Hiebert
Jay Hill
Betty Hinton
Brian Jean
Dale Johnston
Peter Julian
Randy Kamp
Gerald Keddy
Jason Kenney
Wajid Khan
Ed Komarnicki
Daryl Kramp

Francine Lalonde
Guy Lauzon
Jack Layton
Tom Lukiwski
Gary Lunn
James Lunney
Peter MacKay
Dave MacKenzie
Pat Martin
Brian Masse
David McGuinty
Ted Menzies
Rob Merrifield
Larry Miller
Bob Mills
James Moore
Rob Moore
Anita Neville
Rob Nicholson
Pat O'Brien
Gordon O'Connor
Deepak Obhrai
Bev Oda
Brian Pallister
Charlie Penson
Beth Phinney
Pierre Poilievre
Jim Prentice
Joe Preston

James Rajotte
Scott Reid
John Reynolds
Lee Richardson
Gerry Ritz
Andrew Scheer
Gary Schellenberger
Werner Schmidt
Mario Silva
Carol Skelton
Joy Smith
Monte Solberg
Kevin Sorenson
Darrel Stinson
Belinda Stronach
Greg Thompson
Myron Thompson
David Tilson
Vic Toews
Bradley Trost
Merv Tweed
Peter Van Loan
Maurice Vellacott
Mark Warawa
Judy Wasylcyia-Leis
Jeff Watson
Randy White
John Williams
Lynne Yelich

COMITÉ SÉNATORIAL PERMANENT DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Président:

Vice-président:

Membres associés

COMPTES PUBLICS**Président:** John Williams**Vice-présidents:** Mark Holland
Benoît SauvageauDean Allison
Gary Carr
David ChristophersonBrian Fitzpatrick
Sébastien GagnonDaryl Kramp
Walt LastewkaShawn Murphy
Borys Wrzesnewskyj

(12)

Membres associésJim Abbott
Diane Ablonczy
Rona Ambrose
Rob Anders
David Anderson
Dave Batters
Leon Benoit
James Bezan
Robert Bouchard
Garry Breitkreuz
Gord Brown
Colin Carrie
Bill Casey
Rick Casson
David Chatters
Michael Chong
John Cummins
Stockwell Day
Bev Desjarlais
Barry Devolin
Norman Doyle
John Duncan
Ken Epp
Diane Finley
Steven Fletcher
Paul ForsethCheryl Gallant
Peter Goldring
Gary Goodyear
Jim Gouk
Gurmant Grewal
Nina Grewal
Helena Guergis
Art Hanger
Stephen Harper
Richard Harris
Jeremy Harrison
Loyola Hearn
Russ Hiebert
Jay Hill
Betty Hinton
Rahim Jaffer
Brian Jean
Dale Johnston
Peter Julian
Randy Kamp
Gerald Keddy
Jason Kenney
David Kilgour
Ed Komarnicki
Guy Lauzon
Jack LaytonTom Lukiwski
Gary Lunn
James Lunney
Peter MacKay
Dave MacKenzie
Inky Mark
Diane Marleau
Pat Martin
David McGuinty
Ted Menzies
Rob Merrifield
Larry Miller
Bob Mills
James Moore
Rob Moore
Rob Nicholson
Gordon O'Connor
Deepak Obhrai
Bev Oda
Brian Pallister
Charlie Penson
Pierre Poilievre
Jim Prentice
Joe Preston
James Rajotte
Scott ReidJohn Reynolds
Lee Richardson
Gerry Ritz
Andrew Scheer
Gary Schellenberger
Werner Schmidt
Carol Skelton
Joy Smith
Monte Solberg
Kevin Sorenson
Darrel Stinson
Belinda Stronach
Louise Thibault
Greg Thompson
Myron Thompson
David Tilson
Vic Toews
Bradley Trost
Merv Tweed
Peter Van Loan
Maurice Vellacott
Mark Warawa
Judy Wasylcyia-Leis
Jeff Watson
Randy White
Lynne Yelich

CONDITION FÉMININE**Président:** Anita Neville**Vice-présidents:** Jean Crowder
Nina GrewalFrance Bonsant
Paule Brunelle
Sarmite BulteHelena Guergis
Susan KadisRuss Powers
Joy SmithPaddy Torsney
Lynne Yelich

(12)

Membres associésJim Abbott
Diane Ablonczy
Dean Allison
Rona Ambrose
Rob Anders
David Anderson
Jean Augustine
Dave Batters
Don Bell
Leon Benoit
James Bezan
Diane Bourgeois
Garry Breitzkreuz
Gord Brown
Colin Carrie
Bill Casey
Rick Casson
David Chatters
Michael Chong
John Cummins
Libby Davies
Stockwell Day
Nicole Demers
Bev Desjarlais
Barry Devolin
Ruby Dhalla
Norman DoyleJohn Duncan
Ken Epp
Diane Finley
Brian Fitzpatrick
Steven Fletcher
Paul Forseth
Christiane Gagnon
Cheryl Gallant
Peter Goldring
Gary Goodyear
Jim Gouk
Gurmant Grewal
Art Hanger
Stephen Harper
Richard Harris
Jeremy Harrison
Loyola Hearn
Russ Hiebert
Jay Hill
Betty Hinton
Rahim Jaffer
Brian Jean
Dale Johnston
Randy Kamp
Gerald Keddy
Jason Kenney
Ed KomarnickiDaryl Kramp
Guy Lauzon
Jack Layton
Tom Lukiwski
Gary Lunn
James Lunney
Peter MacKay
Dave MacKenzie
Inky Mark
Alexa McDonough
Ted Menzies
Rob Merrifield
Larry Miller
Bob Mills
Maria Minna
James Moore
Rob Moore
Rob Nicholson
Gordon O'Connor
Deepak Obhrai
Bev Oda
Brian Pallister
Charlie Penson
Pierre Poilievre
Jim Prentice
Joe PrestonJames Rajotte
Scott Reid
John Reynolds
Lee Richardson
Gerry Ritz
Andrew Scheer
Gary Schellenberger
Werner Schmidt
Carol Skelton
Monte Solberg
Kevin Sorenson
Darrel Stinson
Belinda Stronach
Greg Thompson
Myron Thompson
David Tilson
Vic Toews
Bradley Trost
Merv Tweed
Peter Van Loan
Maurice Vellacott
Mark Warawa
Judy Wasylcia-Leis
Jeff Watson
Randy White
John Williams

DÉFENSE NATIONALE ET ANCIENS COMBATTANTS

Président: Pat O'Brien

Vice-présidents: Claude Bachand
Rick Casson

Larry Bagnell	Betty Hinton	Dave MacKenzie	Gordon O'Connor	(12)
Bill Blaikie	Judi Longfield	Keith Martin	Anthony Rota	
Odina Desrochers				

Membres associés

Jim Abbott	Paul Forseth	Tom Lukiwski	Gerry Ritz
Diane Ablonczy	Cheryl Gallant	Gary Lunn	Andrew Scheer
Dean Allison	Peter Goldring	James Lunney	Gary Schellenberger
Rona Ambrose	Gary Goodyear	Peter MacKay	Werner Schmidt
Rob Anders	Jim Gouk	John Maloney	Scott Simms
David Anderson	Gurmant Grewal	Inky Mark	Carol Skelton
Dave Batters	Nina Grewal	Dan McTeague	Joy Smith
Leon Benoit	Helena Guergis	Ted Menzies	Monte Solberg
James Bezan	Art Hanger	Rob Merrifield	Kevin Sorenson
Bernard Bigras	Stephen Harper	Larry Miller	Caroline St-Hilaire
Garry Breitkreuz	Richard Harris	Bob Mills	Darrel Stinson
Gord Brown	Jeremy Harrison	James Moore	Peter Stoffer
Colin Carrie	Loyola Hearn	Rob Moore	Belinda Stronach
Robert Carrier	Russ Hiebert	Anita Neville	Greg Thompson
Bill Casey	Jay Hill	Rob Nicholson	Myron Thompson
David Chatters	Rahim Jaffer	Deepak Obhrai	David Tilson
Michael Chong	Brian Jean	Bev Oda	Vic Toews
Roger Clavet	Dale Johnston	Brian Pallister	Bradley Trost
John Cummins	Peter Julian	Charlie Penson	Merv Tweed
Stockwell Day	Randy Kamp	Pierre Poilievre	Rose-Marie Ur
Barry Devolin	Gerald Keddy	Jim Prentice	Peter Van Loan
Norman Doyle	Jason Kenney	Joe Preston	Maurice Vellacott
John Duncan	Wajid Khan	Marcel Proulx	Mark Warawa
Ken Epp	Ed Komarnicki	James Rajotte	Jeff Watson
Diane Finley	Daryl Kramp	Scott Reid	Randy White
Brian Fitzpatrick	Francine Lalonde	John Reynolds	John Williams
Steven Fletcher	Guy Lauzon	Lee Richardson	Lynne Yelich

SOUS-COMITÉ DES ANCIENS COMBATTANTS

Président: Anthony Rota

Vice-président: Betty Hinton

Larry Bagnell	Gilles-A. Perron	Peter Stoffer	Rose-Marie Ur	(7)
Gordon O'Connor				

Membres associés

DÉVELOPPEMENT DES RESSOURCES HUMAINES, DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES, DÉVELOPPEMENT SOCIAL ET CONDITION DES PERSONNES HANDICAPÉES

Président: Raymonde Folco

Vice-présidents: Paul Forseth
Christiane Gagnon

Peter Adams
Eleni Bakopanos
Jean-Claude D'Amours

Barry Devolin
Ed Komarnicki

Yves Lessard
Tony Martin

Yasmin Ratansi
Peter Van Loan

(12)

Membres associés

Jim Abbott
Diane Ablonczy
Dean Allison
Rona Ambrose
Rob Anders
David Anderson
Dave Batters
Don Bell
Leon Benoit
Stéphane Bergeron
James Bezan
Alain Boire
France Bonsant
Ken Boshcoff
Garry Breitzkreuz
Ed Broadbent
Gord Brown
Paule Brunelle
Colin Carrie
Bill Casey
Rick Casson
David Chatters
Michael Chong
David Christopherson
Denis Coderre
Jean Crowder
Nathan Cullen
John Cummins
Rodger Cuzner
Libby Davies
Stockwell Day
Nicole Demers

Ruby Dhalla
Norman Doyle
John Duncan
Ken Epp
Diane Finley
Brian Fitzpatrick
Steven Fletcher
Hedy Fry
Marcel Gagnon
Cheryl Gallant
Marc Godbout
Yvon Godin
Peter Goldring
Gary Goodyear
Jim Gouk
Gurmant Grewal
Nina Grewal
Helena Guergis
Art Hanger
Stephen Harper
Richard Harris
Jeremy Harrison
Loyola Hearn
Russ Hiebert
Jay Hill
Betty Hinton
Rahim Jaffer
Brian Jean
Dale Johnston
Peter Julian
Susan Kadis

Randy Kamp
Gerald Keddy
Jason Kenney
Daryl Kramp
Guy Lauzon
Carole Lavallée
Judi Longfield
Tom Lukiwski
Gary Lunn
James Lunney
Lawrence MacAulay
Peter MacKay
Dave MacKenzie
Gurbax Malhi
Inky Mark
Alexa McDonough
Ted Menzies
Rob Merrifield
Larry Miller
Bob Mills
James Moore
Rob Moore
Anita Neville
Rob Nicholson
Gordon O'Connor
Deepak Obhrai
Bev Oda
Brian Pallister
Charlie Penson
Pierre Poilievre
Jim Prentice

Joe Preston
James Rajotte
Scott Reid
John Reynolds
Lee Richardson
Gerry Ritz
Andrew Scheer
Gary Schellenberger
Werner Schmidt
Christian Simard
Carol Skelton
David Smith
Joy Smith
Monte Solberg
Kevin Sorenson
Darrel Stinson
Belinda Stronach
Greg Thompson
Myron Thompson
David Tilson
Vic Toews
Bradley Trost
Merv Tweed
Maurice Vellacott
Robert Vincent
Mark Warawa
Judy Wasylcyia-Leis
Jeff Watson
Randy White
John Williams
Lynne Yelich

SOUS-COMITÉ SUR LES FONDIS DE L'ASSURANCE-EMPLOI

Président: Rodger Cuzner

Vice-président:

Jean-Claude D'Amours

Yvon Godin

Yves Lessard

Peter Van Loan

(5)

Membres associés

SOUS-COMITÉ DE LA CONDITION DES PERSONNES HANDICAPÉES

Président: Ken Boshcoff

Vice-président: Carol Skelton

Ruby Dhalla

Peter Julian

Robert Vincent

(5)

Membres associés

ENVIRONNEMENT ET DÉVELOPPEMENT DURABLE

Président: Alan Tonks

Vice-présidents: Bernard Bigras
Lee Richardson

Nathan Cullen
Brian Jean
David McGuinty

Bob Mills
Denis Paradis

Yasmin Ratansi
Christian Simard

Jeff Watson
Bryon Wilfert

(12)

Membres associés

Jim Abbott
Diane Ablonczy
Dean Allison
Rona Ambrose
Rob Anders
David Anderson
Gérard Asselin
Dave Batters
Leon Benoit
James Bezan
Ken Boshcoff
Marc Boulianne
Garry Breitreuz
Gord Brown
Serge Cardin
Colin Carrie
Bill Casey
Rick Casson
Marlene Catterall
David Chatters
Michael Chong
Joe Comartin
Paul Crête
Jean Crowder
John Cummins
Stockwell Day
Barry Devolin
Norman Doyle
John Duncan
Ken Epp

Diane Finley
Brian Fitzpatrick
Steven Fletcher
Raymonde Folco
Paul Forseth
Cheryl Gallant
Peter Goldring
Gary Goodyear
Jim Gouk
Gurmant Grewal
Nina Grewal
Helena Guergis
Art Hanger
Stephen Harper
Richard Harris
Jeremy Harrison
Loyola Hearn
Russ Hiebert
Jay Hill
Betty Hinton
Mark Holland
Charles Hubbard
Rahim Jaffer
Dale Johnston
Peter Julian
Randy Kamp
Nancy Karetak-Lindell
Gerald Keddy
Jason Kenney
Ed Komarnicki

Daryl Kramp
Guy Lauzon
Jack Layton
Tom Lukiwski
Gary Lunn
James Lunney
Peter MacKay
Dave MacKenzie
John Maloney
Inky Mark
Ted Menzies
Rob Merrifield
Larry Miller
Maria Minna
James Moore
Rob Moore
Rob Nicholson
Gordon O'Connor
Deepak Obhrai
Bev Oda
Brian Pallister
Charlie Penson
Pierre Poilievre
Russ Powers
Jim Prentice
Joe Preston
James Rajotte
Scott Reid
John Reynolds
Gerry Ritz

Pablo Rodriguez
Andy Savoy
Francis Scarpaleggia
Andrew Scheer
Gary Schellenberger
Werner Schmidt
Mario Silva
Carol Skelton
Joy Smith
Monte Solberg
Kevin Sorenson
Lloyd St. Amand
Darrel Stinson
Peter Stoffer
Belinda Stronach
Paul Szabo
Greg Thompson
Myron Thompson
David Tilson
Vic Toews
Bradley Trost
Merv Tweed
Roger Valley
Peter Van Loan
Maurice Vellacott
Mark Warawa
Randy White
John Williams
Lynne Yelich

FINANCES

Président: Massimo Pacetti

Vice-présidents: Yvan Loubier
Charlie Penson

Rona Ambrose	Charles Hubbard	Maria Minna	Monte Solberg	(12)
Don Bell	John McKay	Brian Pallister	Judy Wasylcyia-Leis	
Guy Côté				

Membres associés

Jim Abbott	Ken Epp	Mario Laframboise	Anthony Rota
Diane Ablonczy	Diane Finley	Réal Lapierre	Benoît Sauvageau
Dean Allison	Brian Fitzpatrick	Guy Lauzon	Michael Savage
Rob Anders	Steven Fletcher	Jack Layton	Andrew Scheer
David Anderson	Paul Forseth	Tom Lukiwski	Gary Schellenberger
David Anderson	Cheryl Gallant	Gary Lunn	Werner Schmidt
Navdeep Bains	Peter Goldring	James Lunney	Judy Sgro
Dave Batters	Gary Goodyear	Peter MacKay	Bill Siksay
Leon Benoit	Jim Gouk	Dave MacKenzie	Carol Skelton
James Bezan	Gurmant Grewal	John Maloney	Joy Smith
Robert Bouchard	Nina Grewal	Inky Mark	Kevin Sorenson
Garry Breitkreuz	Helena Guergis	David McGuinty	Brent St. Denis
Bonnie Brown	Art Hanger	Ted Menzies	Darrel Stinson
Gord Brown	Stephen Harper	Rob Merrifield	Belinda Stronach
Colin Carrie	Richard Harris	Larry Miller	Paul Szabo
Bill Casey	Jeremy Harrison	Bob Mills	Robert Thibault
Rick Casson	Loyola Hearn	James Moore	Greg Thompson
David Chatters	Russ Hiebert	Rob Moore	Myron Thompson
Michael Chong	Jay Hill	Rob Nicholson	David Tilson
David Christopherson	Betty Hinton	Gordon O'Connor	Vic Toews
Jean Crowder	Rahim Jaffer	Deepak Obhrai	Bradley Trost
Roy Cullen	Brian Jean	Bev Oda	Merv Tweed
John Cummins	Marlene Jennings	Pierre Paquette	Peter Van Loan
Rodger Cuzner	Dale Johnston	Pierre Poilievre	Maurice Vellacott
Stockwell Day	Peter Julian	Jim Prentice	Mark Warawa
Johanne Deschamps	Randy Kamp	Joe Preston	Jeff Watson
Bev Desjarlais	Gerald Keddy	James Rajotte	Randy White
Barry Devolin	Jason Kenney	Scott Reid	John Williams
Ruby Dhallal	Wajid Khan	John Reynolds	Borys Wrzesnewskyj
Norman Doyle	Ed Komarnicki	Lee Richardson	Lynne Yelich
John Duncan	Daryl Kramp	Gerry Ritz	

SOUS-COMITÉ SUR LE DÉSÉQUILIBRE FISCAL

Président: Yvan Loubier

Vice-président:

Rona Ambrose	Don Bell	Guy Côté	Judy Wasylcyia-Leis	(5)
--------------	----------	----------	---------------------	-----

Membres associés

INDUSTRIE, RESSOURCES NATURELLES, SCIENCES ET TECHNOLOGIE

Président: Brent St. Denis

Vice-présidents: Paul Crête
Werner Schmidt

Serge Cardin
Michael Chong
Denis Coderre

John Duncan
Brian Masse

Lynn Myers
Jerry Pickard

Andy Savoy
Bradley Trost

(12)

Membres associés

Jim Abbott
Diane Ablonczy
Dean Allison
Rona Ambrose
Rob Anders
David Anderson
Gérard Asselin
Larry Bagnell
Navdeep Bains
Dave Batters
Don Bell
Leon Benoit
Maurizio Bevilacqua
James Bezan
Bernard Bigras
Raymond Bonin
Ken Boshcoff
Marc Boulianne
Garry Breitzkreuz
Gord Brown
Sarmite Bulte
Colin Carrie
Robert Carrier
Bill Casey
Rick Casson
Marlene Catterall
David Chatters
David Christopherson
Guy Côté
Jean Crowder
John Cummins
Libby Davies
Stockwell Day
Barry Devolin

Norman Doyle
Ken Epp
Diane Finley
Brian Fitzpatrick
Steven Fletcher
Paul Forseth
Hedy Fry
Sébastien Gagnon
Cheryl Gallant
Yvon Godin
Peter Goldring
Gary Goodyear
Jim Gouk
Gurmant Grewal
Nina Grewal
Helena Guergis
Art Hanger
Stephen Harper
Richard Harris
Jeremy Harrison
Loyola Hearn
Russ Hiebert
Jay Hill
Betty Hinton
Mark Holland
Rahim Jaffer
Brian Jean
Marlene Jennings
Dale Johnston
Peter Julian
Randy Kamp
Gerald Keddy
Jason Kenney
Ed Komarnicki

Daryl Kramp
Mario Laframboise
Réal Lapierre
Guy Lauzon
Jack Layton
Yvon Lévesque
Yvan Loubier
Tom Lukiwski
Gary Lunn
James Lunney
Peter MacKay
Dave MacKenzie
John Maloney
Inky Mark
Tony Martin
David McGuinty
Ted Menzies
Rob Merrifield
Larry Miller
Bob Mills
James Moore
Rob Moore
Rob Nicholson
Gordon O'Connor
Deepak Obhrai
Bev Oda
Massimo Pacetti
Brian Pallister
Charlie Penson
Beth Phinney
Pierre Poilievre
Jim Prentice
Joe Preston
James Rajotte

Yasmin Ratansi
Scott Reid
John Reynolds
Lee Richardson
Gerry Ritz
Anthony Rota
Francis Scarpaleggia
Andrew Scheer
Gary Schellenberger
Bill Siksay
Scott Simms
Carol Skelton
David Smith
Joy Smith
Monte Solberg
Kevin Sorenson
Caroline St-Hilaire
Darrel Stinson
Peter Stoffer
Belinda Stronach
Robert Thibault
Greg Thompson
Myron Thompson
David Tilson
Vic Toews
Paddy Torsney
Merv Tweed
Peter Van Loan
Maurice Vellacott
Mark Warawa
Jeff Watson
Randy White
John Williams
Lynne Yelich

JUSTICE, DROITS DE LA PERSONNE, SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE

Président: Paul DeVillers

Vice-présidents: Garry Breitreuz
Richard Marceau

Joe Comartin	John Maloney	Anita Neville	Vic Toews	(12)
Roy Cullen	Serge Ménard	Myron Thompson	Mark Warawa	
Paul Harold Macklin				

Membres associés

Jim Abbott	Steven Fletcher	Mario Laframboise	John Reynolds
Diane Ablonczy	Paul Forseth	Guy Lauzon	Lee Richardson
Dean Allison	Hedy Fry	Derek Lee	Gerry Ritz
Rona Ambrose	Cheryl Gallant	Tom Lukiwski	Andrew Scheer
Rob Anders	Peter Goldring	Gary Lunn	Gary Schellenberger
David Anderson	Gary Goodyear	James Lunney	Werner Schmidt
Jean Augustine	Jim Gouk	Peter MacKay	Bill Siksay
Dave Batters	Gurmant Grewal	Dave MacKenzie	Carol Skelton
Leon Benoit	Nina Grewal	Inky Mark	Joy Smith
James Bezan	Helena Guergis	David McGuinty	Monte Solberg
Bill Blaikie	Art Hanger	Ted Menzies	Kevin Sorenson
Gord Brown	Stephen Harper	Rob Merrifield	Lloyd St. Amand
Paule Brunelle	Richard Harris	Larry Miller	Darrel Stinson
Colin Carrie	Jeremy Harrison	Bob Mills	Belinda Stronach
Bill Casey	Loyola Hearn	James Moore	Greg Thompson
Rick Casson	Russ Hiebert	Rob Moore	David Tilson
David Chatters	Jay Hill	Rob Nicholson	Paddy Torsney
Michael Chong	Betty Hinton	Gordon O'Connor	Bradley Trost
John Cummins	Rahim Jaffer	Deepak Obhrai	Merv Tweed
Libby Davies	Brian Jean	Bev Oda	Peter Van Loan
Stockwell Day	Marlene Jennings	Brian Pallister	Maurice Vellacott
Barry Devolin	Dale Johnston	Charlie Penson	Tom Wappel
Norman Doyle	Randy Kamp	Pierre Poilievre	Jeff Watson
John Duncan	Gerald Keddy	Jim Prentice	Randy White
Ken Epp	Jason Kenney	Joe Preston	John Williams
Diane Finley	Ed Komarnicki	James Rajotte	Lynne Yelich
Brian Fitzpatrick	Daryl Kramp	Scott Reid	Paul Zed

SOUS-COMITÉ DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE ET NATIONALE

Président: Paul Zed

Vice-présidents: Serge Ménard
Kevin Sorenson

Joe Comartin	Roy Cullen	Peter MacKay	Tom Wappel	(7)
--------------	------------	--------------	------------	-----

Membres associés

SOUS-COMITÉ DE L'EXAMEN DES LOIS SUR LE RACOLAGE

Président: John Maloney

Vice-président: Libby Davies

Paule Brunelle	Hedy Fry	Art Hanger		(5)
----------------	----------	------------	--	-----

Membres associés

LANGUES OFFICIELLES

Président: Pablo Rodriguez

Vice-présidents: Yvon Godin
Pierre Poilievre

Guy André	Jean-Claude D'Amours	Guy Lauzon	Raymond Simard	(12)
Stéphane Bergeron	Marc Godbout	Andrew Scheer	Maurice Vellacott	
Françoise Boivin				

Membres associés

Jim Abbott	Brian Fitzpatrick	Ed Komarnicki	Scott Reid
Diane Ablonczy	Steven Fletcher	Maka Kotto	John Reynolds
Dean Allison	Paul Forseth	Daryl Kramp	Lee Richardson
Rona Ambrose	Cheryl Gallant	Jack Layton	Gerry Ritz
Rob Anders	Peter Goldring	Tom Lukiwski	Gary Schellenberger
David Anderson	Gary Goodyear	Gary Lunn	Werner Schmidt
Dave Batters	Jim Gouk	James Lunney	Carol Skelton
Leon Benoit	Gurmant Grewal	Peter MacKay	Joy Smith
James Bezan	Nina Grewal	Dave MacKenzie	Monte Solberg
Don Boudria	Helena Guergis	Inky Mark	Kevin Sorenson
Garry Breitkreuz	Art Hanger	Ted Menzies	Darrel Stinson
Ed Broadbent	Stephen Harper	Rob Merrifield	Belinda Stronach
Gord Brown	Richard Harris	Larry Miller	Greg Thompson
Colin Carrie	Jeremy Harrison	Bob Mills	Myron Thompson
Bill Casey	Loyola Hearn	James Moore	David Tilson
Rick Casson	Russ Hiebert	Rob Moore	Vic Toews
David Chatters	Jay Hill	Rob Nicholson	Bradley Trost
Michael Chong	Betty Hinton	Gordon O'Connor	Merv Tweed
Joe Comartin	Rahim Jaffer	Deepak Obhrai	Peter Van Loan
John Cummins	Brian Jean	Bev Oda	Mark Warawa
Stockwell Day	Dale Johnston	Brian Pallister	Judy Wasylycia-Leis
Barry Devolin	Peter Julian	Charlie Penson	Jeff Watson
Norman Doyle	Randy Kamp	Jim Prentice	Randy White
John Duncan	Gerald Keddy	Joe Preston	John Williams
Ken Epp	Jason Kenney	James Rajotte	Lynne Yelich
Diane Finley			

LIAISON

Président: Bonnie Brown

Vice-président: Roger Gallaway

Leon Benoit	Gurmant Grewal	Massimo Pacetti	Andrew Telegdi	(23)
Don Boudria	Susan Kadis	Bernard Patry	Alan Tonks	
Marlene Catterall	Nancy Karetak-Lindell	Pablo Rodriguez	Maurice Vellacott	
David Chatters	Anita Neville	Brent St. Denis	Tom Wappel	
Paul DeVillers	Pat O'Brien	Paul Steckle	John Williams	
Raymonde Folco				

Membres associés

Claude Bachand	Yvon Godin	Derek Lee	Denise Poirier-Rivard
Bernard Bigras	Jim Gouk	Yvan Loubier	Lee Richardson
Garry Breitkreuz	Nina Grewal	Richard Marceau	Gerry Ritz
Ed Broadbent	Monique Guay	Inky Mark	Benoît Sauvageau
Rick Casson	Michel Guimond	Pat Martin	Gary Schellenberger
Bernard Cleary	Jeremy Harrison	Réal Ménard	Werner Schmidt
Paul Crête	Mark Holland	Rob Merrifield	Kevin Sorenson
Jean Crowder	Dale Johnston	Lynn Myers	Caroline St-Hilaire
Meili Faille	Gerald Keddy	Charlie Penson	Peter Stoffer
Paul Forseth	Maka Kotto	Pierre Poilievre	Paul Szabo
Christiane Gagnon	Francine Lalonde		

SOUS-COMITÉ DES BUDGETS DE COMITÉ

Président:	Bonnie Brown	Vice-président:	John Williams	
Marlene Catterall	Pat O'Brien	Bernard Patry	Andrew Telegdi	(7)
Gurmant Grewal				

Membres associés

OPÉRATIONS GOUVERNEMENTALES ET PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

Président:	Leon Benoit	Vice-présidents:	Pat Martin Paul Szabo	
Ken Boshcoff	Guy Lauzon	Joe Preston	Louise Thibault	(12)
Marcel Gagnon	Diane Marleau	Francis Scarpaleggia	Randy White	
Marc Godbout				

Membres associés

Jim Abbott	Brian Fitzpatrick	Walt Lastewka	Scott Reid
Diane Ablonczy	Steven Fletcher	Derek Lee	John Reynolds
Dean Allison	Paul Forseth	Yvan Loubier	Lee Richardson
Rona Ambrose	Cheryl Gallant	Tom Lukiwski	Gerry Ritz
Rob Anders	Roger Gallaway	Gary Lunn	Benoît Sauvageau
David Anderson	Peter Goldring	James Lunney	Andrew Scheer
Dave Batters	Gary Goodyear	Peter MacKay	Gary Schellenberger
Stéphane Bergeron	Jim Gouk	Dave MacKenzie	Werner Schmidt
James Bezan	Gurmant Grewal	Inky Mark	Carol Skelton
Françoise Boivin	Nina Grewal	David McGuinty	Joy Smith
Garry Breitkreuz	Helena Guergis	Ted Menzies	Monte Solberg
Gord Brown	Art Hanger	Rob Merrifield	Kevin Sorenson
Colin Carrie	Stephen Harper	Larry Miller	Darrel Stinson
Bill Casey	Richard Harris	Bob Mills	Belinda Stronach
Rick Casson	Jeremy Harrison	James Moore	Greg Thompson
David Chatters	Loyola Hearn	Rob Moore	Myron Thompson
Michael Chong	Russ Hiebert	Rob Nicholson	David Tilson
David Christopherson	Jay Hill	Pat O'Brien	Vic Toews
Guy Côté	Betty Hinton	Gordon O'Connor	Bradley Trost
Roy Cullen	Rahim Jaffer	Deepak Obhrai	Merv Tweed
John Cummins	Brian Jean	Bev Oda	Peter Van Loan
Stockwell Day	Dale Johnston	Massimo Pacetti	Maurice Vellacott
Bev Desjarlais	Peter Julian	Brian Pallister	Mark Warawa
Barry Devolin	Randy Kamp	Charlie Penson	Judy Wasylycia-Leis
Norman Doyle	Gerald Keddy	Pierre Poilievre	Jeff Watson
John Duncan	Jason Kenney	Jim Prentice	John Williams
Ken Epp	Ed Komarnicki	James Rajotte	Lynne Yelich
Diane Finley	Daryl Kramp		

PATRIMOINE CANADIEN**Président:** Marlene Catterall**Vice-présidents:** Maka Kotto
Gary SchellenbergerCharlie Angus
Gord Brown
Sarmite BulteMarc Lemay
Deepak ObhraiBev Oda
Mario SilvaScott Simms
David Smith

(12)

Membres associésJim Abbott
Diane Ablonczy
Dean Allison
Rona Ambrose
Rob Anders
David Anderson
Guy André
Dave Batters
Don Bell
Leon Benoit
Stéphane Bergeron
James Bezan
Garry Breitzkreuz
Colin Carrie
Bill Casey
Rick Casson
David Chatters
Michael Chong
Jean Crowder
Nathan Cullen
John Cummins
Rodger Cuzner
Jean-Claude D'Amours
Libby Davies
Stockwell Day
Barry Devolin
Norman Doyle
John DuncanKen Epp
Diane Finley
Brian Fitzpatrick
Steven Fletcher
Paul Forseth
Cheryl Gallant
Marc Godbout
Peter Goldring
Gary Goodyear
Jim Gouk
Gurmant Grewal
Nina Grewal
Helena Guergis
Art Hanger
Stephen Harper
Richard Harris
Jeremy Harrison
Loyola Hearn
Russ Hiebert
Jay Hill
Betty Hinton
Rahim Jaffer
Brian Jean
Dale Johnston
Randy Kamp
Nancy Karetak-Lindell
Gerald Keddy
Jason KenneyDavid Kilgour
Ed Komarnicki
Daryl Kramp
Guy Lauzon
Tom Lukiwski
Gary Lunn
James Lunney
Peter MacKay
Dave MacKenzie
Inky Mark
Ted Menzies
Rob Merrifield
Larry Miller
Bob Mills
James Moore
Rob Moore
Rob Nicholson
Gordon O'Connor
Brian Pallister
Charlie Penson
Louis Plamondon
Pierre Poilievre
Jim Prentice
Joe Preston
James Rajotte
Scott Reid
John Reynolds
Lee RichardsonGerry Ritz
Pablo Rodriguez
Michael Savage
Francis Scarpaleggia
Andrew Scheer
Werner Schmidt
Carol Skelton
Joy Smith
Monte Solberg
Kevin Sorenson
Darrel Stinson
Peter Stoffer
Belinda Stronach
Lui Temelkovski
Greg Thompson
Myron Thompson
David Tilson
Vic Toews
Bradley Trost
Merv Tweed
Peter Van Loan
Maurice Vellacott
Mark Warawa
Jeff Watson
Randy White
John Williams
Lynne Yelich

PÊCHES ET OCÉANS

Président: Tom Wappel

Vice-présidents: Gerald Keddy
Peter Stoffer

Raynald Blais
John Cummins
Rodger Cuzner

Loyola Hearn
Randy Kamp

Bill Matthews
Shawn Murphy

Jean-Yves Roy
Scott Simms

(12)

Membres associés

Jim Abbott
Diane Ablonczy
Dean Allison
Rona Ambrose
Rob Anders
David Anderson
Gérard Asselin
Dave Batters
Leon Benoit
James Bezan
Marc Boulianne
Garry Breitzkreuz
Gord Brown
Gerry Byrne
Serge Cardin
Colin Carrie
Robert Carrier
Bill Casey
Rick Casson
David Chatters
Michael Chong
Paul Crête
Jean Crowder
Nathan Cullen
Stockwell Day
Barry Devolin
Norman Doyle

John Duncan
Wayne Easter
Ken Epp
Diane Finley
Brian Fitzpatrick
Steven Fletcher
Paul Forseth
Cheryl Gallant
Yvon Godin
Peter Goldring
Gary Goodyear
Jim Gouk
Gurmant Grewal
Nina Grewal
Helena Guergis
Art Hanger
Stephen Harper
Richard Harris
Jeremy Harrison
Russ Hiebert
Jay Hill
Betty Hinton
Rahim Jaffer
Brian Jean
Dale Johnston
Nancy Karetak-Lindell
Jason Kenney

Ed Komarnicki
Daryl Kramp
Guy Lauzon
Tom Lukiwski
Gary Lunn
James Lunney
Peter MacKay
Dave MacKenzie
Inky Mark
Ted Menzies
Rob Merrifield
Larry Miller
Bob Mills
James Moore
Rob Moore
Rob Nicholson
Gordon O'Connor
Deepak Obhrai
Bev Oda
Brian Pallister
Charlie Penson
Pierre Poilievre
Jim Prentice
Joe Preston
James Rajotte
Scott Reid
John Reynolds

Lee Richardson
Gerry Ritz
Andrew Scheer
Gary Schellenberger
Werner Schmidt
Carol Skelton
Joy Smith
Monte Solberg
Kevin Sorenson
Caroline St-Hilaire
Paul Steckle
Darrel Stinson
Belinda Stronach
Greg Thompson
Myron Thompson
David Tilson
Vic Toews
Bradley Trost
Merv Tweed
Peter Van Loan
Maurice Vellacott
Mark Warawa
Jeff Watson
Randy White
John Williams
Lynne Yelich

PROCÉDURE ET AFFAIRES DE LA CHAMBRE

Président: Don Boudria

Vice-présidents: Michel Guimond
Dale Johnston

Françoise Boivin	Jay Hill	Judi Longfield	Karen Redman	(12)
Bill Casey	Dominic LeBlanc	Pauline Picard	Scott Reid	
Yvon Godin				

Membres associés

Jim Abbott	Diane Finley	Mario Laframboise	Lee Richardson
Diane Ablonczy	Brian Fitzpatrick	Guy Lauzon	Gerry Ritz
Peter Adams	Steven Fletcher	Tom Lukiwski	Andrew Scheer
Dean Allison	Paul Forseth	Gary Lunn	Gary Schellenberger
Rona Ambrose	Cheryl Gallant	James Lunney	Werner Schmidt
Rob Anders	Michel Gauthier	Peter MacKay	Mario Silva
David Anderson	Marc Godbout	Dave MacKenzie	Raymond Simard
Dave Batters	Peter Goldring	Richard Marceau	Carol Skelton
Leon Benoit	Gary Goodyear	Inky Mark	Joy Smith
Stéphane Bergeron	Jim Gouk	Réal Ménard	Monte Solberg
James Bezan	Gurmant Grewal	Ted Menzies	Kevin Sorenson
Ken Boshcoff	Nina Grewal	Rob Merrifield	Darrel Stinson
Garry Breitkreuz	Monique Guay	Larry Miller	Belinda Stronach
Ed Broadbent	Helena Guergis	Bob Mills	Greg Thompson
Gord Brown	Art Hanger	James Moore	Myron Thompson
Gary Carr	Stephen Harper	Rob Moore	David Tilson
Colin Carrie	Richard Harris	Rob Nicholson	Vic Toews
Rick Casson	Jeremy Harrison	Gordon O'Connor	Bradley Trost
David Chatters	Loyola Hearn	Deepak Obhrai	Merv Tweed
Michael Chong	Russ Hiebert	Bev Oda	Rose-Marie Ur
Joe Comartin	Betty Hinton	Brian Pallister	Roger Valley
Jean Crowder	Rahim Jaffer	Carolyn Parrish	Peter Van Loan
John Cummins	Brian Jean	Charlie Penson	Maurice Vellacott
Rodger Cuzner	Randy Kamp	Pierre Poilievre	Mark Warawa
Libby Davies	Nancy Karetak-Lindell	Russ Powers	Jeff Watson
Stockwell Day	Gerald Keddy	Jim Prentice	Randy White
Barry Devolin	Jason Kenney	Joe Preston	John Williams
Norman Doyle	Ed Komarnicki	Marcel Proulx	Lynne Yelich
John Duncan	Daryl Kramp	James Rajotte	Paul Zed
Ken Epp			

SOUS-COMITÉ SUR LE PRIVILÈGE PARLEMENTAIRE

Président: Judi Longfield

Vice-président:

Françoise Boivin	Yvon Godin	Michel Guimond	John Reynolds	(5)
------------------	------------	----------------	---------------	-----

Membres associés

SOUS-COMITÉ SUR LA DÉCLARATION EN VERTU DU CODE RÉGISSANT LES CONFLITS D'INTÉRÊTS DES DÉPUTÉS

Président:	Judi Longfield	Vice-président:	
Yvon Godin	Mario Laframboise	Scott Reid	(4)

Membres associés

SOUS-COMITÉ DES AFFAIRES ÉMANANT DES DÉPUTÉS

Président:	Gary Carr	Vice-président:	
Bill Casey	Rodger Cuzner	Yvon Godin	Pauline Picard (5)

Membres associés

SANTÉ

Président: Bonnie Brown**Vice-présidents:** Réal Ménard
Rob MerrifieldColin Carrie
Brenda Chamberlain
Jean CrowderNicole Demers
Ruby DhallaSteven Fletcher
James LunnMichael Savage
Robert Thibault

(12)

Membres associésJim Abbott
Diane Ablonczy
Dean Allison
Rona Ambrose
Rob Anders
David Anderson
Dave Batters
Leon Benoit
Stéphane Bergeron
James Bezan
Bill Blaikie
Don Boudria
Garry Breitzkreuz
Gord Brown
Paule Brunelle
Bill Casey
Rick Casson
David Chatters
Michael Chong
Guy Côté
Nathan Cullen
John Cummins
Stockwell Day
Barry Devolin
Norman Doyle
John Duncan
Ken Epp
Diane Finley
Brian FitzpatrickRaymonde Folco
Paul Forseth
Hedy Fry
Cheryl Gallant
Peter Goldring
Gary Goodyear
Jim Gouk
Gurmant Grewal
Nina Grewal
Helena Guergis
Art Hanger
Stephen Harper
Richard Harris
Jeremy Harrison
Loyola Hearn
Russ Hiebert
Jay Hill
Betty Hinton
Rahim Jaffer
Brian Jean
Dale Johnston
Peter Julian
Susan Kadis
Randy Kamp
Gerald Keddy
Jason Kenney
Wajid Khan
Ed Komarnicki
Daryl KrampGuy Lauzon
Jack Layton
Yvan Loubier
Tom Lukiwski
Gary Lunn
Peter MacKay
Dave MacKenzie
John Maloney
Inky Mark
Keith Martin
Brian Masse
Alexa McDonough
Ted Menzies
Larry Miller
Bob Mills
James Moore
Rob Moore
Rob Nicholson
Gordon O'Connor
Deepak Obhrai
Bev Oda
Brian Pallister
Charlie Penson
Pierre Poilievre
Jim Prentice
Joe Preston
James Rajotte
Scott ReidJohn Reynolds
Lee Richardson
Gerry Ritz
Andrew Scheer
Gary Schellenberger
Werner Schmidt
Carol Skelton
Joy Smith
Monte Solberg
Kevin Sorenson
Darrel Stinson
Belinda Stronach
Paul Szabo
Lui Temelkovski
Greg Thompson
Myron Thompson
David Tilson
Vic Toews
Bradley Trost
Merv Tweed
Peter Van Loan
Maurice Vellacott
Mark Warawa
Judy Wasylycia-Leis
Jeff Watson
Randy White
John Williams
Lynne Yelich

TRANSPORTS

Président: Roger Gallaway

Vice-présidents: Jim Gouk
Caroline St-Hilaire

Dave Batters
Raymond Bonin
Robert Carrier

Bev Desjarlais
Jim Karygiannis

James Moore
Francis Scarpaleggia

Andrew Scheer
Borys Wrzesnewskyj

(12)

Membres associés

Jim Abbott
Diane Ablonczy
Dean Allison
Rona Ambrose
Rob Anders
David Anderson
Colleen Beaumier
Don Bell
Leon Benoit
James Bezan
Bernard Bigras
Françoise Boivin
Marc Boulianne
Garry Breitkreuz
Gord Brown
Colin Carrie
Bill Casey
Rick Casson
David Chatters
Michael Chong
Joe Comartin
Paul Crête
John Cummins
Jean-Claude D'Amours
Stockwell Day
Barry Devolin
Norman Doyle
John Duncan

Ken Epp
Diane Finley
Brian Fitzpatrick
Steven Fletcher
Paul Forseth
Cheryl Gallant
Peter Goldring
Gary Goodyear
Gurmant Grewal
Nina Grewal
Helena Guergis
Art Hanger
Stephen Harper
Richard Harris
Jeremy Harrison
Loyola Hearn
Russ Hiebert
Jay Hill
Betty Hinton
Charles Hubbard
Rahim Jaffer
Brian Jean
Dale Johnston
Randy Kamp
Gerald Keddy
Jason Kenney
Ed Komarnicki
Daryl Kramp

Mario Laframboise
Réal Lapierre
Guy Lauzon
Tom Lukiwski
Gary Lunn
James Lunney
Peter MacKay
Dave MacKenzie
John Maloney
Inky Mark
Brian Masse
Ted Menzies
Rob Merrifield
Larry Miller
Bob Mills
Rob Moore
Rob Nicholson
Gordon O'Connor
Deepak Obhrai
Bev Oda
Brian Pallister
Charlie Penson
Pierre Poilievre
Russ Powers
Jim Prentice
Joe Preston
James Rajotte
Yasmin Ratansi

Scott Reid
John Reynolds
Lee Richardson
Gerry Ritz
Gary Schellenberger
Werner Schmidt
Christian Simard
Carol Skelton
Joy Smith
Monte Solberg
Kevin Sorenson
Darrel Stinson
Peter Stoffer
Belinda Stronach
Greg Thompson
Myron Thompson
David Tilson
Vic Toews
Alan Tonks
Bradley Trost
Merv Tweed
Peter Van Loan
Maurice Vellacott
Mark Warawa
Jeff Watson
Randy White
John Williams
Lynne Yelich

COMITÉS MIXTES PERMANENTS

BIBLIOTHÈQUE DU PARLEMENT

Coprésidents: Susan Kadis
Marilyn Trenholme Counsell

Vice-coprésident: Maurice Vellacott

Représentant le Sénat:
Les honorables sénateurs

Représentant la Chambre des communes:

Jean Lapointe
Marjory LeBreton

Vivienne Poy
Terrance Stratton

Charlie Angus
Marc Boulianne
Gerry Byrne
Mark Eyking
Cheryl Gallant

Peter Goldring
Réal Lapierre
Dominic LeBlanc
Raymond Simard
Darrel Stinson

(17)

Membres associés

Jim Abbott
Diane Ablonczy
Dean Allison
Rona Ambrose
Rob Anders
David Anderson
Guy André
Jean Augustine
Dave Batters
Leon Benoit
James Bezan
Garry Breitkreuz
Gord Brown
Colin Carrie
Bill Casey
Rick Casson
David Chatters
Michael Chong
John Cummins
Stockwell Day
Barry Devolin
Norman Doyle
John Duncan
Ken Epp
Diane Finley

Brian Fitzpatrick
Steven Fletcher
Paul Forseth
Gary Goodyear
Jim Gouk
Gurmant Grewal
Nina Grewal
Helena Guergis
Art Hanger
Stephen Harper
Richard Harris
Jeremy Harrison
Loyola Hearn
Russ Hiebert
Jay Hill
Betty Hinton
Rahim Jaffer
Brian Jean
Dale Johnston
Randy Kamp
Gerald Keddy
Jason Kenney
Ed Komarnicki
Daryl Kramp
Guy Lauzon

Tom Lukiwski
Gary Lunn
James Lunney
Lawrence MacAulay
Peter MacKay
Dave MacKenzie
Inky Mark
Ted Menzies
Rob Merrifield
Larry Miller
Bob Mills
James Moore
Rob Moore
Rob Nicholson
Gordon O'Connor
Deepak Obhrai
Bev Oda
Brian Pallister
Charlie Penson
Louis Plamondon
Pierre Poilievre
Jim Prentice
Joe Preston
James Rajotte

Scott Reid
John Reynolds
Lee Richardson
Gerry Ritz
Andrew Scheer
Gary Schellenberger
Werner Schmidt
Carol Skelton
Joy Smith
Monte Solberg
Kevin Sorenson
Belinda Stronach
Greg Thompson
Myron Thompson
David Tilson
Vic Toews
Bradley Trost
Merv Tweed
Peter Van Loan
Mark Warawa
Jeff Watson
Randy White
John Williams
Lynne Yelich

EXAMEN DE LA RÉGLEMENTATION

Coprésidents: John Bryden
Gurmant Grewal

Vice-coprésidents: Lynn Myers
Judy Wasylcyia-Leis

Représentant le Sénat:
Les honorables sénateurs

Représentant la Chambre des communes:

George Baker
Michel Biron
Céline Hervieux-Payette
James Kelleher

John Lynch-Staunton
Wilfred Moore
Pierre Claude Nolin

Rob Anders
Robert Bouchard
Monique Guay
Art Hanger
Randy Kamp

Derek Lee
Paul Harold Macklin
Lloyd St. Amand
Tom Wappel

(20)

Membres associés

Jim Abbott
Diane Ablonczy
Dean Allison
Rona Ambrose
David Anderson
Dave Batters
Leon Benoit
James Bezan
Garry Breitkreuz
Gord Brown
Colin Carrie
Bill Casey
Rick Casson
David Chatters
Michael Chong
John Cummins
Stockwell Day
Barry Devolin
Norman Doyle
John Duncan
Ken Epp
Diane Finley
Brian Fitzpatrick
Steven Fletcher
Paul Forseth

Cheryl Gallant
Peter Goldring
Gary Goodyear
Jim Gouk
Nina Grewal
Helena Guergis
Stephen Harper
Richard Harris
Jeremy Harrison
Loyola Hearn
Russ Hiebert
Jay Hill
Betty Hinton
Rahim Jaffer
Brian Jean
Dale Johnston
Gerald Keddy
Jason Kenney
Ed Komarnicki
Daryl Kramp
Mario Laframboise
Guy Lauzon
Tom Lukiwski
Gary Lunn

James Lunney
Peter MacKay
Dave MacKenzie
Richard Marceau
Inky Mark
Serge Ménard
Ted Menzies
Rob Merrifield
Larry Miller
Bob Mills
James Moore
Rob Moore
Rob Nicholson
Gordon O'Connor
Deepak Obhrai
Bev Oda
Brian Pallister
Charlie Penson
Pierre Poilievre
Jim Prentice
Joe Preston
James Rajotte
Scott Reid
John Reynolds

Lee Richardson
Gerry Ritz
Andrew Scheer
Gary Schellenberger
Werner Schmidt
Carol Skelton
Joy Smith
Monte Solberg
Kevin Sorenson
Darrel Stinson
Belinda Stronach
Greg Thompson
Myron Thompson
David Tilson
Vic Toews
Bradley Trost
Merv Tweed
Peter Van Loan
Maurice Vellacott
Mark Warawa
Jeff Watson
Randy White
John Williams
Lynne Yelich

COMITÉS LÉGISLATIFS

PROJET DE LOI C-38

Président: Marcel Proulx

Vice-président:

Rona Ambrose
Françoise Boivin
Don Boudria

Gord Brown
Paul Harold Macklin
Richard Marceau

Réal Ménard
Rob Moore
Anita Neville

Michael Savage
Bill Siksay
Vic Toews

(13)

Membres associés

Le Président

L'HON. PETER MILLIKEN

Comité des présidents des comités législatifs

Le vice-président et président des comités pléniers

M. CHUCK STRAHL

Le vice-président des comités pléniers

M. MARCEL PROULX

La vice-présidente adjointe des comités pléniers

L'HON. JEAN AUGUSTINE

MEMBRE DU MINISTÈRE

Par ordre de préséance

Le très hon. Paul Martin	premier ministre
L'hon. Jacob Austin	leader du gouvernement au Sénat
L'hon. Jean Lapierre	ministre des Transports
L'hon. Ralph Goodale	ministre des Finances
L'hon. Anne McLellan	vice-première ministre et ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile
L'hon. Lucienne Robillard	présidente du Conseil privé de la Reine pour le Canada, ministre des Affaires intergouvernementales et ministre des Ressources humaines et du Développement des compétences
L'hon. Stéphane Dion	ministre de l'Environnement
L'hon. Pierre Pettigrew	ministre des Affaires étrangères
L'hon. Andy Scott	ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien et interlocuteur fédéral auprès des Métis et des Indiens non inscrits
L'hon. Jim Peterson	ministre du Commerce international
L'hon. Andy Mitchell	ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire
L'hon. Bill Graham	ministre de la Défense nationale
L'hon. Albina Guarnieri	ministre des Anciens Combattants
L'hon. Reg Alcock	président du Conseil du Trésor et ministre responsable de la Commission canadienne du blé
L'hon. Geoff Regan	ministre des Pêches et des Océans
L'hon. Tony Valeri	leader du gouvernement à la Chambre des communes
L'hon. Aileen Carroll	ministre de la Coopération internationale
L'hon. Irwin Cotler	ministre de la Justice et procureur général du Canada
L'hon. R. John Efford	ministre des Ressources naturelles
L'hon. Liza Frulla	ministre du Patrimoine canadien et ministre responsable de la Condition féminine
L'hon. Joseph Volpe	ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration
L'hon. Joe Fontana	ministre du Travail et du Logement
L'hon. Scott Brison	ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux
L'hon. Ujjal Dosanjh	ministre de la Santé
L'hon. Ken Dryden	ministre du Développement social
L'hon. David Emerson	ministre de l'Industrie
L'hon. Ethel Blondin-Andrew	ministre d'État (Nord canadien)
L'hon. Raymond Chan	ministre d'État (Multiculturalisme)
L'hon. Claudette Bradshaw	ministre d'État (Développement des ressources humaines)
L'hon. John McCallum	ministre du Revenu national
L'hon. Stephen Owen	ministre de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien et ministre d'État (Sport)
L'hon. Joe McGuire	ministre de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique
L'hon. Joe Comuzzi	ministre d'État (Initiative fédérale du développement économique dans le Nord de l'Ontario)
L'hon. Mauril Bélanger	leader adjoint du gouvernement à la Chambre des communes, ministre responsable des langues officielles, ministre responsable de la réforme démocratique et ministre associé de la Défense nationale
L'hon. Carolyn Bennett	ministre d'État (Santé publique)
L'hon. Jacques Saada	ministre de l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec et ministre responsable de la Francophonie
L'hon. John Godfrey	ministre d'État (Infrastructure et Collectivités)
L'hon. Tony Ianno	ministre d'État (Famille et Aidants naturels)

SECRÉTAIRES PARLEMENTAIRES

L'hon. Claude Drouin	du premier ministre (collectivités rurales)
L'hon. Marlene Jennings	du premier ministre (Canada—États-Unis)
L'hon. Paul DeVillers	du premier ministre
L'hon. Jim Karygiannis	du ministre des Transports
L'hon. John McKay	du ministre des Finances
L'hon. Roy Cullen	de la ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile
L'hon. Gerry Byrne	de la ministre des Affaires intergouvernementales
L'hon. Peter Adams	de la ministre des Ressources humaines et du Développement des compétences
L'hon. Gurbax Malhi	de la ministre des Ressources humaines et du Développement des compétences
L'hon. Bryon Wilfert	du ministre de l'Environnement
L'hon. Dan McTeague	du ministre des Affaires étrangères
L'hon. Sue Barnes	du ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien et interlocuteur fédéral auprès des Métis et des Indiens non inscrits
L'hon. Mark Eyking	du ministre du Commerce international (marchés émergents)
L'hon. Wayne Easter	du ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire (développement rural)
L'hon. Keith Martin	du ministre de la Défense nationale
L'hon. Diane Marleau	du président du Conseil du Trésor et ministre responsable de la Commission canadienne du blé
L'hon. Shawn Murphy	du ministre des Pêches et des Océans
L'hon. Dominic LeBlanc	du leader du gouvernement à la Chambre des communes
L'hon. Paddy Torsney	de la ministre de la Coopération internationale
L'hon. Paul Harold Macklin	du ministre de la Justice et procureur général du Canada
L'hon. Larry Bagnell	du ministre des Ressources naturelles
L'hon. Sarmite Bulte	de la ministre du Patrimoine canadien
L'hon. Hedy Fry	du ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration
L'hon. Judi Longfield	du ministre du Travail et du Logement
L'hon. Walt Lastewka	du ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux
L'hon. Robert Thibault	du ministre de la Santé
L'hon. Eleni Bakopanos	du ministre du Développement social (économie sociale)
L'hon. Jerry Pickard	du ministre de l'Industrie
L'hon. Raymond Simard	du leader adjoint du gouvernement à la Chambre des communes, ministre responsable des langues officielles et ministre responsable de la réforme démocratique

TABLE DES MATIÈRES

Le vendredi 13 mai 2005

Message du Sénat		La justice	
Le Président	5957	M. Powers	5963
SANCTION ROYALE		QUESTIONS ORALES	
M. Valeri	5957	Le gouvernement du Canada	
M. Hill	5957	M. MacKay	5963
M. Harper	5957	M. Valeri	5963
INITIATIVES MINISTÉRIELLES		M. MacKay	5963
Loi autorisant le ministre des Finances à faire certains versements		M. Valeri	5964
Projet de loi C-48. Deuxième lecture	5958	Le budget	
M. Ritz	5958	M. MacKay	5964
M. Rajotte	5958	M. Valeri	5964
M. McKay	5959	Le gouvernement du Canada	
M. Nicholson	5959	M. Hill	5964
Motion	5959	M. Valeri	5964
Adoption de la motion	5960	M. Hill	5964
DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS		M. Valeri	5964
L'agriculture		M. Duceppe	5964
M. Myers	5960	M. Valeri	5965
Le gouvernement du Canada		M. Duceppe	5965
Mme Ablonczy	5960	M. Valeri	5965
Les députés		M. Gauthier	5965
Mme Ratansi	5960	M. Valeri	5965
Le gouvernement libéral		M. Gauthier	5965
Mme Lavallée	5961	M. Valeri	5965
Le Mois de la sensibilisation à l'égard de l'hépatite		Les faillites commerciales	
M. Thibault (Nova-Ouest)	5961	M. Layton	5965
Le gouvernement du Canada		M. Emerson	5965
M. Trost	5961	L'environnement	
Les sports		M. Layton	5966
M. Carr	5961	M. Wilfert	5966
Le premier ministre		Le budget	
M. Sauvageau	5961	M. Nicholson	5966
La justice		M. Valeri	5966
M. Savage	5962	M. Nicholson	5966
Le gouvernement du Canada		M. Valeri	5966
Mme Ambrose	5962	M. Casey	5966
Les ressources naturelles		M. Valeri	5966
M. Matthews	5962	M. Casey	5966
La réforme démocratique		M. Valeri	5967
M. Broadbent	5962	Le Programme de commandites	
Le gouvernement du Canada		M. Guimond	5967
M. Batters	5962	M. Fontana	5967
Le premier ministre		M. Guimond	5967
M. Paquette	5963	M. Fontana	5967
Le gouvernement du Canada		Le gouvernement du Canada	
M. Reynolds	5963	Mme Guay	5967
		M. Valeri	5967
		Mme Guay	5967
		M. Valeri	5967
		M. Kenney	5968
		M. Valeri	5968
		M. Kenney	5968

M. Valeri	5968	Projet de loi C-391. Présentation et première lecture.	5972
M. Scheer	5968	Adoption des motions; première lecture et impression du	
M. Valeri	5968	projet de loi	5972
M. Goodyear	5968		
M. Fontana	5968		
Le budget			
M. Savage	5968		
M. McKay	5968		
Le logement			
M. Martin (Winnipeg-Centre)	5969		
M. Fontana	5969		
L'emploi			
M. Martin (Sault Ste. Marie)	5969		
M. Owen (Vancouver Quadra)	5969		
La Chambre des communes			
M. Kramp	5969		
M. Godfrey	5969		
Le premier ministre			
M. Allison	5969		
Mme Carroll	5969		
Le gouvernement du Canada			
M. Carrie	5970		
Mme Bakopanos	5970		
M. Keddy	5970		
M. Wilfert	5970		
Mme Lalonde	5970		
M. Graham (Toronto-Centre)	5970		
Mme Lalonde	5970		
Mme Carroll	5970		
M. Miller	5970		
M. Ianno	5971		
Mme Grewal (Fleetwood—Port Kells)	5971		
M. Fontana	5971		
L'industrie aérospatiale			
M. Paradis (Brome—Missisquoi)	5971		
M. Emerson	5971		
AFFAIRES COURANTES			
Les travaux de la Chambre			
M. Valeri	5971		
M. Bélanger	5971		
Réponse du gouvernement à des pétitions			
M. Simard (Saint Boniface)	5972		
Les comités de la Chambre			
Comptes publics			
M. Williams	5972		
La Loi sur l'assurance-emploi			
M. Mark	5972		
Projet de loi C-390. Présentation et première lecture.	5972		
Adoption des motions; première lecture et impression du			
projet de loi	5972		
Loi sur la protection de la chasse et la pêche			
patrimoniales			
M. Mark	5972		
		Projet de loi C-391. Présentation et première lecture.	5972
		Adoption des motions; première lecture et impression du	
		projet de loi	5972
		Les travaux de la Chambre	
		M. Valeri	5972
		Motion	5972
		M. Hill	5972
		M. Bélanger	5973
		Retrait de la motion	5974
		Pétitions	
		L'âge du consentement	
		M. Harper	5974
		La pornographie juvénile	
		M. Harper	5974
		Les bureaux de poste ruraux	
		Mme Skelton	5974
		Le commerce des drogues	
		Mme Skelton	5974
		Les droits de propriété	
		Mme Gallant	5974
		L'Agence de logement des forces canadiennes	
		Mme Gallant	5974
		Le mariage	
		Mme Gallant	5974
		L'avortement	
		M. Breitzkreuz	5975
		Le mariage	
		M. Hanger	5975
		M. Tilson	5975
		M. Sorenson	5975
		Les bureaux de postes ruraux	
		M. Fitzpatrick	5975
		Le mariage	
		M. Anderson (Cypress Hills—Grasslands)	5975
		La Société canadienne des postes	
		M. Anderson (Cypress Hills—Grasslands)	5975
		Les produits de santé naturels	
		M. Anderson (Cypress Hills—Grasslands)	5975
		L'impôt sur le revenu	
		M. Anderson (Cypress Hills—Grasslands)	5975
		Le mariage	
		M. Warawa	5975
		M. Benoit	5975
		Questions au Feuilleton	
		M. Simard (Saint Boniface)	5975
		Questions transformées en ordres de dépôt de documents	
		M. Simard (Saint Boniface)	5976
INITIATIVES MINISTÉRIELLES			
		Loi autorisant le ministre des Finances à faire certains	
		versements	
		Projet de loi C-48. Deuxième lecture.	5976
		M. Hill	5976
		Motion	5976
		Adoption de la motion	5977
		ANNEXE	

POSTE  MAIL

Société canadienne des postes / Canada Post Corporation

Port payé

Postage paid

Poste-lettre

Lettermail

**1782711
Ottawa**

*En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à :*
Les Éditions et Services de dépôt
TPSGC, Ottawa (Ontario) K1A 0S5
Internet: <http://publications.gc.ca>
1-800-635-7943 ou appel local (613) 941-5995

If undelivered, return COVER ONLY to:
Publishing and Depository Services
PWGSC, Ottawa, ON K1A 0S5
Internet: <http://publications.gc.ca>
1-800-635-7943 or Local 613-941-5995

Publié en conformité de l'autorité du Président de la Chambre des communes

Published under the authority of the Speaker of the House of Commons

Aussi disponible sur le réseau électronique « Parliamentary Internet Parlementaire » à l'adresse suivante :

Also available on the Parliamentary Internet Parlementaire at the following address:

<http://www.parl.gc.ca>

Le Président de la Chambre des communes accorde, par la présente, l'autorisation de reproduire la totalité ou une partie de ce document à des fins éducatives et à des fins d'étude privée, de recherche, de critique, de compte rendu ou en vue d'en préparer un résumé de journal. Toute reproduction de ce document à des fins commerciales ou autres nécessite l'obtention au préalable d'une autorisation écrite du Président.

On peut obtenir des copies supplémentaires en écrivant à : Les Éditions et Services de dépôt, TPSGC, Ottawa (Ontario) K1A 0S5

The Speaker of the House hereby grants permission to reproduce this document, in whole or in part, for use in schools and for other purposes such as private study, research, criticism, review or newspaper summary. Any commercial or other use or reproduction of this publication requires the express prior written authorization of the Speaker of the House of Commons.

Additional copies may be obtained from Publishing and Depository Services, PWGSC, Ottawa, ON K1A 0S5

**The English version of this publication may be obtained from Publishing and Depository Services
PWGSC, Ottawa, ON K1A 0S5**